REVUE

DES

DEUX MONDES.

TOME HUITIÈME

QUATRIÈME SÉRIE.

15 DÉCEMBRE. — 6e LIVRAISON.

PARIS.

AU BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES,

RUE DES BEAUX-ARTS, N. 10.

LONDRES,

CHEZ BAILLIÈRE, 219 REGENT STREET.

1836.

LITTÉRATURE FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE,
PHILOSOPHIE, VOYAGES, SCIENCES, BEAUX-ARTS.

TABLE DES MATIÈRES.

DE L'ESPAGNE

AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE.

DERNIÈRE PARTIE.[1]

Il semble difficile d'admettre qu'en détruisant la loi salique pour rétablir l'ancien mode d'hérédité, Ferdinand VII ait cru n'opérer qu'une facile révolution de palais. Cette supposition serait peu compatible avec les noms des principaux membres du conseil de régence, choisis par lui au sein de l'opinion constitutionnelle, comme pour protéger par avance la faiblesse de sa fille contre un inévitable avenir. Cependant cette détermination fut suivie de déclarations tellement précises sur le maintien des vieilles institutions politiques, de contradictions si manifestes entre les personnes et les doctrines, qu'il devint évident qu'on était loin d'en avoir mesuré la portée, et qu'on s'en était remis plutôt au hasard qu'à la prudence du soin d'en conjurer les conséquences prochaines.

Depuis trois siècles, les usurpations de la couronne avaient tellement altéré le droit public dans la Péninsule, et l'on avait si constamment prêché aux peuples l'omnipotence royale, qu'on espéra faire accepter un changement dans l'ordre de successibilité au trône comme un corollaire de la doctrine d'après laquelle toutes les lois émanaient du souve-

(1) Voyez la livraison du 15 novembre.

rain comme de leur seule source légitime. Et, de fait, on doit penser que si le nom de don Carlos n'avait pas été plus significatif que celui d'une infante au berceau, l'Espagne ne se fût guère émue de cette prétention nouvelle qui n'eût touché qu'un simple intérêt privé.

Si l'on devait attendre quelque sincérité des partis, ils confesseraient sans nul doute, que dans la querelle entre don Carlos et Isabelle II, pas plus que dans la lutte dynastique du Portugal, la question de légitimité, fort obscure en elle-même, ne se présenta jamais à eux avec l'hypocrite importance que l'un et l'autre affectèrent de lui donner. Ce problème était d'une solution trop délicate pour mettre les armes à la main. Tout en reconnaissant, en effet, d'un côté, que le droit des femmes avait été pendant des siècles le plus national en Espagne, comment nier, de l'autre, qu'un acte solennel n'eût, depuis plus de cent années, consacré un droit opposé, garanti par les plus hautes transactions diplomatiques? Mais aussi, selon la doctrine pour laquelle les absolutistes avaient si long-temps combattu, qui pouvait contester à Ferdinand VII, assisté des muettes cortès de 1833, le droit que l'on avait reconnu à Philippe V, assisté de celles de 1713; comment lui dénier la faculté de promulguer souverainement une décision déjà rendue en principe sous le règne de Charles IV? Questions ardues, qui auraient arrêté long-temps des publicistes, mais que les partis tranchèrent avec cet instinct prompt et sûr qui leur fait si bien deviner ce que valent les noms propres, et où vont les secrètes tendances des hommes et des choses.

Don Carlos, poussé par sa conscience, plus que par sa nature, à se dévouer pour ses convictions avec persévérance, sinon avec éclat, était depuis long-temps chef de parti, et ne pouvait se dérober à aucune des obligations qu'un pareil rôle impose. Quoique resté de sa personne étranger aux tentatives faites en son nom, durant le règne du roi son frère, il n'était pas moins l'espoir suprême de l'opinion nombreuse dont le symbole pouvait se formuler ainsi : conserver intégralement le passé, ne toucher à aucun abus de peur d'ébranler l'édifice, et ne donner en quoi que ce soit gain de cause à l'esprit novateur.

Ce parti ne s'arrêta point à la discussion théorique des droits plus ou moins fondés du prétendant; en octobre 1833, à la mort de Ferdinand VII, il se groupa spontanément autour de son chef; et dans ce jour décisif qui pouvait lui assurer la couronne, don Carlos manqua à ses partisans beaucoup plus que ceux-ci ne lui manquèrent. Cette opinion, à laquelle adhérait la majorité des populations rurales, disposait alors de trois cent mille volontaires royalistes, dont la moitié avait des armes; la plus grande partie du corps diplomatique lui prêtait sa force morale. Sur quels élémens s'appuya d'abord la reine-gouvernante pour lui résister; qu'op-

posa-t-elle à la coalition de tant d'intérêts, de tant de passions, de tant de hautes influences ?

Marie-Christine avait compris, en mettant le pied dans la Péninsule, qu'il était aussi impossible de ranimer le vieux génie castillan que de restaurer la splendide monarchie d'Espagne et des Indes ; elle jugea que ce pays, contraint de remplacer par l'ordre et la production ses richesses d'Amérique et sa puissance continentale, inclinait forcément vers le système français; cette tendance, dans l'Europe moderne, domine à la fois et les antécédens historiques et les vieilles antipathies nationales. Elle s'entoura donc des hommes de l'école française auxquels l'avénement de don Carlos eût préparé une inévitable disgrace. Elle les appela au ministère, en remplit les principales administrations; et, chose remarquable, ce fut entre les mains d'un magistrat de Joseph que les grands corps de l'état vinrent promettre foi et hommage à la royauté d'Isabelle (1) !

Mais une scission profonde existait entre ces hommes : les uns sympathisaient à la fois avec les méthodes et avec les idées françaises; les autres entendaient appliquer celles-là, tout en répudiant celles-ci. On sait qu'à la tête de ces derniers était M. de Zéa-Bermudez, esprit fort éclairé, sans nul doute, mais qui avait eu le malheur d'étudier la France en Russie, et croyait pouvoir employer les puissans véhicules de notre centralisation administrative, sans l'impulsion morale qui les fait fonctionner chez nous.

C'est peut-être ici le cas de faire remarquer combien ce qui s'est accompli de progrès matériels dans le vaste empire des czars, combien ce qui s'opère chaque jour de progrès intellectuels et industriels en Prusse, a pu contribuer à répandre d'idées inexactes en Europe. De très bons esprits sont arrivés à croire que toutes les réformes utiles étaient possibles dans l'ordre civil sans atteindre l'ordre politique; erreur qu'avant la fin du siècle l'expérience aura probablement démontrée pour la monarchie prussienne elle-même. Tant que le pouvoir y devance la société, celle-ci se borne à réclamer la continuité d'une action admirablement exercée par la royauté vraiment nationale qui en a été le principe : mais un jour viendra où la classe élevée par l'industrie et l'instruction générale voudra sanctionner en droit ce qu'elle possédera en fait, où elle éprouvera le désir de substituer l'initiative de l'opinion publique à celle d'agens incontrôlables. L'habileté du pouvoir peut sans doute retarder cette révolution et en modifier le caractère; mais elle n'en est pas moins inévitable.

Les monarchies du Nord ne présentent, d'ailleurs, aucune analogie, même éloignée, avec la situation de l'Espagne à la mort de Ferdinand VII.

(1) Don Francisco-Fernando del Pino, ministre de grace et justice.

On aurait parfaitement conçu le *despotismo illustrado* sous le règne de Charles IV, si l'empereur Napoléon, comprenant alors sa mission envers l'Espagne, fût intervenu entre le roi et la nation, pour arracher un grand peuple à sa torpeur héréditaire. A cette époque les partis ne s'étaient pas encore classés dans la Péninsule; la tribune et la presse, ces deux sens mystérieux des nations, ne lui avaient pas été révélées, et ceux qui aimaient déjà la liberté n'avaient pas encore souffert pour elle. On eût bien mieux compris encore le système inauguré par la célèbre circulaire de M. de Zéa (1), sous un roi jeune d'intelligence et d'années, monté au trône en vertu d'un titre incontesté, et dans le silence des factions; le malheur de l'Espagne fut sans doute d'échapper en temps utile à cette bienfaisante tutelle. Mais en 1833, au moment où la mort de Ferdinand posait en principe les droits incertains de sa fille, on était en face d'un parti puissant, dont le chef, alors réfugié en Portugal, déclarait vouloir s'en remettre de ses droits à Dieu et au courage des siens. Dans une telle situation des esprits et des choses, quand la Navarre était déjà soulevée par Santos-Ladron, que Mérino put disposer un instant de vingt mille volontaires en Castille, alors que la révolte n'était contenue dans les provinces que par le dévouement des capitaines-généraux, et l'hésitation de don Carlos à se mettre à la tête des rebelles; dans un moment où il fallait incorporer en masse, dans l'armée, tous les officiers impurifiés depuis 1823, et accepter les services de Jauregui, qui frayait la route à Mina; comment, avec quelque sens politique, oser conseiller à la régente de se poser seule devant l'opinion libérale? comment lui mettre à la bouche des paroles qui peuvent se traduire ainsi :

J'amnistierai vos hommes parce qu'ils me sont indispensables, mais je flétrirai toutes vos doctrines; je ne repousserai pas seulement la faction démagogique, qui, par sa violence, a perdu la liberté, et dont l'Espagne a horreur, j'envelopperai dans la même réprobation toutes les nuances de l'opinion constitutionnelle, depuis Martinez de la Rosa jusqu'à Galiano; en entrant dans la carrière des innovations administratives, je conserverai scrupuleusement toutes les vieilles formules pour faire illusion à l'Europe; entourée d'hommes qui ne comprennent le gouvernement qu'avec une représentation nationale, je continuerai de m'appuyer sur la puissance absolue des rois d'Espagne, grossier mensonge historique, et d'invoquer le droit divin auquel le compétiteur de ma fille en appelle avec une foi plus énergique, parce qu'elle est plus sincère. N'est-ce pas là une insou-

(1) Circulaire du 3 décembre 1832 à tous les agens de sa majesté catholique près les cours étrangères, pour leur exposer les principes conservateurs du ministère formé par la régente.

tenable position, et pourtant cette étrange doctrine ne fit-elle pas le fonds du système ministériel pendant cette année, qui pouvait être décisive pour le sort de l'Espagne (1)?

Immobile dans sa pensée et sa confiance, M. de Zéa ne parut prendre garde ni à la guerre de Navarre, conduite alors par Saarsfield avec une lenteur fort équivoque, ni au mouvement des provinces, où l'autorité, pour résister au parti carliste, avait dû susciter l'ancienne opinion libérale. Exclusivement préoccupé de concilier au gouvernement de la reine l'adhésion du corps diplomatique, il ne voyait pas qu'il était beaucoup moins urgent de retenir le ministre de Russie à Madrid que d'empêcher don Carlos d'y arriver, et répétait sa devise: *pas de concessions*, alors qu'il en faisait chaque jour aux plus impérieuses nécessités.

L'opposition de quinze ans, par son hostilité systématique et incessante, n'avait pas peu contribué à persuader aux royautés européennes que chaque concession était en même temps un acte d'inhabileté et de faiblesse, un pas gratuitement fait vers l'abîme, opinion que le gouvernement espagnol n'était pas alors en mesure de professer, et sur laquelle, d'ailleurs, il est bon de s'entendre. S'il est des temps où les concessions deviennent des armes pour l'ennemi, il en est d'autres où ce sont des armes que l'on s'assure, des positions où l'on s'établit. Louis XVI avant le serment du jeu de paume, Ferdinand VII avant l'insurrection du 7 mars 1820, pouvaient faire des concessions précieuses pour l'autorité royale; après cette époque elles étaient devenues inutiles. Les sacrifices de Ferdinand à son retour d'Aranjuez, l'adhésion de Louis aux décrets contre les émigrés et les prêtres non assermentés, ne les dérobèrent pas à de nouvelles exigences, de même que Charles I[er], en sanctionnant l'exclusion des évêques de la chambre des lords, n'échappa point aux menaçantes réclamations des communes pour le bill de la milice.

Le pouvoir ne doit pas plus s'appuyer sur les couches molles de la société que l'architecte sur le sable; il doit aller jusqu'au cœur des intérêts fixes et dominans pour s'asseoir imperturbablement sur eux. Qui peut douter, par exemple, que si la branche aînée des Bourbons, au lieu de revenir au 8 août sur les concessions faites au centre droit par la formation du ministère Martignac, les eût poussées jusqu'au centre gauche, essayant de M. Périer, au lieu de se livrer à M. de Polignac, rétablissant la garde nationale de Paris au lieu de préparer les ordonnances, qui peut douter que la restauration n'eût augmenté ses chances, au lieu de les amoindrir? Il y a raison de penser également que si le ministère Martinez de la Rosa avait été formé à la mort de Ferdinand VII, au lieu de pa-

(1) Voyez le manifeste de la régente, 4 octobre 1833.

raître arraché à la régente par l'attitude des provinces et les remontrances des capitaines-généraux, l'avenir de l'Espagne eût pu se présenter sous des couleurs moins sombres.

Le parti libéral déploya une véritable habileté durant l'administration transitoire de M. de Zéa. Se ralliant au seul nom d'Isabelle, il parut d'abord s'offrir sans conditions, assuré d'être promptement en mesure d'agir à son gré. Dominés par les circonstances, les capitaines-généraux, dans presque toutes les provinces, avaient dissous et désarmé les volontaires royalistes, sans attendre les ordres du ministère qui, après de longues hésitations, dut sanctionner un fait désormais consommé. En Catalogne, Llauder avait organisé vingt mille gardes d'Isabelle pour faire tête à l'insurrection; dans le royaume de Valence, on dut, pour résister, recourir à une mesure analogue. Partout l'autorité se voyait contrainte de remettre les commandemens à des officiers libéraux, quelquefois à des émigrés rentrés de la veille: déjà Valdez, plus dévoué sans être plus heureux, avait remplacé Saarsfield en Navarre; l'amnistie, d'abord limitée, avait été étendue à tous les proscrits, qui, en rentrant dans leur patrie, recevaient les avances du pouvoir, au lieu de lui donner des gages. Mais tout cela se faisait en vain : une idée fermentait dans toutes les têtes comme en 1808, comme en 1820, une idée, force irrésistible, dès qu'elle parvient à se formuler.

Llauder se charge de ce soin; il lance sa fameuse *exposition*, déclare qu'il faut consulter la nation, et prononce le premier le nom retentissant des cortès. A ce mot répété par la plupart de ses collègues et que le conseil de régence avait déjà murmuré, le ministère Zéa s'écroule; et un décret royal (1) remet le sort de la monarchie espagnole à M. Martinez de la Rosa et aux hommes du ministère de 1821, aux chefs de l'ancienne opinion *bicameriste*.

Ici nous devons cesser de suivre l'ordre des évènemens pour embrasser la situation de la Péninsule, qui va se dessiner enfin dans son ensemble et sa vérité. L'instant est venu de rechercher si des noms honorables, dont la signification politique nous est actuellement bien connue, expriment une opinion assez puissante pour se produire hautement et pour se défendre; de se demander si nous avons enfin, après tant de vicissitudes, atteint cette couche solide jusqu'à laquelle il faut pénétrer pour résister au vent des révolutions. Nous n'hésitons pas à préjuger cette question par une réponse affirmative, et à déclarer qu'à nos yeux, un pouvoir exercé par MM. Martinez de la Rosa, Gareli et Toreno, dans le sens des idées constamment défendues par ces hommes politiques, est le seul instrument

(1) 16 janvier 1834.

possible de la régénération de l'Espagne. Nous serons en mesure de démontrer plus tard que si ce pouvoir a succombé devant une minorité sans force réelle, on doit moins l'imputer à l'impuissance virtuelle de l'opinion qu'il représente, qu'à des circonstances extérieures et pour ainsi dire excentriques, incapables sans doute de fixer l'avenir des peuples, mais qui suffisent trop souvent à leur préparer de longues épreuves et d'indicibles douleurs.

Trois partis se partageaient et divisent encore l'Espagne : l'un se rallie au nom de don Carlos, les deux autres se rattachent à la royauté d'Isabelle II, celui-ci avec la constitution de 1812, celui-là avec le statut royal. Quelle est leur force matérielle et leur puissance morale ? que promettent-ils à la Péninsule, et que peuvent-ils pour elle ?

Si le sort des peuples pouvait se décider à la majorité numérique, et si nous appartenions sur ce point à l'école du général Lafayette, nous ne savons pas trop s'il serait possible d'échapper en Espagne à la légitimité de Charles V. En reconnaissant que cette opinion n'existe plus dans les masses à l'état de croyance exaltée, et que la source du dévouement est aussi manifestement tarie pour le parti de la foi que pour le parti révolutionnaire, il semble difficile de contester que le nom du prétendant n'obtînt encore les plus nombreux suffrages, si on les comptait par tête, en plaçant l'élite de la nation sur le pied d'une parfaite égalité avec les montagnards des Pyrénées et les contrebandiers des Alpuxaras. Mais il se trouve que don Carlos, qui, par son droit salique datant du XVIII[e] siècle, devrait représenter les idées modernes contre l'héritière des vieilles reines de Castille, est, par les plus étroits engagemens de sa vie, la vivante expression d'une nationalité qui se transforme, comme le czarewitz Alexis le fut contre son père. Or, si dans les vastes domaines des Ivan, la solitaire pensée d'un homme triompha de l'énergique volonté des peuples, de leur histoire et de leur génie, si l'Asie recula devant l'Europe, l'Espagne reculera devant la France.

Dans la Péninsule, cette cause a pour elle mieux qu'un grand homme, elle est assise sur un parti qui n'a jamais plus avancé son œuvre que lorsqu'il a dû céder la place à d'ineptes adversaires.

Nous nous défions des formules où l'on encadre les destinées des peuples sans rien laisser à faire ni à Dieu ni aux hommes : comment ne pas admettre pourtant qu'il y a dans l'esprit français une force intime, un élément général et providentiel, base future d'une nouvelle unité ? Quel est le grand mouvement intellectuel ou social qui ne soit devenu européen ? L'unité romaine absorba les Gaules et l'Ibérie, et la pensée chrétienne a transformé le monde. L'organisation féodale, diversement modifiée, à son tour enlaça l'Europe, qui s'agite aujourd'hui sous des idées d'autant plus puissantes, que la France est parvenue à les contenir et à les régler.

Il n'est pas donné aux peuples modernes d'étouffer cette inspiration du moment où elle les a pénétrés; et si je n'étais convaincu que le génie de l'époque contemporaine décide et fixe en définitive l'issue de toutes les révolutions, je n'hésiterais pas à envisager l'avenir de ce pays sous le point de vue développé par M. le baron d'Eckstein: je le verrais incliner vers une sorte d'organisation féodale (1). Mais alors, plus assuré dans mes déductions que ce publiciste ne l'est dans les siennes, je trancherais sans hésiter la question actuelle en faveur de don Carlos; car, quoique ce prince, par des idées de pouvoir absolu d'origine fort récente dans la Péninsule, ne corresponde pas certainement à tous les instincts de la démocratie rurale qui combat pour lui au-delà des Pyrénées, il est évident que lui seul serait en mesure de consacrer son triomphe et d'en profiter.

Mais quelles que soient les forces dont dispose en ce moment le prétendant, quelle que puisse être la faiblesse du triste pouvoir qui se débat contre lui, cette opinion est radicalement impuissante, car elle présuppose certaines conditions qui n'existent plus depuis que les idées modernes ont envahi l'Espagne, et que ses richesses métalliques lui ont échappé, depuis qu'il lui est interdit de se dérober à la loi divine du travail et à la vivifiante épreuve de la liberté. Don Carlos obtiendra des succès temporaires que son parti ne manquera pas de saluer comme décisifs; il est militairement possible qu'il arrive à Madrid, il est politiquement impossible qu'il s'y maintienne.

Ces prévisions théoriques sont-elles contrariées par les faits? La cause carliste s'est-elle jamais présentée avec cette foi profonde qui seule fixe la fortune? Point. On dirait que l'infant est venu en Espagne pour l'acquit de sa conscience plutôt que par ambition ou dans l'espoir du succès, et que ses Navarrais ont regardé leur but comme à peu près atteint du moment où ils sont restés maîtres chez eux. Il semble, à voir comme va cette guerre, que le succès politique n'importe plus qu'aux banquiers pour écouler leurs coupons, et aux gazetiers pour faire leurs articles.

Ce fut, sans doute, une étonnante création que cette armée de Navarre, qui, formée de quelques centaines d'hommes à la fin de 1833, comptait à la mort de Zumalacarregui, en juin 1835, trente-six bataillons d'infanterie, douze escadrons de cavalerie, un parc d'artillerie de siége et de campagne (2); insurrection de paysans qui désarma quarante mille hom-

(1) *De l'Espagne. Considérations sur son passé, son présent et son avenir.* Chez Paulin, 1 vol. in-8o.

(2) *Essai sur les provinces basques et la guerre dont elles sont le théâtre.* Bordeaux, 1836. — *Mémoires sur Zumalacarregui et les premières campagnes de Navarre*, par C.-F. Henningsen; 2 vol. in-8o. Fournier, à Paris.

Nous recommandons vivement ces deux ouvrages aux personnes qui veulent étudier

mes, guerre à coups de bâton (*a palos*) qui fit successivement échouer la réputation de Saarsfield et de Quesada, de Valdez et de Rodil, de Mina et de Cordova. Mais y a-t-il dans tout cela quelque chose qui constate la vitalité de la cause au nom de laquelle s'opérèrent ces prodiges? Nous ne le croyons pas, et l'attitude réservée de don Carlos semble attester qu'il partage sur ce point nos convictions.

Ne nous bornons pas à dire, pour les défendre, que les quatre provinces basques combattent pour leurs *fueros* menacés par le régime administratif et l'unité constitutionnelle; assertion qui, toute fondée qu'elle soit dans un certain sens, pourrait être contestée dans un autre, car il est certain qu'on ne trouverait guère d'allusion aux *fueros* des provinces dans les proclamations navarraises, et que, dès son début, cette insurrection respirait un esprit de fidélité monarchique dans un sens tout vendéen. Mais tel était le drapeau sans que tel fût le mobile; et si les Basques résistèrent comme royalistes, ce fut évidemment dans leurs institutions spéciales qu'ils puisèrent des forces pour rendre leur résistance efficace. Sa puissance fut tout entière dans les habitudes martiales et libres de ces populations de guérillas, dans leur organisation élective qui se trouva toute prête pour diriger le mouvement, dans l'absence de toute force armée pour s'opposer à la première tentative des volontaires royalistes (1); elle résulta surtout de l'exemption des charges publiques et du recrutement militaire qui avaient laissé sur le sol de ces provinces et leur jeunesse et leurs capitaux. L'insurrection n'a pas eu à renverser dans le nord le gouvernement espagnol : celui-ci n'était guère représenté dans ces provinces que par les agens du service des postes; elle a trouvé sous la main des juntes, des députations, des administrations civiles et financières formées depuis des siècles, et qui sont

avec quelque soin les affaires de la Péninsule. L'ouvrage du capitaine Henningsen est jeune d'esprit et court de vues politiques; mais les impressions en sont vraies, l'histoire y est sincère, et le drame s'y déroule, dans sa grandeur confuse, sans prétention et sans recherche. Je doute que l'auteur soit capable d'écrire le moindre article de journal; mais à coup sûr la plupart des journalistes se tourmenteraient en vain pour atteindre à cette naïveté pittoresque.

L'*Essai sur les provinces basques* est une œuvre de haute portée. Cet ouvrage, avec les fragmens publiés à diverses reprises dans la *Revue de la Gironde*, offre, sans contredit, ce qui s'est écrit de plus substantiel sur la question espagnole, que la presse périodique de Madrid est plus propre a embrouiller qu'à éclaircir.

(1) Au commencement d'octobre 1833, lorsque les bataillons de volontaires proclamèrent l'infant don Carlos à Vittoria et à Bilbao, il n'y avait pas, d'après les documens publiés par le gouvernement espagnol, un soldat dans ces places. De l'Ebre aux Pyrénées, on comptait deux régimens seulement, l'un à Saint-Sébastien, l'autre à Pampelune. Il y en avait quatre ou cinq dans les places de guerre de la Catalogne, et un seulement dans la Vieille-Castille.

restées les siennes. Ce fut ainsi que cette guerre prit, dès l'origine, le caractère d'une simple résistance contre l'invasion étrangère, sans affecter celui d'une lutte de parti avec ses espérances passionnées et conquérantes. Un grand tacticien, enfant de ces montagnes, est venu en aide à cette cause; et quoique dans son orgueil triste et sauvage, Zumalacarregui ambitionnât l'insigne honneur d'entrer à Madrid le béret rouge sur la tête, la *zamarra* sur le corps et la cravache à la main, accompagné de ses guides de Navarre aux brodequins de chanvre et aux uniformes pris sur l'ennemi, quoiqu'il fût incontestablement royaliste dans le sens européen de ce mot, il dut subordonner tous ses plans militaires au génie du peuple dont il conduisait la résistance nationale. C'est pour cela qu'au lieu de s'ouvrir la route de Madrid, il périt sous les murs de Bilbao, le Madrid de l'insurrection vascongade, place que les ministres de don Carlos désirent si vivement posséder pour se procurer des ressources financières, et ses soldats pour constater leur victoire par l'occupation de leur véritable capitale. Il fut toujours dans l'esprit de cette guerre de se circonscrire sans s'étendre. Elle eut la sage ambition de chasser l'ennemi, non l'aventureuse ambition de le poursuivre. L'Espagne déclarerait renoncer à ses droits sur les quatre provinces, que la guerre finirait *ipso facto*, malgré la résistance du parti castillan : ceci ne semble pas avoir besoin de preuves.

Une simple observation établit, d'ailleurs, tout ce qu'il y eut de spécial dans l'insurrection basque, et ne permet point à l'opinion carliste de s'en prévaloir comme d'un indice de sa force. Au moment où Ferdinand ferma les yeux, les tentatives insurrectionnelles ne furent pas circonscrites au nord du royaume. Pendant que la Navarre courait aux armes sans s'émouvoir du coup de foudre qui venait de frapper son chef (1), Mérino avait soulevé les volontaires royalistes entre l'Èbre et le Guadarrama. En Catalogne, des mouvemens avaient eu lieu sur divers points, et aux confins des royaumes d'Aragon et de Valence, les insurgés s'établirent d'abord dans le château de Morella d'où ils appelèrent aux armes les nombreux bataillons de volontaires. Néanmoins, dès le commencement de 1834, tous ces mouvemens étaient étouffés, toutes ces tentatives étaient reconnues impuissantes, et la guerre ne se maintenait qu'au-delà de l'Èbre, parce qu'ailleurs elle était guerre de parti, et que là seulement elle était guerre nationale. Du moment où les diversions tentées par don Carlos sur la Catalogne restaient sans succès, où cette terre des bandes de la foi n'ar-

(1) Santos-Ladron, ancien vice-roi de Navarre, et l'un des officiers de l'armée de la foi, fut arrêté près de Los-Arcos de la main même de Lorenzo, colonel du 12me, sorti de Pampelune avec cent hommes. Il fut conduit dans cette ville, et fusillé le 13 octobre.

nait plus ses vieux *somatènes* et les restes épuisés de ses *aggraviados*, il était démontré que l'insurrection carliste, livrée à elle-même, viendrait échouer ou contre l'opposition ou contre l'apathie de l'Espagne.

Ces prévisions que tout homme connaissant la Péninsule pouvait former dès les premiers mois de 1834, n'ont point été infirmées par les évènemens. En vain l'anarchie a-t-elle massacré les moines, exercé ses proscriptions, proscrit les gens de bien, porté l'épouvante au cœur des hommes timides : aucun vengeur n'est sorti de ce sang qui crie encore, et les armées du prétendant n'ont pas plus recueilli les fugitifs de Madrid, que celles de l'émigration ne recevaient les proscrits de la Gironde. Le seul résultat qu'ait amené pour don Carlos cette complète dissolution du pouvoir qui suivit les évènemens du mois d'août, c'est l'expédition de Gomez, audacieuse maraude dont le caractère politique est assez vaguement indiqué.

Cette marche de quatre cents lieues n'a été signalée par aucun soulèvement populaire; aucune junte locale ne s'est organisée sous la protection de ce chef, qui semble avoir moins eu pour but de tenter un appel à des sympathies comprimées, que de faire des fonds pour le quartier-général, en quoi ce fourrageur en grand a merveilleusement réussi. On en est arrivé en Espagne à ce point de lassitude qu'amis et ennemis ont mieux aimé lui livrer leur or que de prendre les armes soit pour le repousser, soit pour le défendre. La marche de Gomez a eu le résultat de constater en même temps et l'impuissance de la révolution et la faiblesse du parti carliste; ou, pour parler plus vrai, ce fut une soudaine révélation que ce pays sembla donner au monde de toutes ses misères à la fois.

Il s'est trouvé qu'au XIXe siècle, au sein d'un grand royaume européen, un chef militaire, avec une poignée d'hommes, a traversé dix provinces, pénétré dans toutes les capitales, rançonné les habitans, vidé les caisses publiques, comme ne le fit jamais chef de grandes compagnies durant les longs désordres qui précédèrent l'enfantement du monde moderne. Et, cette fois, le moyen-âge est dépassé, Froissart pâlit devant *le Moniteur*. Il demeure prouvé que l'Espagne est privée à la fois et de cette force régulière payée par les nations modernes pour les protéger dans le paisible cours de leur vie civile, et de ces vieux remparts où montait une brave bourgeoisie quand le beffroi sonnait, et que des brigands cuirassés se montraient au loin dans la plaine. L'expédition de Gomez n'est pas, d'ailleurs, un résultat spécial des circonstances actuelles; il ne serait pas difficile de signaler d'autres indices de cette étrange situation, par suite de laquelle un des plus nobles peuples du monde se trouve dénué de toutes les conditions de sécurité qu'offrait l'organisation militaire du moyen-âge, en même temps qu'il reste en dehors de toutes celles que pré-

sente la hiérarchie pacifique de l'époque actuelle. Qu'on se rappelle l'expédition de George Bessières et d'Ulmann, lorsque dans les premiers jours de 1823, au moment même où l'armée de la foi était détruite et perdait ses derniers refuges, ils partirent du fond de l'Aragon avec moins de trois mille hommes pour s'emparer comme Gomez de Guadalaxara, et arriver aux portes mêmes de Madrid qu'ils faillirent surprendre et soulever : sorte d'entreprise qu'ailleurs on nommerait insensée, et qui, en Espagne, semble à peine jugée téméraire.

En donnant à ces indices graves la haute attention qu'ils méritent, en réfléchissant à l'audacieux génie de ce peuple, au sein duquel l'ordre social perd de plus en plus la force de se défendre, il n'est peut-être pas chimérique d'exprimer quelques conjectures sinistres. Si la *Barbarie* passait d'un côté à l'autre de la Méditerranée, si ce peuple se vengeait un jour sur l'Europe qui l'abandonne, si nos enfans devaient intervenir contre des brigands et des pirates, parce que leurs pères auraient refusé d'intervenir contre des partis, pense-t-on que notre politique eût beaucoup d'excuses à leurs yeux?

Ce n'est pas à l'opinion carliste qu'il est donné d'arrêter cette effrayante décomposition. Pour apprécier ses chances de succès, il faut se rappeler que ce parti ne put rien par lui-même avant 1823, aidé du concours de la France et d'un crédit politique et financier qu'il n'a plus. L'intervention le releva seule d'une ruine déjà consommée, et cependant il disposait alors d'une immense force morale qui semble se retirer de lui. C'était la croix à la main que le trappiste escaladait la Seu d'Urgel, et les populations catalanes le suivaient au combat comme au martyre. De toutes les chaires du royaume partaient alors des appels à l'insurrection; partout les ecclésiastiques dirigeaient les juntes locales et stimulaient les efforts d'un parti dont la dénomination religieuse révélait le caractère.

On n'entend pas contester l'identité de la cause carliste avec celle dont l'armée de la foi poursuivait le triomphe; il est de plus manifeste que le clergé a autant et plus souffert, dans ses intérêts matériels, de la révolution actuelle que de celle de 1820. Néanmoins on ne saurait nier, de l'aveu de tous les hommes qui ont observé l'Espagne depuis l'origine de la lutte dynastique, que le clergé n'y soit resté généralement passif dans son action, quelles qu'aient été ses sympathies secrètes. Que celles-ci soient acquises à don Carlos, c'est ce que nous croyons sans peine, et la révolution ne s'est montrée ni assez juste ni assez grande pour avoir le droit de s'en plaindre. Mais il est certain, ainsi l'attestent les organes de toutes les opinions, que la conduite du clergé séculier a été presque toujours marquée au coin de la prudence et de la réserve, que tous les évêques, un seul excepté, sont restés dans leurs siéges épiscopaux, et que

ceux d'entre eux appelés à la chambre des *proceres* ont implicitement concouru à légaliser la déchéance du prétendant et de sa famille. La lutte stratégique de la Navarre n'a rien d'une croisade; et si les franciscains de Bilbao et d'autres monastères saccagés ont grossi les bataillons de don Carlos, c'est qu'ils ont trouvé à y vendre chèrement leur vie, au lieu de s'abandonner à la discrétion de leurs ennemis. Le clergé possède plus que nul autre corps le pressentiment de l'avenir; il n'a le droit de le compromettre pour aucune pensée terrestre, et son premier devoir est de se séparer à temps des causes qui tombent. Aussi, voyez le clergé séculier dans la Péninsule : il paraît se résigner, quoique avec douleur, sans doute, à ne pas associer son sort à celui des ordres monastiques dont la résurrection devient de jour en jour plus impossible. Entre deux partis politiques en présence, il laisse se prononcer la fortune, certain de profiter de la victoire de don Carlos, et ne voulant pas se compromettre par sa défaite.

A cette attitude passive du clergé s'est jointe l'attitude hostile de la noblesse, que les partisans de l'infant n'ont jamais contestée. On comprend dès-lors que des succès obtenus dans l'épuisement de l'Espagne n'avanceraient guère la seule question vraiment importante, et qui, réduite à sa plus simple expression, devrait se formuler ainsi : Constituer la doctrine du pouvoir absolu sur la démocratie morale ; se soutenir sans crédit et sans armée régulière, les hommes et l'argent manquant également pour la former, et le premier vœu des Navarrais étant de retourner dans leurs provinces, si jamais ils consentaient à en sortir ; se placer en dehors de la classe élevée et de la classe industrielle, pour gouverner contre toutes les influences dominantes dans la société contemporaine. Tel est le problème que don Carlos devrait résoudre en Espagne, et cette solution serait moins facile qu'une victoire.

Que le prétendant s'installe au palais des rois catholiques, nous demandons ce qu'il fera le lendemain? Ne parlons pas des insurrections libérales qui s'organiseront alors, avec moins de consistance, il est vrai, que le mouvement de Navarre, mais sur bien plus de points à la fois; ne nous enquérons pas du sort de ces cités méridionales se déclarant indépendantes, comme Cadix a déjà plus d'une fois menacé de le faire; ne nous arrêtons pas à faire remarquer l'évidente différence de cette situation d'avec celle de 1823, alors que Ferdinand, pour organiser un gouvernement et une armée, put disposer de toutes les ressources de la France, dont l'occupation se prolongea jusqu'en 1828; admettons que ces obstacles, devant lesquels aurait reculé le cardinal Ximenès, s'aplanissent devant l'évêque de Léon; supposons la France et l'Angleterre impassibles, le traité de la quadruple alliance décidément déchiré, et nos maîtres de poste fournis-

sant des relais aux ministres du Nord pour aller saluer à Madrid le représentant de la légitimité triomphante. Puis, quand nous aurons accumulé les hypothèses et les miracles, demandons-nous quels hommes seront près de Charles V pour soutenir sa couronne et la rajuster sur son front? J'aperçois autour de lui des soldats navarrais et des généraux improvisés, pris, pour la plupart, au soc de la charrue, braves gens sans contredit, personnages de roman et de chronique, que j'aime à voir dans le livre du capitaine Henningsen, couverts de leur fourrure d'ours, comme des Klephtes de Thessalie : mais d'hommes d'état et d'administrateurs, pas un seul pour le cabinet; de grands et de titrés de Castille, presque aucun pour les antichambres royales. Tout cela a courbé la tête sous le veau d'or; tous les esprits ouverts aux idées du temps, toutes les grandes existences, fatiguées de leurs loisirs stériles, se sont tournés vers la vie politique, et ont reçu avec bonheur Isabelle et le statut royal. Les uns cédèrent au sentiment libéral, les autres à la volonté de Ferdinand VII exerçant sa puissance suprême : entraînement d'esprit ou faiblesse, un abîme les sépare de celui qu'ils ont proscrit.

Mais je prévois la réponse; je crois l'entendre venir de Saint-Pétersbourg et de Vienne : Si don Carlos parvenait à Madrid, il aurait bientôt près de lui ces hommes de modération et de lumières pratiques, auxquels l'Espagne eût dû plus d'une fois confier ses destinées; quoique principal instigateur de la pragmatique de Ferdinand, le parti *afrancisado*, dont toutes les vues réformatrices ont été dépassées, n'hésiterait pas à choisir entre la révolution et le roi légitime. Sait-on si ce choix n'est pas déjà fait, si des engagemens ne sont pas pris? Don Carlos, de son côté, éclairé par les conseils des grandes puissances, ne pourrait manquer d'entrer dans la voie des concessions aux nécessités du temps; il le promet d'ailleurs en échange des subsides qui lui sont transmis; il ne pourra se dispenser de prendre leurs hommes, puisqu'il a pris leur argent.

Il n'est pas dans nos habitudes de trancher insolemment de hautes questions et de paraître initié à ce que nous ignorons. Mais on ne donne sans doute rien au hasard en affirmant que telle doit être, relativement à la question espagnole, la pensée des cabinets restés en dehors du traité du 22 avril 1834. Ce qui leurre aujourd'hui les cours hostiles à la royauté d'Isabelle, c'est évidemment l'espoir de constituer la restauration espagnole sur la base des améliorations administratives et d'une large amnistie; elles sont assurément trop éclairées pour s'associer à une réaction dont les suites seraient si faciles à prévoir. Or, j'ose dire que c'est là une pure illusion pour qui se rend un compte sincère et de l'état de l'Espagne et du mouvement politique de ce pays depuis 1814. En admettant que don Carlos, sacrifiant ses répugnances aux conseils de ses alliés, faisant

fléchir sa conscience politique sous les nécessités de sa position, consentit à s'entourer de ceux qui furent ses premiers proscripteurs, ne suffit-il pas de se rendre compte de la position de ce prince pour voir que ses promesses seraient illusoires, et que la modération lui créerait des dangers plus immédiats et peut-être plus redoutables que la violence? Une restauration peut être modérée à vingt ans de distance, et lorsque l'état des mœurs est tel que les partis ont appris à se vaincre sans s'exterminer; mais en Espagne, où chaque moitié de la nation a voué l'autre à la mort et à la misère, qui oserait prendre au sérieux une promesse d'amnistie ou le programme d'un gouvernement réparateur? Ferdinand même put à peine entrer dans ces voies, et ne les suivit jamais sans être contraint d'en dévier bientôt, lui qui avait la France pour alliée, au lieu de l'avoir pour ennemie, et que l'Europe entière entourait de son concours et de ses bons offices; et l'on espérerait amener don Carlos à se compromettre avec ceux qui l'auraient fait roi pour suivre des inspirations contraires à sa conscience, et l'on s'imaginerait qu'une telle restauration est possible sans imprimer à la cause monarchique de dangereuses flétrissures, sans faire peser sur elle une solidarité trop redoutable pour les temps où nous sommes! Funeste croyance, dont l'effet fut d'égarer dès l'origine le sens habituel des cabinets, de les détacher d'une cause à laquelle leur appui aurait prêté une force efficace pour prévenir de grandes calamités : cause représentée par une enfant, et dont l'adoption était, ce semble, peu pénible au prix d'autres sacrifices que la prudence avait fait faire sans hésiter à la paix du monde et au bonheur des peuples!

Disons donc, en résumant ces observations réunies sans parti pris et dans le seul intérêt de la vérité, que si le parti carliste est encore le plus nombreux en Espagne, il y est aussi le plus impropre à fonder un gouvernement, puisque toutes les fois que l'Espagne a été tant soit peu gouvernée depuis vingt ans, elle a dû l'être contre lui. Ajoutons que ce parti, incapable par lui-même de lutter en 1823, s'est, depuis cette époque, affaibli par le concours d'une foule de causes, au premier rang desquelles on doit placer l'incertitude du droit dynastique, qui, dès la pragmatique de Ferdinand, rallia autour de la jeune princesse des Asturies toute la noblesse de cour et la plus grande partie de celle des provinces. Dans une telle situation, s'il est permis de discuter les chances stratégiques du prétendant, il semble difficile de lui reconnaître des chances politiques, à moins toutefois que les puissances dont les secours lui ont été si utiles pour prolonger la lutte, n'obtiennent le transit à travers la France de cent mille hommes, plus précieux que leurs ambassadeurs pour maintenir don Carlos dans un système de modération dont, en Espagne surtout, la première condition, c'est la force.

En face de l'opinion carliste se présente l'opinion libérale, divisée en deux grandes fractions. L'une, qui s'appelle par essence l'opinion constitutionnelle, a pris l'acte de 1812 non pour symbole, mais pour drapeau. Quelle est sa force véritable dans la Péninsule; avec quels hommes et quelles idées se produisit-elle dans la lutte actuelle? sa victoire sur le système successivement représenté par MM. Martinez de la Rosa, de Toreno et Isturitz fut-elle l'expression d'un vœu national ou l'œuvre de circonstances transitoires?

Le pouvoir est la pierre de touche des partis; c'est au pouvoir seulement qu'ils donnent leur mesure. Il était donc difficile, en 1833, d'apprécier les ressources et l'avenir du parti qui se posait pour la première fois devant les deux autres, car l'opinion bicamériste n'avait eu jusqu'alors en Espagne ni corps de doctrines, ni organes avoués. Mais le parti de la constitution de Cadix avait possédé tout cela. Nous l'avons étudié en 1812 dans son orgueilleuse inexpérience, en 1820 dans sa brusque transformation militaire; nous avons vu les théoriciens céder presque sans résistance la place aux hommes d'épée, l'intelligence s'abaisser devant la force, Arguelles devant Riégo. C'est à ce point que se trouvait amené, au moment de l'invasion française, le parti démocratique, et c'est à ce point qu'on le retrouve à sa rentrée en Espagne sous Marie-Christine; et peut-être est-il digne de remarque que l'acte par lequel le ministère Mendizabal scella son alliance avec lui, fut la réhabilitation solennelle d'un homme dans lequel ce parti honorait moins la triste victime d'une réaction politique que le fougueux représentant de ses vœux et de ses rêves (1). Pour apprécier la force réelle de l'opinion de 1820, n'oublions pas avec quelle promptitude elle laissa choir sans le défendre le code immortel de 1812, à l'apparition des premiers bataillons français; reportons-nous surtout à l'universel enthousiasme qui sembla faire de l'invasion de 1823 une délivrance. Ce n'était pas en effet parmi les populations rurales seulement qu'éclatèrent ces témoignages d'adhésion, et les acclamations au roi absolu n'en étaient pas l'accompagnement nécessaire. Les villes les plus notoirement connues pour leurs idées libérales ouvraient sans résistance leurs portes à l'étranger; elles contemplaient avec une ambition triste et jalouse ces soldats, heureux fils d'un pays où la liberté régnait sans violences : tous les vœux se tournaient vers la France, tous les regrets se reportaient vers l'Espagne. Les généraux en masse et la plus grande

(1) Un décret du 30 octobre 1835 a prononcé la réhabilitation de don Raphaël Riego, en disposant : 1° que ce général était réintégré dans sa réputation et dans son honneur; 2° que sa famille jouirait de la pension et des droits à lui appartenant; 3° que cette famille était placée sous la protection spéciale de la reine, et sous celle de la régente durant la minorité.

partie des officiers désiraient conserver des institutions libérales en modifiant leur action, en substituant des influences plus calmes et plus morales à celles qui avaient bouleversé le pays sans y exciter même un courage d'un jour. Les miliciens de Madrid, les insurgés de *Las-Cabezas*, peu nombreux, mais fort compromis, prolongèrent seuls quelques mois derrière les remparts de Cadix une résistance sans concours et sans espoir. Du jour où le premier soldat français eut passé la frontière, on put dire avec vérité que la constitution de 1812 avait cessé d'être en cause, et que l'avenir de l'Espagne ne se débattait plus qu'entre le vieil absolutisme et une charte à la française.

On a déjà vu que toutes les tentatives des réfugiés avaient été frappées d'impuissance sous la restauration, époque durant laquelle se développèrent simultanément dans les classes éclairées une tendance chaque jour plus prononcée vers les réformes politiques, et un repoussement qui allait jusqu'à l'effroi au seul souvenir de 1820. C'est à ce sentiment, partagé par l'armée elle-même, qu'il faut attribuer l'inquiétude avec laquelle l'Espagne accueillit la nouvelle des évènemens de juillet, sur la portée desquels personne ne se faisait illusion. On sait comment échouèrent dans les provinces du midi aussi bien que dans celles du nord des entreprises essayées sur des points à peu près sans défense. Il était évident, rien qu'à voir l'attitude du pays, qu'il hésitait à recevoir la liberté de mains qui menaçaient de la lui rapporter folle encore et sanglante.

Cette atonie se maintint jusqu'en 1832 : alors une perspective nouvelle s'ouvrit devant l'Espagne; on la vit se précipiter avec autant d'ardeur dans la voie des réformes ouverte par la régente, qu'elle avait mis de réserve à y entrer lorsque les vétérans de la constitution de 1812 s'offraient à la conduire. C'est qu'une opinion nouvelle se produisait à cette époque pour la première fois, rappelant à divers égards ce juste-milieu qui l'emporte aujourd'hui en France, mais avec des différences qui ne sont pas moins manifestes que les analogies.

La force de l'opinion bourgeoise tient chez nous à la compacte unité des intérêts qu'elle représente; en Espagne, au contraire, l'opinion moyenne, qui s'élève entre les deux autres, s'est recrutée dans tous les rangs depuis la cour jusqu'au commerce, selon que les hommes de lumière et d'expérience ont compris la vanité des espérances rétrogrades et l'absurdité des utopies révolutionnaires. Sur ce terrain nouveau se trouvèrent successivement amenés Quésada et le vieux Mina, le comte d'Ofalia et M. Isturitz, des grands et des industriels, des professeurs et des évêques. Toutes les classes de la société sont représentées sans exception, et presque dans des proportions égales au sein de ce parti d'éclectisme, qui ne se tient debout que par une idée politique, et non pas encore comme chez nous

par la solide autorité d'un fait matériel, la prépondérance sociale des classes moyennes appuyée sur la moyenne propriété.

Lorsqu'on affirme qu'il n'y a pas de juste-milieu dans la Péninsule, on a parfaitement raison, si l'on entend par là cette classe intermédiaire hostile à la vieille aristocratie terrienne en même temps qu'inquiète de la turbulence démocratique, redoutant les marquis à l'égal des prolétaires, et dont l'innocente ambition est de faire danser, une fois l'année, ses femmes et ses filles dans le grand salon du palais. Cette classe, représentée aux affaires par l'électorat à 200 fr., est fort loin sans doute, en Espagne, du degré d'importance qu'elle a chez nous; comment en serait-il autrement en un pays où la presque totalité de la propriété foncière est restée jusqu'à présent grevée de main-morte ou de substitution? Aussi n'y a-t-il pas à s'étonner que la bourgeoisie proprement dite, à peine parvenue en France, après quarante ans, à se défendre énergiquement elle-même, ait manqué au gouvernement de la reine dans les terribles crises qu'il a traversées. La garde nationale, cette compagnie d'assurance mutuelle contre toute violence, ne saurait être appliquée au-delà des Pyrénées avec les garanties que cette institution peut offrir ailleurs; et l'on comprend à merveille les hésitations qu'éprouva sur cette matière le ministère de 1834, et dont témoignent d'une manière si peu équivoque les décrets des 16 et 20 février et du 1er mars de cette année. Pour que le système français, vers lequel gravite l'Espagne, mais qu'elle est encore si loin d'atteindre, existe en ce royaume avec toutes les conditions de sa force, il faut que la révolution soit consommée dans ses effets civils, et que la sécurité publique ait imprimé à la richesse nationale un élan qui ne pourrait manquer d'être rapide; alors seulement on sera en position d'attendre de la classe moyenne un dévouement dont son intérêt seul est la mesure et le gage.

Quoique l'opinion générale des villes fût favorable au système représenté par M. Martinez de la Rosa, si ce n'est peut-être dans quelques cités maritimes du midi, il est certain que les intérêts bourgeois n'offraient pas par eux-mêmes une base large et solide pour le trône constitutionnel d'Isabelle, et qu'au rebours de ce qui se passe chez nous, il fallait chercher dans la noblesse la principale force du juste-milieu espagnol. Mais pour apprécier avec justesse l'état politique de ce pays, il faut se rappeler qu'en acceptant le statut royal et en se ralliant au gouvernement de la régente, la noblesse n'agit point dans un intérêt spécial, en tant que corps aristocratique. La noblesse espagnole, on le sait, était à peu près sans privilége, et l'espèce d'égalité établie dans ce pays par les habitudes, si ce n'est par les institutions, la dérobait à la jalousie des autres classes, aussi bien qu'à la nécessité de se défendre contre elles. Si la noblesse a fourni de plus nombreux adhérens au système du statut royal, c'est que

l'éducation politique était plus avancée dans ses rangs, et qu'encore une fois le juste-milieu espagnol, si l'on veut lui donner ce nom, est une affaire de progrès intellectuel beaucoup plus que de position sociale.

Là est le secret de sa force dans l'avenir, en même temps que de sa faiblesse dans le présent, faiblesse dont il serait néanmoins inexact d'arguer pour contester à ce parti une supériorité politique, au moins relative, sur les deux autres. S'il est moins nombreux que celui-ci, ou moins entreprenant que celui-là, seul, du moins, il est en mesure, hors certaines circonstances passagères, d'exercer dans le pays une action gouvernementale, interdite au parti carliste aussi bien qu'à la faction militaire. Quoiqu'il n'y ait en Espagne ni centre, ni point de ralliement pour les forces nationales ou pour les idées; quoique les provinces, les villes et les citoyens vivent à part les uns des autres et dans un état en quelque sorte passif en face des factions, il est certain que, depuis trois années, chaque fois que ce malheureux pays a pu exprimer sa pensée avec quelque liberté, il s'est instinctivement rapproché de cette opinion moyenne, qu'il sait désireuse de le défendre contre des violences qu'il redoute, sans avoir par lui-même le moyen de s'y dérober.

Ainsi l'on vit, en 1834, la majorité des *procuradores*, arrivés à Madrid sous le coup des souvenirs et des préjugés de l'époque constitutionnelle, se lier étroitement, sur presque toutes les questions, au système du statut royal; et plus tard, malgré le mouvement des juntes et les pratiques de M. Mendizabal, elle tenta de se séparer d'un ministre compromis pour revenir aux hommes de son estime et de sa confiance politique. Et, si l'on peut juger des vœux de la nation par l'issue des élections si hardiment affrontées par M. Isturitz, sous l'empire d'une loi très libérale, et où se rendirent avec un empressement inaccoutumé des milliers de citoyens, concours inoui pour l'Espagne; cette chambre, choisie sous les menaces d'une faction et dans le feu de la guerre civile, eût représenté, à un degré plus éminent encore, cet esprit constitutionnel qui allait recevoir un éclatant hommage, lorsque l'insurrection de Saint-Ildephonse vint, non pas changer le cours de l'opinion publique, mais en entraver la manifestation. Enfin, il suffit de suivre les travaux des nouvelles cortès pour comprendre la puissance de ces idées adoptées aujourd'hui par leurs plus vieux adversaires, et desquelles on est réduit à attendre désormais, contre les progrès du parti carliste, une force si vainement demandée à la faction dont le courage semble s'être épuisé dans les émeutes sanglantes de Barcelone et de Malaga.

On comprendrait assurément fort mal ces observations, si l'on en concluait qu'à mes yeux le statut royal fût une œuvre de haute sagesse politique, propre à satisfaire tous les vœux de l'Espagne, et à fixer irrévoca-

blement son avenir. Les institutions ont, en général, bien moins d'importance par leur valeur théorique que par les sympathies qui s'y rattachent, et pour les esprits sérieux, il s'agit moins d'en juger le mécanisme que de savoir quels intérêts et quels hommes elles sont destinées à mettre en scène. A ce titre seulement, l'acte royal du 10 avril 1834 résolvait d'une manière heureuse le problème social pour l'Espagne, car c'était un drapeau franchement arboré contre les apostoliques et les exaltés, il pouvait dès-lors devenir la base d'une transaction pour l'élite de tous les partis. Sous ce point de vue, la chambre des *proceres* était une heureuse institution, non qu'une telle chambre fût précisément dans les mœurs de l'Espagne et qu'elle dût exercer une grande influence sur son gouvernement, mais parce qu'il est important de faire concourir à une révolution toutes les classes que celle-ci doit atteindre par ses effets civils et politiques. De nos jours, avec les tendances unitaires qui travaillent la société en Europe, une pairie se conçoit moins comme contre-poids pour les intérêts que comme position pour les personnes : elle n'empêche rien, mais elle assure à tout ce qui se fait un assentiment plus unanime.

Il faut bien reconnaître, du reste, que les dispositions du statut étaient vagues, incomplètes et timides. Elles entraînaient quelques conséquences qu'il eût été plus habile de consacrer que de se laisser arracher par la logique, cette arme si dangereuse dans la main des passions. Il y avait, d'ailleurs, de graves inconvéniens à se placer sur le terrain de l'octroi royal, d'où venait de choir la plus vieille monarchie du monde. Rien n'irrite plus les assemblées délibérantes qu'une pareille prétention : elle les contient beaucoup moins qu'elle ne les excite, et ôte au pouvoir bien plus de force qu'elle ne lui en donne.

M. Martinez de la Rosa se flatta d'échapper à ce danger en présentant le statut royal comme une simple restauration des antiques lois de l'Espagne (1), innocent mensonge destiné à caresser le naïf orgueil d'un peuple dont l'héroïsme surpasse chaque matin celui de Sparte et de Rome, lieu commun de tribune, qui n'empêche pas, nous aimons à le croire, l'éloquent rédacteur du statut d'y voir tout modestement une simple contrefaçon mutilée de la charte de 1814. Qu'on ait jugé utile de dissimuler à la plus fabuleusement vaniteuse de toutes les nations l'origine étrangère de son code politique, je l'admets; mais, d'une part, M. Martinez de la Rosa n'a pu prendre le change sur ce point, et, de l'autre, les faits ont bientôt démontré que l'origine exclusivement monarchique du statut était loin d'avoir eu pour la royauté les résultats qu'en attendaient ses honorables rédacteurs. Le cercle si rigoureusement tracé autour

(1) Exposé du conseil des ministres à sa majesté la reine-régente, 4 avril 1834.

de la représentation nationale n'eut pour effet que de la rejeter vers ces discussions de principes, qui ne sont jamais plus séduisantes et plus dangereuses que lorsqu'elles paraissent interdites. On sait qu'à l'ouverture de la session, une déclaration des droits fut proposée (1), et sanctionnée, malgré l'opposition du ministère, sous l'empire de ces préoccupations inquiètes, qu'il eût été plus habile de ne pas faire naître. Dans la situation des esprits en Espagne, à l'avènement d'Isabelle, il y eût eu bien moins d'inconvéniens que d'avantages à faire participer les chambres législatives à la confection de la loi fondamentale. Les dispositions du statut royal auraient été indubitablement sanctionnées par une adhésion presque unanime, et l'on enlevait par avance aux hommes de 1820 leur principal champ de bataille. En proclamant le principe de l'octroi royal, M. Martinez de la Rosa, comme avant lui M. de Zéa, songea moins à l'Espagne qu'à l'Europe; et c'était donner à ses adversaires une position dont ils ne pouvaient manquer de profiter à la première chance favorable. La révision du statut, à raison de son origine, devint en effet le programme des juntes et du ministère Mendizabal.

Quoi qu'il en soit, nonobstant une réserve dont la responsabilité ne leur appartient pas tout entière, MM. Martinez de la Rosa et de Toréno se sentaient soutenus par cette force intime qui gît toujours au centre des véritables intérêts nationaux. Leur modération et leur sens politique, leurs intentions droites et leurs lumières, cette attitude d'un pouvoir croyant en lui-même et en son œuvre, avaient vite rallié ces opinions flottantes qui, en Espagne plus qu'ailleurs, demandent à être protégées et conduites. Bientôt l'entrée dans l'*estamento* des *procuradorès* de MM. Argüelles et Galiano, immobiles représentans de la constitution de 1812, rendit la majorité ministérielle plus compacte et plus décidée. D'utiles réformes furent essayées, d'autres plus importantes étaient en projet, et malgré bien des erreurs inséparables d'une situation aussi grave, on pouvait dire qu'un pouvoir doué de prévoyance et de quelque dignité présidait enfin aux destinées de l'Espagne.

L'opinion publique semblait se former à cette école si nouvelle. Malheureusement cette opinion était trop faible encore pour soutenir efficacement un ministère contre les complications que les évènemens de Navarre allaient bientôt susciter. M. de Zéa-Bermudez était tombé devant une révolution qu'il s'obstinait à méconnaître; tout entier à la lutte parlementaire, son successeur tomba devant une guerre civile, dont il se dissimula d'abord la gravité.

L'inconvénient des convictions fortes est parfois de faire illusion sur les obstacles, et tel semble avoir été le principal tort du ministère espa-

(1) 1er septembre 1834.

gnol en 1834. Voyant l'insurrection carliste céder dans toutes les provinces presque sans résistance, il se persuada que celle de Navarre s'épuiserait également elle-même, sans qu'il fût nécessaire de recourir à ces mesures énergiques dont l'emploi répugne à tout gouvernement placé entre deux partis extrêmes. Il lui échappa que la guerre de Navarre était une guerre de peuple à peuple, plutôt que de parti à parti, et que ces provinces riches, libres et guerrières, possédaient plus de moyens pour se défendre que l'Espagne n'en avait alors pour les réduire. D'ailleurs un fait nouveau allait apporter à cette insurrection des ressources nouvelles: l'infant don Carlos, échappé aux deux polices de France et d'Angleterre, moins d'un mois après son arrivée de Portugal, avait sans obstacle franchi les Pyrénées (1). Peu de jours après, ce prince passait en revue à Onate un corps d'armée de seize mille hommes; son généralissime écrasait deux divisions christines, et l'armée de Rodil, démoralisée par ses défaites, abandonnée par ses officiers, sans équipages, sans solde et sans pain, recourait au pillage et au meurtre pour vivre et pour se venger.

Relevée par cette extrémité, sans être devenue plus populaire, la vieille opposition libérale comprit que toutes ses chances étaient là. Ne pouvant se dissimuler que ses doctrines étaient en baisse, le parti de 1820 voulut au moins faire prendre ses hommes, auxquels s'attachaient quelques nobles prestiges. Le ministère aima mieux transiger pour un nom propre que pour un principe, et prit Mina. Mais en l'envoyant dans le nord, on fut loin de lui prodiguer les moyens de vaincre; car par suite de soupçons que sa conduite a démentis, on le redoutait à l'égal des ennemis qu'on l'envoyait combattre. L'autorité militaire fut scindée, et l'armée divisée en deux corps opérant sous des généraux différens; la vice-royauté de Navarre fut distraite du commandement militaire; enfin, pour compléter ce système de précautions, qui pouvait paraître prudent, mais qui en réalité était funeste, Llauder, l'antagoniste personnel de Mina, fut appelé au ministère de la guerre.

Que le mauvais succès du vieux *guerillero* ait tenu à ces circonstances ou à la nature même de cette lutte, c'est ce que pour nous, Français, il est peu intéressant et très difficile de décider. Toujours est-il qu'après des désastres multipliés, dont l'effet fut de porter au plus haut degré l'irritation populaire, sans qu'il en sortît une énergique résistance, les choses en arrivèrent bientôt au point que les généraux de cette armée, réduite de quarante-trois mille hommes à moins de dix mille combattans, consultés officiellement par le général Valdez, successeur de Mina, sur les moyens de sortir d'une position aussi critique, recon-

(1) Débarqué à Portsmouth le 18 juin 1834, don Carlos passait à Paris le 6 juillet, et se trouvait en Espagne le 10 du même mois.

nurent à la presque unanimité que le concours de la France était indispensable pour terminer la guerre de Navarre.

Le général Llauder, pendant le cours de son ministère, ne s'était pas dissimulé ce résultat, auquel l'apathie de l'opinion publique et l'épuisement de ses ressources ne donnaient à l'Espagne aucun moyen d'échapper. Mais comme il reste toujours quelque chose du poète dans l'homme d'état, M. Martinez de la Rosa avait repoussé avec une vive indignation cette idée, fort douloureuse sans doute au cœur d'un patriote, mais que le premier ministre d'un grand pays n'avait pas le droit de rejeter péremptoirement, si c'était désormais son seul moyen de salut. Malheureusement la ferme volonté de l'Espagne de terminer par ses propres efforts, et sans recourir à ses alliés, une lutte engagée contre un petit nombre de factieux, avait été pour M. Martinez de la Rosa un de ces lieux communs de tribune, que tous les orateurs tiennent en réserve. Celui-ci le servait d'autant mieux qu'il réduisait au silence l'opposition, dont la tactique était de prêter au gouvernement une arrière-pensée toute différente. L'intervention, en effet, était alors présentée, par la presse périodique de Madrid et de Paris, comme le vœu secret du cabinet du 11 octobre, pour contenir le mouvement révolutionnaire dans la Péninsule; et la plus complète impopularité s'attachait à une idée autour de laquelle on multipliait à plaisir des obstacles, qu'on n'est guère en droit de contester après avoir tant contribué à les faire naître. Le premier ministre espagnol se donnait donc beau champ, et s'assurait à bon marché les applaudissemens du journalisme, en protestant chaque jour contre la pensée d'appeler jamais les baïonnettes étrangères au secours de la plus glorieuse des régénérations.

Son opinion, passionnée sur ce point, avait été, entre lui et le ministre de la guerre Llauder, le motif d'une scission presque scandaleuse qui commença dans les journaux pour finir devant la reine. Cependant le capitaine-général de Catalogne avait à peine quitté le ministère, que M. Martinez de la Rosa, dominé par une triste évidence, en vint, dans les derniers jours de sa vie politique, à embrasser la distinction fameuse entre l'intervention et la coopération. Mais soit qu'elle répugnât à sa droiture, soit qu'il se sentît sans autorité pour solliciter de la France et faire agréer à l'Espagne une mesure qu'il avait trop légèrement condamnée, il dut céder à M. le comte de Toréno la pénible tâche de ramener la presse et l'opinion à une plus exacte appréciation des choses; et ce dernier reçut mission de fixer avec la France et l'Angleterre le sens d'un traité qui n'avait guère été jusqu'alors qu'un instrument sans valeur (1).

(1) M. Martinez de la Rosa donna sa démission le 7 juin 1835; le ministère de M. de Toréno fut formé par décret royal du 13 du même mois.

Cet homme politique, d'un esprit plus souple et moins prompt que son éloquent collègue, ne s'était pas compromis comme lui sur la question qui allait décider de sa fortune politique et de l'avenir de l'Espagne. Il mit de prime-abord tout son enjeu sur cette carte chanceuse, comprenant que c'en était fait du système dont il était le dernier représentant, s'il ne parvenait à éclairer la France sur la véritable situation de la Péninsule. Le refus d'une intervention officiellement demandée entraînait, en effet, et la chute du cabinet, et le triomphe du parti exalté qui se présenterait dès-lors comme la dernière espérance de la révolution compromise.

Pour faire accepter avec moins de défiance par ce parti une mesure qu'il pouvait envisager comme prise contre lui-même, M. de Toréno s'adjoignit, en qualité de ministre des finances, M. Mendizabal, alors à Londres pour une négociation difficile, se prévalant ainsi de son nom sans avoir de long-temps à craindre sa présence. D'un autre côté, afin de donner à la France et à l'Europe un gage de l'esprit dans lequel devait s'exercer l'intervention réclamée, il désira pour collègue au ministère de la guerre le membre le plus influent du conseil de régence et de la chambre des *proceres*, M. le marquis de Las-Amarillas, récemment créé duc d'Ahumada.

L'intervention, qui jusqu'alors n'avait été qu'un thême de publiciste, se produisait donc en ce moment avec une haute autorité politique. Le ministère espagnol déclarait qu'à ses yeux l'avenir de la monarchie constitutionnelle reposait sur cette négociation, déclaration que les évènemens sont loin d'avoir infirmée. Arrivés à ce point, nous devons donc aborder une question qui, depuis, a dominé toutes les autres, et dont ces études ont eu pour but spécial d'éclairer la solution.

On n'avait pu manquer de voir avec faveur, à Paris, l'avénement au trône de la jeune reine. Il était évident, en effet, que l'infant don Carlos serait dominé par des influences anti-françaises; et ce danger, dans la situation de l'Europe, était plus grave, sans nul doute, que la préoccupation éventuelle de voir un archiduc régner un jour à Madrid. Personne n'ignorait que les affinités politiques ou l'identité des intérêts sont désormais les seules bases d'alliance; aussi, notre gouvernement, renonçant avec raison et sans hésiter au bénéfice des stipulations d'Utrecht, fit-il transmettre à la reine-régente des protestations solennelles et empressées. Elles parvinrent à Madrid au moment même où M. de Zéa y faisait l'essai de ce despotisme éclairé dont le premier tort fut d'être un anachronisme. Cette circonstance, jointe aux déclarations irréfléchies de la presse semi-officielle, fit penser en Espagne, et même en Europe, que la France prenait sous un même patronage et le trône de la reine et le système de son ministre,

politique fort naturelle en temps de paix, mais qui devenait plus que hasardeuse en face d'une guerre civile. A Paris comme à Madrid, on semblait avoir négligé de tenir compte des obligations résultant de cette guerre, qui entraînaient forcément vers l'opinion libérale, et l'on aima mieux se mettre à la remorque des évènemens que d'essayer de les conduire. Aussi, par suite de la position qu'on s'était faite, et de la solidarité qu'on avait assumée, la chute du ministère Zéa parut-elle un coup des plus graves porté à l'influence française, et le traité du 22 avril ne put suffire à l'atténuer.

Ce traité, baptisé d'un nom pompeux, et dont les résultats ont été si modestes, fut conçu, on doit le croire, dans des vues hautes et précises. Penser autrement, ce serait admettre que la politique française, si clairvoyante dans la question belge, s'engageait à l'aventure, pour la stérile satisfaction d'inquiéter les puissances naguère représentées à München-Graëtz, dans de vagues stipulations dont elle laissait au hasard le soin de fixer le sens. Quoi qu'il en soit, à ne juger de cette alliance que par l'acte patent qui la consacre, elle semble d'abord avoir eu pour but exclusif de sanctionner, par l'adhésion à peu près inutile de la France, un fait déjà en cours d'exécution, la coopération d'une division espagnole en Portugal pour en chasser don Miguel et don Carlos, et y rétablir l'autorité de dona Maria.

Exclusivement relatif au Portugal, quoique le préambule rappelle « l'intérêt que les hautes parties contractantes prennent à la sûreté de la monarchie espagnole, » ce traité ne contient aucune stipulation applicable à l'Espagne elle-même; et le but put en être considéré comme parfaitement atteint par l'expédition de Rodil, l'affaire d'Asseiceira et l'embarquement simultané des deux infans.

Mais quand la guerre de Navarre eut atteint un développement sur lequel le traité du 22 avril prouve évidemment qu'on n'avait pas compté, quand don Carlos eut pris en Biscaye la position qu'avait naguère don Miguel en Portugal, une convention nouvelle (1) vint appliquer au gouvernement de S. M. C. le bénéfice des dispositions dont avait joui celui de S. M. T. F., et le Portugal dut rendre à l'Espagne l'assistance militaire qu'il en avait reçue. De plus, l'Angleterre s'engageait « à fournir au gouvernement espagnol des secours en armes et munitions de guerre, et à l'assister de ses forces navales si cela devenait nécessaire. » La France, enfin, s'obligeait à « prendre les mesures les mieux calculées pour empêcher qu'aucune espèce de secours en hommes, armes, ou munitions de guerre, fussent envoyés du territoire français aux insurgés en Espagne. »

Il suffirait certainement de ce texte pour établir qu'en droit la France

(1) Articles additionnels du 18 août au traité du 22 avril 1834.

n'a nullement méconnu les obligations du traité, et qu'elle les aurait bien plutôt excédées par l'envoi non prévu de forces auxiliaires, car les prescriptions de l'acte du 18 août ne se rapportent qu'à la contrebande de guerre, et celle-ci fut toujours sévèrement réprimée. Aujourd'hui même, où la coopération paraît avoir cessé, notre gouvernement est resté dans les termes rigoureux de ses engagemens. Mais si l'Espagne et les partis ne sauraient lui adresser aucun reproche en partant de la lettre du traité, en est-il ainsi lorsqu'on se place à un autre point de vue?

Toutes limitées que soient les stipulations du 22 avril et du 18 août, il est visible que si elles ont été prises avec la réflexion qu'il est si naturel de supposer, elles n'ont pu avoir qu'un seul but : celui de *réserver* formellement à la France et à la Grande-Bretagne les questions péninsulaires, selon le droit que la France exerça antérieurement en Belgique, l'Autriche dans les états d'Italie, droit dont les puissances co-partageantes de la Pologne ont récemment usé pour la ville libre de Cracovie. Cette faculté, mesurée selon les intérêts et le soin de la sécurité intérieure, semble passer en principe dans le droit public européen. Dès-lors n'est-il pas de la dernière évidence que si, après en avoir solennellement réclamé l'application (car aux yeux du monde la quadruple alliance aura toujours cette valeur-là), la France voit se résoudre sans elle et contre elle le conflit élevé en Espagne, elle sera aussi moralement affaiblie que si elle avait laissé s'opérer l'arme au bras la restauration de l'ancien royaume des Pays-Bas? Le traité de 1834 ne servirait qu'à constater plus authentiquement ses vœux et son impuissance; ce serait le témoignage le plus éclatant et le plus maladroit de sa déchéance politique.

Tant que l'intervention ne fut pas invoquée par le ministère espagnol et par les chambres, il n'y avait pas à la discuter. Lancer une division de cavalerie aux *trousses* de don Carlos, comme on le proposa, dit-on, était un de ces moyens à la Bonaparte que le succès aurait pu couronner, mais qu'un gouvernement qui respecte ses alliés n'avait aucunement le droit de prendre. Mais du jour où notre concours, sous une dénomination ou sous une autre, était instamment réclamé par la législature et le gouvernement espagnol, c'est-à-dire à partir du mois de mai 1835, cette affaire ne se présentait plus que sous deux rapports : l'intérêt de la France et ses engagemens envers l'Europe.

Les avantages de l'intervention au point de vue national étaient manifestes, et le bon sens public y fût revenu malgré les déclamations de la presse; car il importait aussi bien au gouvernement français de prévenir le triomphe des hommes de violence, dont son refus allait inaugurer le règne, que d'empêcher une restauration que cette fois avec justice M. Fox aurait appelée la *pire des révolutions*.

On comprendrait fort bien que la monarchie de 1830, placée entre les

démagogues et les carlistes, traitât avec ces derniers, si le pouvoir du prétendant pouvait s'établir dans ces conditions normales de force et de durée qui permettent de contenir toutes les imprudences. Quelles que soient les dissidences de principes, on s'arrange, en effet, de tous les gouvernemens assez solidement établis pour pouvoir être modérés; et la monarchie nouvelle n'en est pas à ignorer pour son propre compte ce qu'elle a sur ce point si utilement enseigné à l'Europe. Malheureusement ceci ne saurait s'appliquer à l'Espagne, et les illusions qu'on a pu se faire à cet égard seront éternellement regrettables. On devait voir la position telle que l'ont faite l'histoire, les mœurs et les circonstances locales, et comprendre qu'il s'agissait de l'anarchie sous le drapeau de la foi comme sous celui de 1820; il fallait voir dans un prochain avenir l'agonie d'un grand peuple exploité par toutes les mauvaises passions, devenant pour la France une source de précautions ruineuses, pour l'Espagne d'horreurs sans fin, pour le monde de scandales à se voiler la tête.

Notre concours aurait-il prévenu ces dangers, sauvé la vie à de nombreuses légions de martyrs, épargné aux armées de l'Europe l'exemple de la Granja, qui, après avoir eu ses parodistes à Strasbourg, peut avoir autre part ses imitateurs? Une intervention, même très limitée quant aux forces militaires, aurait-elle suffi pour maintenir le gouvernement aux mains des hommes honorables que la nation entourait d'une adhésion manifeste, quoique timide, pour pacifier la Navarre, et rendre à la sécurité le pays du continent qui, depuis un siècle, a offert à notre commerce les débouchés les plus constamment favorables? Questions graves, sans nul doute, mais auxquelles j'ose répondre affirmativement, en déplorant qu'une gloire si digne d'elle n'ait pas été acquise à la France, et qu'on ait espéré sortir par des expédiens d'une crise qu'il fallait embrasser dans toute sa gravité.

Les adversaires de l'intervention, qui affectaient de redouter pour notre armée les résistances matérielles, ont dû se convaincre, par ce qui s'est passé depuis, de la faiblesse égale des deux factions, et de l'adhésion certaine de ce pays à une mesure qui l'arrachait à de si effroyables calamités. Lorsque déjà en 1823 tous les partis se réfugiaient avec bonheur sous notre égide protectrice, l'Espagne n'avait pas vu ses généraux devenus la risée de l'Europe, ses meilleurs citoyens massacrés, ses provinces au pillage, son gouvernement, comme les partis, tombé dans une atonie radicale et honteuse. Et comment craindre, en 1835, une explosion de ces haines de 1808, remplacées depuis par de si vives sympathies? Préoccupation qu'on ne s'arrêtera pas, du reste, à discuter trop sérieusement, car elle ne pouvait s'exploiter que dans quelques journaux, ou bien encore dans les couloirs de la chambre. Quant à la Bourse, l'ad-

versaire le plus prononcé de l'intervention, parce que cette mesure représentait une baisse de quelques francs, elle ne pouvait ignorer qu'il ne s'agissait, cette fois, ni d'armer cent mille hommes ni de dépenser trois cents millions.

Si, au moment où l'on consulta l'Angleterre, en lui laissant deviner une intention déjà fort arrêtée, on avait résolu cette entreprise d'une manière aussi loyale, mais aussi ferme en même temps que le siége d'Anvers, qui doute que le succès n'en eût été aussi sûr que rapide? Quelques bataillons débarquant à Portugalette, sous le pavillon de l'alliance anglo-française, durant ce premier siége de Bilbao, si fatal à l'armée carliste; une division filant sur l'Ebre, pour en occuper les principales places, et rendre les garnisons espagnoles disponibles; une force navale britannique secondant ces opérations pour en bien fixer le caractère : voilà pour la partie stratégique. Quant à la partie morale, elle paraissait plus propre à ramener l'Europe continentale qu'à la froisser. Faire comprendre à l'infant don Carlos, qui ne pouvait manquer d'y être alors fort disposé, qu'il lui était donné de se retirer avec honneur et en conscience devant une force étrangère; prendre des mesures pour assurer convenablement sa position personnelle, et peut-être les intérêts éventuels de sa famille; déterminer l'évacuation temporaire des provinces insurgées, en leur assurant, pendant le cours d'une occupation qui eût été plus longue qu'onéreuse, le bénéfice d'un régime exceptionnel; continuer enfin, dans la Péninsule, cette politique de modération et de prévoyance dont la France s'honorait à juste titre : telles nous apparaissaient alors ses obligations, telles elles n'ont jamais cessé de nous apparaître depuis (1).

L'intervention exercée avec opportunité détournait des chances dont il est impossible qu'on n'ait pas compris les dangers. Elle offrait au gouvernement français, pour son action intérieure, des avantages si réels, que des motifs de la plus haute gravité ont pu seuls prévenir une mesure, complément naturel de sa politique. Or, ces obstacles ne se rencontrant pas en Espagne, il faut de toute nécessité les chercher en Europe.

Ici la tâche du publiciste qui se respecte devient plus difficile; il n'entend pas, comme d'autres, tout ce qui se dit dans les conseils des rois; il ne

(1) L'auteur a peut-être le droit de faire remarquer qu'ayant eu occasion, dans le cours de l'année dernière, de traiter incidemment cette question dans ce même recueil, il la résolut dans les mêmes termes, en laissant prévoir des chances qui se sont trop tristement réalisées. Il est loin d'attacher de l'importance à ses idées; mais il met quelque prix à établir qu'elles ont toujours été fixées sur un sujet qui a été pour la presse périodique le sujet des plus étranges et des plus déplorables variations. (*Des partis et des écoles politiques en France*, troisième article, *Revue des Deux Mondes*, n° du 1er novembre 1835.)

lit pas, dans les portefeuilles des courriers, les correspondances les plus intimes, et se refuse à raisonner sur autre chose que sur les faits et les documens acquis à la publicité. Néanmoins il est un point de vue d'où l'on domine, à bien dire, les transactions les plus secrètes, et duquel il est licite, sinon de les juger en elles-mêmes, du moins d'apprécier leurs résultats avec quelque assurance. Ce point de vue est celui de la nature des choses.

L'école gouvernementale en fait trop souvent abstraction, disposée qu'elle est à se considérer comme le centre d'où partent et où viennent aboutir les évènemens. Peut-être la diplomatie ne voit-elle pas assez que, de notre temps, elle ne remplit guère dans la vie des peuples que l'office du notaire qui met en forme exécutoire des conventions arrêtées sans lui. Les arrangemens de cabinet, qui, au XVIII[e] siècle, décidaient souverainement du sort des nations, sont désormais subordonnés à des intérêts avec lesquels il serait trop redoutable de se compromettre, là même où le contrôle de l'opinion ne s'exerce pas d'une manière légale. C'est pour cela que la perspicacité du publiciste peut, jusqu'à un certain point, suppléer aux notions précises de l'homme d'état.

Qui n'aurait pu deviner, en effet, en étudiant les tendances des idées ou les exigences des intérêts matériels, l'issue des principales transactions contemporaines? N'était-il pas probable, par exemple, dès 1821, à voir la vive et universelle émotion de l'Europe, la sympathie religieuse et politique de la Russie, que la Grèce ne retomberait pas sous le joug ottoman, quoique, sous des impressions habilement suscitées, Alexandre eût d'abord dévié des traditions de l'empire; et les cabinets, alors le plus hostiles à cette cause, n'ont-ils pas été conduits à signer, en 1827, l'émancipation de ce pays? Pouvait-on croire également, en pesant les intérêts commerciaux de l'Angleterre et la nécessité où elle était alors de maintenir la paix continentale, qu'en 1823, lors de l'expédition française en Espagne, le cabinet de Saint-James se compromît sérieusement avec celui des Tuileries et avec toutes les puissances signataires des actes de Vérone? N'était-il pas manifeste que, nonobstant les notes et les citations virgiliennes de M. Canning, l'intervention suivrait son cours sans obstacle? Enfin, lorsqu'en 1830 les cabinets furent froissés dans leurs plus profondes croyances, ne se sont-ils pas, avec une haute raison, empressés d'offrir une ratification que leur principale crainte fut de ne pas voir demandée; et lorsqu'à cette époque on a tremblé pour la paix du monde, ces appréhensions ne s'appuyaient-elles pas bien plus sur les exigences de la révolution que sur celles de la diplomatie européenne?

Appliquant ce principe aux affaires d'Espagne, nous osons dire que si d'étroits engagemens ont été pris, si des mesures comminatoires ont été

délibérées, ces mesures et ces engagemens seraient restés sans nul effet, au cas où l'intervention se fût opérée avec une sage modération et une invariable fermeté. Nous ne savons ce qu'on a pu dire, mais nous pressentons ce qu'on aurait fait, et, sur ce point, le passé révélait clairement l'avenir. A qui persuadera-t-on que l'Europe, après avoir laissé choir du trône de France trois générations royales; après avoir assisté immobile aux deux campagnes de Belgique, entreprises contre un établissement et une maison qui lui étaient chers à tant de titres; après avoir été jusqu'à souffrir le bris nocturne des portes d'Ancône; associant son sort à la moins importante, sans contredit, des restaurations, venant tenter aux bords de l'Ebre ce qu'elle n'avait point essayé sur ceux de l'Escaut, dérivât tout à coup, par une incompréhensible fascination, des voies de prudence où elle s'était engagée avec de si notables avantages? L'Autriche, d'ailleurs, a-t-elle donc un si grand intérêt au maintien de la loi salique en Espagne? et le droit en vertu duquel règne Isabelle n'est-il pas celui-là même qui, au préjudice d'un frère aîné, fit monter l'empereur actuel au trône de toutes les Russies? On ne se compromet à ce point ni avec la prudence ni avec la logique.

L'Europe continentale n'aurait pas fait la guerre pour l'intervention de 1835, plus que l'Angleterre ne la fit pour l'intervention de 1823. La France serait passée de la *coopération* à un secours plus efficace et plus digne d'elle, que les plaintes seraient devenues plus vives, sans être, au fond, plus sérieuses. Il en est de l'assertion contraire comme de celles déjà discutées plus haut: elle est bonne pour les couloirs de la chambre; Dieu me garde de dire pour la tribune, car de là on parle à la France. Si l'on s'est lié sur cette affaire, c'est donc en toute liberté et par des considérations d'un autre ordre. Dès-lors une nouvelle question se présente, et celle-ci subsiste seule. En renonçant à l'intervention, n'a-t-on pas servi des intérêts plus précieux que nos intérêts en Espagne? ne s'est-on pas créé des facilités pour des transactions importantes, et ne faut-il pas attendre l'avenir pour juger de ce qu'il y a d'obscur dans le passé?

Sur ce point, j'accorde sincèrement au gouvernement de mon pays la confiance dont je le crois digne; mais j'ai peine à comprendre, je l'avoue, quelle compensation la nation pourrait jamais attendre d'un abandon sur lequel elle devra tôt ou tard revenir; et en reconnaissant que le sang de ses enfans n'appartient qu'à elle-même, je ne saurais détacher ma pensée de ces scènes de désolation qui accusent aux yeux du monde ou son indifférence ou sa faiblesse.

A la question d'intervention se lie celle de la coopération, comme l'accessoire au principal. On sait comment elle se produisit. Ayant été saisies, dans le courant de mai 1835, de la demande du gouvernement espagnol,

l'Angleterre et la France répondirent que le moment ne paraissait pas venu de donner aux articles additionnels du 18 août une aussi complète extension, mais que de promptes mesures seraient prises pour répondre aux vues du gouvernement de la reine-régente. En vertu de cette déclaration, un ordre du conseil de sa majesté britannique, du 10 juin, permit les enrôlemens à l'étranger. La France, de son côté, dénationalisa sa belle légion d'Alger pour la faire passer sous les drapeaux espagnols. Comment ces secours furent-ils aussi complètement inefficaces contre une armée démoralisée par la mort de son chef et l'échec de Bilbao? Comment la coopération, au lieu de finir la guerre civile, la renditelle plus cruelle et plus persévérante? La force anglo-française étaitelle insuffisante, et de nouveaux corps auxiliaires auraient-ils mené à fin la pacification des provinces basques?

Pas davantage. Ce qui a perdu la coopération, c'est son inefficacité politique, et pas du tout son insuffisance militaire. Si les secours envoyés à l'armée de la reine pouvaient lui assurer quelques succès sur le champ de bataille, ils relevaient le moral de l'insurrection, bien loin de l'abattre. Ce concours, quelque développement qu'on essayât de lui donner, contribuerait à prolonger la lutte sans présenter aucun moyen de la terminer. Ce qu'il fallait en Navarre, c'était une force médiatrice, qui pût traiter avec le gouvernement espagnol et se porter garante des conditions de la paix; ce qu'il importait surtout d'y présenter, c'était un drapeau qui n'eût pas été cent fois vaincu, et devant lequel des gens de cœur pussent sans honte abaisser leur épée.

Au lieu de cette occupation tutélaire que la Navarre aurait bénie sans doute, que lui a-t-on montré? Des Français déshérités de leurs couleurs nationales, et n'ayant conservé qu'une bravoure inutile; des aventuriers ramassés dans les docks et les tavernes de Londres, étalant aux yeux de ce peuple le scandale d'une intempérance que la victoire n'a pas même une seule fois honorée? Ces *condottieri* sans patrie étaient aussi sans mission pour faire espérer aux provinces l'évacuation militaire et le respect de leurs droits, aux vaincus l'amnistie, aux hommes les plus compromis un exil sans flétrissure et sans misère. Comment n'a-t-on pas vu qu'il ne servait à rien d'envoyer des soldats là où il fallait des négociateurs armés, et qu'il s'agissait moins de vaincre la Navarre que de la rassurer?

Là gît toute la faiblesse d'un système qui n'est ni dans nos mœurs, ni dans nos traditions nationales. La France fut toujours assez grande, et l'Europe la sait assez modérée, pour avoir le droit d'agir à la face du monde, et pour couvrir tous ses enfans de l'ombre de son drapeau, lorsqu'ils combattent pour elle. La coopération, telle que l'a conçue le minis-

tère du 11 octobre, telle même que l'administration du 22 février voulait l'étendre, ne pouvait avoir pour effet que d'atténuer l'irréparable faute commise en juin 1835, et d'en retarder les inévitables conséquences. A ce titre, elle avait sans doute encore une véritable importance politique; et l'on comprend qu'un cabinet, plutôt que de renoncer à cette dernière ressource, se soit dissous en face d'une telle responsabilité.

Cependant l'état des choses s'était compliqué à ce point, que la continuation du concours semblait nous compromettre désormais autant que l'avaient fait les refus antérieurs, et qu'il y eut peut-être sagesse à livrer au hasard des évènemens qu'on s'était rendu gratuitement incapable de maîtriser. Au fond, le ministère du 22 février et celui du 6 septembre restent en dehors de la véritable question espagnole; c'était avant qu'il fallait la résoudre; depuis on n'a guère eu qu'à choisir entre des fautes et des impossibilités.

Dissoudre le dépôt de la légion étrangère, abandonner l'Espagne à elle-même, était une marche fort dangereuse, car on semblait ouvrir la route de Madrid à don Carlos, et l'on acceptait aux yeux de la France la solidarité directe d'un tel évènement. Maintenir les enrôlemens, pousser nos soldats en Espagne, au moment où l'insurrection militaire y substituait les épaulettes de capitaine aux galons de sergent; tendre une main empressée au pouvoir sorti d'une nuit de désordre, c'était courir des chances également redoutables, et se compromettre plus sérieusement avec l'Europe qu'on ne l'eût fait par l'intervention antérieurement exercée.

Les prévisions qu'inspirait, il y a si peu de mois, l'état de la Péninsule, semblent, à certains égards, il est vrai, avoir été trompées. Mais si don Carlos, au lieu de profiter des épreuves de l'Espagne et de notre tolérance, s'est maintenu dans ses lignes, revenant à Bilbao sans rien tenter sur Burgos, c'est là un dernier témoignage de prudence ou de faiblesse, sur lequel il est juste de reconnaître qu'on était fort loin de compter. D'un autre côté, si le mouvement révolutionnaire avorte, comme une traînée faisant long feu, si cette assemblée joue son rôle de convention nationale avec un sang-froid fort édifiant, ce n'est là ni ce qu'on croyait, ni ce qu'on annonçait chaque jour à la France; or, en politique, les miracles ne dispensent pas de prévoyance.

D'ailleurs, soit que le prétendant gagne du terrain ou qu'il se borne à se maintenir; soit que l'ardeur révolutionnaire, un instant contenue, reprenne son cours ou qu'elle s'éteigne, une question se reproduira toujours incessante, toujours sûre de triompher des hésitations et des retards. L'intervention deviendra une nécessité finale, à laquelle les évènemens acculeront les plus récalcitrantes volontés.

Si l'on ne reconnaît pas la convenance de prêter secours à Madrid à un

système politique réclamant un *tuteur*, comme ces jeunes plants qui chassent sur leurs racines avant de les enfoncer dans le sol, un jour viendra où il faudra bien finir cette guerre de Navarre, si désastreuse pour nos provinces limitrophes. On a renoncé, je pense, à regarder l'Espagne comme étant en mesure de la terminer elle-même; il est démontré qu'à cet égard le mouvement peut encore un peu moins que la résistance, et nul n'ignore que son gouvernement songe bien plus désormais à protéger son territoire qu'à reconquérir celui que l'insurrection paraît s'être irrévocablement acquis. N'est-il pas manifeste que si les provinces basques laissaient aujourd'hui de côté la question de parti, pour s'en tenir au fait consommé pour elles, leur indépendance serait presque aussi solidement fondée que le fut celle du Portugal au XVIIe siècle?

Je suis fort loin de partager les vues de séparation politique émises dans ce recueil par un écrivain, du reste, fort compétent et fort éclairé; un tel projet susciterait d'insolubles objections dans l'intérêt même des quatre provinces, outre que le mouvement européen incline bien plus à réunir les peuples qu'à les fractionner. Cependant, comment nier qu'il n'y ait là des droits historiques tout pleins de sève, avec lesquels la victoire oblige d'ailleurs à composer? Le moment ne peut être éloigné où l'Europe elle-même comprendra l'urgence de maintenir à la fois, par une intervention diplomatique probablement inefficace sans une occupation militaire, et l'intégrité de la monarchie espagnole et une position exceptionnelle que le temps seul fera cesser.

Quant à l'avenir du pays dont on vient de s'occuper longuement, il serait problématique sans doute, si un peuple chrétien pouvait disparaître sous le ciel, sans invasion, sans catastrophe, et par le seul effet d'une irrémédiable décrépitude. Mais un tel exemple de la rigueur divine sur les nations ne s'est pas encore vu dans le monde. Que l'Espagne souffre donc pour tant de maux versés sur les deux continens, pour l'orgueil barbare de ses pères auquel le *deposuit potentes* est si sévèrement appliqué; qu'elle expie le crime de s'être placée à part du mouvement du monde, et d'avoir mis l'héritage de la vérité sous l'exclusive protection du bras de chair; qu'elle souffre, mais qu'elle espère, car déjà, malgré l'incertitude des évènemens politiques, ses idées se transforment et ses mœurs avec elles; qu'elle espère surtout en la France, car la France la sauvera : c'est encore là l'une des fatalités glorieuses de sa destinée.

LOUIS DE CARNÉ.

LE MAROC.

III.

TÉTOUAN.[1]

Le jour suivant, nous commençâmes nos excursions dans la ville maure. Nous l'avions traversée à cheval en allant au jardin du bacha et en revenant; mais nous ne nous y étions pas arrêtés. Il s'agissait maintenant de l'explorer en détail; et c'est ici que la protection de notre garde-du-corps, inutile dans la juiverie, nous devenait indispensable : nous tardâmes peu à nous en apercevoir.

Tétouan passe dans l'empire pour une belle ville, ce qui ne donne pas une haute idée de la beauté des villes du Maroc. Telle qu'elle est cependant, elle ne laisse pas que d'éclipser Tanger, malgré le faste européen des maisons consulaires dont cette dernière cité tire son plus grand lustre. Tétouan a un caractère plus maure, et partant plus original. Beaucoup de rues sont couvertes, et forment de véritables souterrains comme la grotte de Pausilippe ou les sombres galeries du Simplon : on y marche au milieu de ténèbres que l'on ne songe guère à éclairer. Ces sombres couloirs

(1) Dernière partie. Voyez la livraison du 1er novembre.

ont des portes ou des grilles qui se ferment la nuit. D'autres rues sont couvertes de treilles, et cette verdure inattendue entretient une fraicheur précieuse dans cette partie de la ville. Les boutiques s'y trouvent en grand nombre, et presque toutes sont tenues par des Algériens, dont le costume brillant contraste avec la simplicité marocaine. Ces Algériens paraissent beaucoup plus civilisés, et passent pour entendre les affaires et le commerce. La population indigène a pour eux de l'éloignement, peut-être par la seule raison qu'ils lui sont supérieurs; elle leur reproche leur luxe, leur tiédeur religieuse, et peu s'en faut qu'elle ne les traite comme les Turcs, en hérétiques.

Tout ce quartier, qu'on pourrait appeler le quartier algérien, est assez propre et assez vivant. Il faut rendre à la cité maure cette justice, qu'elle est moins immonde et moins fétide que la juiverie; les rues sont étroites, tortueuses, pleines de cailloux roulés, et quelques-unes horriblement escarpées; mais enfin on y peut circuler, ce qui n'est pas toujours facile chez le peuple d'Israël, où des montagnes d'immondices ferment souvent le passage. On vend dans ce bazar, *al Caïsseria*, des soies écrues, des pantoufles, des ceintures de Fez, et tous les objets de mercerie et de joaillerie à l'usage des habitans. On fabrique bien aussi à Tétouan des ceintures, mais celles de Fez sont plus estimées, soit que la fabrication y ait été plus perfectionnée, ce qui n'est pas difficile à concevoir quand on a vu les métiers de Tétouan, ou que le fil d'or qui entre dans leur composition soit d'une qualité supérieure. Ces tissus, rouge et or, pour la plupart, sont assez riches, et fort du goût des femmes juives et moresques; cependant elles préfèrent encore les soieries françaises, et Lyon, ou toute autre place, pourrait se créer au Maroc d'importans débouchés.

Les autres produits de l'industrie indigène sont les *asulejos*, ou briques vernissées qui pavent toutes les cours et les appartemens, et les *esteras*, nattes de sparte qu'on fait très bien à Tétouan, et à des prix incroyablement bas. On y fabrique aussi de la poudre, du tabac, des vases de terre, et force pantoufles; mais l'article dont l'amour-propre tétouanais s'enorgueillit le plus, ce sont les fusils. Quoique cette industrie soit, comme toutes les autres, encore bien grossière, elle a quelque renommée dans le pays. Les Marocains sont très jaloux de leurs armes, et ils s'en font une

idée ridicule; la sortie en est sévèrement prohibée; « car, disent-ils, si les chrétiens parvenaient à s'en procurer, il les imiteraient, et alors quels dangers ne courrait pas l'empire! » Ils ont sur tout des notions aussi justes et des vues aussi lumineuses. J'avais acheté à Tanger un fusil qui ne put être embarqué que par contrebande, et quelques poignards que je fus obligé de cacher soigneusement dans mon manteau au moment du départ; malgré la bonne main de rigueur, le capitaine du port n'en eût pas permis l'exportation, à moins d'une licence impériale.

Les ouvriers occupés à la fabrication de ces invincibles fusils ont l'air de cyclopes : ils ne portent, pour la plupart, qu'une simple tunique de toile; le reste du corps est nu et noirci par le soleil et par la fumée. Rien ne donne mieux l'idée de la forge de Vulcain, telle qu'elle est représentée dans le bizarre tableau de Velasquez, l'un des chefs-d'œuvre de la galerie de Madrid. Ces forges africaines sont d'un effet non moins pittoresque, et toute cette population ouvrière a un caractère singulier. Il y a là des têtes d'une énergie âpre et sauvage, et des formes musculeuses dont la vigueur et la hardiesse rappellent souvent les robustes athlètes qui dorment demi-nus sur le môle de Naples. A défaut de Velasquez, il faudrait pour les peindre le pinceau, moitié espagnol, moitié napolitain, de Ribera.

On se fait une idée générale et collective d'un peuple d'après les premières notions qu'on a reçues; ainsi, par exemple, accoutumés dès le berceau aux voluptueuses rêveries, aux poétiques magnificences des *Mille et une nuits*, nous nous représentons tous les musulmans accroupis sur les talons, la pipe à la bouche et plongés dans une éternelle immobilité. Ce n'était pas sans quelque étonnement que je voyais ceux-là forgeant, limant, battant l'enclume. Ils prenaient naïvement ma surprise pour de l'admiration, et ils croyaient sincèrement que jamais pareils chefs-d'œuvre n'avaient frappé mes regards. Instrumens et procédés, tout en est chez eux aux premiers rudimens; mais leur ignorance persuade à leur orgueil qu'ils ont atteint en tout la perfection, et que pas une nation du monde ne peut lutter avec eux : ils nous montraient, avec une satisfaction puérile, les chiens grossiers qu'ils façonnaient à grands coups de marteau, bien convaincus que l'industrie humaine ne saurait aller plus loin. Ils n'ont pas la première idée des pistons,

et quand j'essayai de leur faire comprendre, par mon interprète, qu'on fabrique en Europe des fusils sans batterie, ils crurent que je voulais ajouter un chapitre aux merveilleux récits de Simbad le marin. Au reste, ce ne sont pas les miracles industriels de la Grande-Bretagne et des États-Unis qu'on va chercher en Afrique : on sait bien qu'en passant le détroit de Gibraltar on remonte presque au berceau du monde; trop heureux quand le paysage dédommage de la barbarie. Tétouan brille surtout par le côté pittoresque; comme à Grenade et dans les villes suisses, on a, du milieu des rues, de belles vues de montagnes; ces perspectives inattendues sont d'un effet magique, et l'œil, fatigué de tant de misères, se repose avec bonheur sur ces magnifiques horizons.

Les maisons maures ressemblent aux maisons juives : elles sont bâties sur le même modèle; mais il est très difficile d'y pénétrer. Quoique les juifs soient particulièrement en proie à l'avarice des gouverneurs, ils ne sont pas seuls exploités, et les Maures ne sont pas à l'abri des concussions. Aussi ont-ils soin, pour cacher leurs richesses, d'affecter tous les dehors de la pauvreté. Nous avons vu que leur costume est des plus simples; leurs habitations ne le sont guère moins. Les maisons des plus riches sont, comme celles des pauvres, sans apparence extérieure; la plupart n'ont qu'un seul étage, sans autre jour sur les rues et sur les places que de longues et étroites fissures défendues par de grossières jalousies de bois.

Quoique les intérieurs maures soient d'un accès difficile, surtout pour les chrétiens, Isaac Benchimol, mon interprète, m'aplanit les difficultés; il me fit connaître au bazar un riche négociant, nommé Arzeny, qui passe pour moins inhospitalier que ses compatriotes. Retenu par ses affaires, il ne put lui-même nous conduire dans sa maison; mais il nous donna son frère pour nous y accompagner, quoique la commission parût peu du goût de celui-ci. Du vestibule, il nous devança dans la maison et nous fit faire antichambre assez long-temps; il était allé sans doute prévenir les femmes et les céler. Enfin nous fûmes introduits. Je remarquai que notre hôte marchait devant, et nous précédait partout au lieu de nous suivre, comme c'est l'usage en Europe. Mais, sur ce point, les mœurs africaines sont en contradiction avec les nôtres, et les Maures regardent notre coutume comme le comble de la grossièreté. Les appartemens d'Arzeny me rap-

pelèrent, pour la disposition, ceux de la juiverie, mais ils s'en distinguaient par plus de luxe et d'élégance. La pièce principale, celle où l'on reçoit les étrangers, était couverte de tapis, et pourvue, aux extrémités, de deux lits fort bas, garnis en soie rouge; des carreaux de même couleur étaient dispersés çà et là pour la commodité des visiteurs : les parois, tapissées comme le sol, étaient ornées, en guise de tableaux, de fusils, de poignards, de bouteilles de verre, d'ustensiles de toute espèce. Cette pièce était longue, étroite, et, à l'exception d'une petite fenêtre haute et carrée, qui laissait passer à peine quelques rayons de lumière, elle ne recevait de jour que par la porte. Toutes les pièces donnent sur une galerie qui fait le tour de la maison.

L'approche du *harem*, mot qui veut dire, en arabe, lieu sacré, nous fut soigneusement interdite. C'était la seule chose qui excitât ma curiosité. Mais ayant laissé mes gants dans le salon, je revins seul les chercher; et comme je me baissais pour les ramasser, je vis quelque chose se mouvoir sous un des lits : c'était une des femmes du maître de la maison qui s'était blottie là comme une chatte, pour nous voir sans être vue. Quand elle s'aperçut qu'elle était découverte, la pauvre recluse fut saisie d'une grande peur; il y allait pour elle de son avenir, car tout mari mahométan a droit de répudier la femme qui a paru le visage découvert devant un homme, surtout devant un infidèle. En vain la suppliai-je par signes de sortir de sa cachette; elle se garda bien d'en rien faire; et je dus me contenter de la vue de deux beaux yeux noirs et d'un kaftan rouge. Cette scène, d'ailleurs, ne dura pas long-temps. Le beau-frère revint sur ses pas et rompit le tête-à-tête. Je le rejoignis sans laisser paraître le moindre trouble; la belle effrayée en fut quitte pour la peur.

Notre visite terminée, nous recommençâmes à errer dans la ville, et nous allâmes tomber au milieu d'un grand tas de décombres. C'est l'ancien Millà. Les juifs l'habitèrent long-temps avant d'être transférés dans la partie de la ville qu'ils occupent aujourd'hui. Depuis la translation, leur ancien quartier est tout-à-fait abandonné; il passe, parmi la population, pour un lieu souillé; pas un croyant ne voudrait élever sa maison sur ces ruines maudites, livrées aux immondices et aux chiens errans.

Le préjugé religieux est poussé au plus haut point à Tétouan, et

les chrétiens n'y sont pas en beaucoup meilleure odeur que les juifs ; seulement on craint les premiers, et la peur est pour eux une sauve-garde. Quand nous passions dans les rues, les habitans nous suivaient d'un œil fanatique et menaçant ; le mot : *ansaran! ansaran!* retentissait autour de nous comme un cri d'anathème. Il y avait, au milieu de ces groupes, d'atroces figures; leur regard sinistre décelait les appétits féroces de leur ame, leurs lèvres frémissantes avaient soif de sang infidèle.

Malgré notre escorte, nous eûmes à souffrir plus d'une avanie : lancée par un bras invisible, une pierre vint frapper une fois à côté de nous. Plus loin, comme j'entrais dans une école, un vieux fanatique me tira violemment par derrière, furieux qu'un chien d'infidèle osât souiller de sa présence les tendres rejetons du prophète. Notre garde intervint, et calma d'un coup de plat de sabre appliqué sur les épaules de ce forcené, avec un flegme tout-à-fait oriental, son zèle intempestif. Plus loin, une jeune fille, que je regardais fixement parce qu'elle se laissait voir, prit la chose en mauvaise part, et ramassa un caillou qu'elle allait me jeter à la tête, si le soldat n'eût désarmé sa main. A quelques pas de là, un jeune homme fit, à l'un de mes compagnons, une obscénité qui lui valut, de la part de l'offensé, un coup de cravache à travers la figure. Si juste que fût le châtiment, les spectateurs s'en émurent; ils s'indignèrent qu'un chrétien se fût permis de porter la main sur un croyant; ils eussent été moins blessés et fussent restés muets si la correction, au lieu d'être administrée directement, l'eût été par le soldat. La foule nous suivit long-temps en murmurant.

Telles sont encore à cette heure, à l'égard des Européens, les dispositions des populations africaines. Comme ces barbares sont aujourd'hui nos voisins et que le cours des temps ne peut manquer d'amener, entre eux et la nouvelle colonie, de sérieux débats, il importe de les bien connaître, afin de les vaincre quand la guerre éclatera. On ne trouvera jamais chez ces tribus barbares ni sympathie, ni assistance d'aucune sorte. Leur hostilité nous est à jamais acquise; ils ne soupirent qu'après notre ruine et ils y emploieront tous leurs moyens. Malheur à qui comptera sur leur neutralité et se fiera à leurs protestations de fidélité; ce sont de vaines paroles, quand ce ne sont pas des piéges. On enverra chez eux agens sur agens; ils promettront tout ce qu'on voudra, ils jure-

ront par tous les dieux; que coûte un serment à qui n'a pas d'honneur? — Me prends-tu pour un infidèle, pour être esclave de ma parole? Ne suis-je pas maître d'en changer? — Cette profession de foi, ou plutôt de perfidie, d'un prince marocain fait suffisamment connaître les principes qui président aux relations diplomatiques de la cour africaine.

La première pensée du gouvernement marocain à la prise d'Alger fut un mouvement de joie et de satisfaction; il se félicitait de l'humiliation d'un voisin qu'il redoutait et qu'il jalousait encore plus. Il ne croyait pas que le vainqueur s'établît dans sa conquête, et il supposait qu'il rentrerait dans ses foyers, après avoir exigé du vaincu un tribut et des ôtages. Quand il reconnut son erreur et vit le pavillon français arboré sur la kassaba d'Alger pour n'en plus descendre, il commença à changer de ton et à craindre pour lui-même les dangers d'un voisinage plus inquiétant que le premier. Dès-lors un vague effroi, de légitimes alarmes s'emparèrent de lui; le nom français fut d'autant plus haï, qu'il était plus craint, et je tardai peu moi-même à m'apercevoir à quel point j'étais suspect. Le bruit se répandit que j'étais un ingénieur envoyé par le gouvernement pour reconnaître les abordages de l'empire et lever le plan des forteresses. Aussi eut-on grand soin de me tenir éloigné de la kassaba. L'accès m'en fut interdit, sous le prétexte qu'il n'est permis à nul étranger d'y pénétrer. Et comme je demandais au bacha pourquoi le sultan ne rendait pas plus facile aux navires l'abordage de Tétouan, il me répondit ingénument que cette difficulté même était un rempart que la nature leur avait donné, qu'il serait imprudent, impie, de s'en priver, et qu'ils n'en avaient pas d'autres contre les entreprises des Français. Cet état de suspicion me fit surveiller de fort près pendant tout mon séjour, et en revanche respecter davantage. Le barbare cachait sa peur sous des égards captieux; mais je n'étais pas sa dupe, et je voyais bien que ces prévenances n'étaient que des inquiétudes déguisées.

Tétouan est, m'a-t-on dit, une ville théocratique; elle compte jusqu'à trente mosquées. La principale est vaste et imposante. Curieux de juger par moi-même de l'empressement des fidèles, je me mis en sentinelle aussi près que je pus de l'entrée, et malgré leurs regards furieux, leurs murmures menaçans, je fis là une

longue station. Satan en personne n'eût pas excité plus d'horreur à la porte d'une église au moyen-âge. Les femmes étaient le plus irritées ; et si on m'eût lapidé, la première pierre fût certainement partie d'une main féminine. Les hommes se contenaient un peu mieux par respect pour le sabre nu de mon janissaire. Celui-ci ne remplissait pas de fort bonne grace la mission protectrice dont le bacha l'avait chargé; mais l'esprit de discipline et mes piastres faisaient taire ses scrupules. Bon gré mal gré, il tenait à distance les dévots. Il s'engageait parfois, entre eux et lui, des colloques passionnés, dont j'étais l'objet sans nul doute, et qui ne me ménageaient probablement pas, car mon interprète ne me traduisait le dialogue qu'avec une ambiguité diplomatique.

Les *adoul* et les *taleb* vivent autour des mosquées. Ce sont les érudits. Ils font le métier de scribes, et habitent dans des échoppes, comme nos écrivains publics. Ils professaient pour nous un souverain mépris qu'ils ne se donnaient pas même la peine de dissimuler, et jetaient sur nous des regards profondément dédaigneux. Lumières des fidèles, ils portent en eux la science divine et humaine; comment ne mépriseraient-ils pas des mécréans? Accroupis sur leur table comme des tailleurs, ils écrivent avec des tuyaux de paille, et n'ont d'autre pupitre que la main gauche. Malgré ce simple appareil, leurs caractères sont si nets, leurs lignes si droites et leurs pages si propres, que je ne pouvais me lasser d'admirer leur dextérité. Il est impossible de voir de plus beaux manuscrits, et l'imprimerie, art inconnu à Maroc, ne ferait pas mieux. Il est dommage que de si belles mains soient employées à transcrire de si sottes choses. Quand ils ne copient pas des actes ou des contrats, on peut être sûr que ce sont des recettes d'empiriques, des formules théologiques, ou des extravagances tirées de la cabale et de l'astrologie. Presque tous ces *taleb* sont d'une beauté remarquable, et ils forment l'élite de la population. Il y a parmi eux d'idéales figures, presque toutes empreintes d'une pâleur qui les rend plus belles, et que rehausse la barbe noire et touffue qui flotte sur leur poitrine.

C'est aussi autour des mosquées que se trouvent les écoles (*mektib*), pour indiquer sans doute que tout le savoir d'un musulman doit se borner au Coran. C'est en effet par là qu'on commence et par là qu'on finit. Des versets du livre sacré sont écrits

sur de petites planches où l'on apprend à lire aux enfans. On leur fait répéter la même jusqu'à satiété : il faut non-seulement qu'ils les lisent couramment, mais qu'ils les retiennent par cœur. Quand ils les savent, on les leur fait copier : c'est ainsi qu'ils apprennent à écrire, tout cela par une méthode qui ressemble beaucoup à la méthode lancastrienne, et qui se retrouve en pratique depuis un temps immémorial, non-seulement au Maroc, mais dans une grande partie de l'Orient et jusque dans l'Inde.

Les enfans sortent de ces écoles quand ils savent lire et écrire; mais beaucoup y restent jusqu'à ce qu'ils possèdent par cœur le Coran tout entier. Alors ils passent aux lycées supérieurs, appelés *Mudaris*, c'est-à-dire lieux d'enseignement et d'étude. De là on entre à l'université de Fez appelée *Dar-el-i'lm*, maison de science, nom qui correspond à celui de *Sapienza*, donné à plusieurs universités d'Italie. On y apprend, Dieu sait comme, la grammaire, la théologie, la poésie, l'arithmétique, l'astrologie, la médecine ; on y explique les traditions et les commentaires du Coran, auxquels on joint l'étude du droit civil et canonique. C'est à l'université de Fez qu'on prend les grades de *taleb*, licencié, *f'kih*, docteur, *a'lem*, savant. C'est de ce dernier mot qu'est dérivé, par corruption, celui d'*ulema* par lequel on désigne le clergé mahométan. Le chef de ce corps révéré est le *mufti*, dont la juridiction s'étend sur tout l'empire, non-seulement en ce qui regarde la théologie, mais encore la jurisprudence. Quant à la langue du Maroc, c'est l'arabe mêlé d'idiotismes amazirgues ou berbères, espagnols, et d'autres locutions tirées des langues étrangères.

Qu'on se figure, pour revenir aux écoles de Tétouan, un troupeau de bambins nus, ou couverts de guenilles, couchés pêle-mêle dans une salle obscure et fétide; un vieux pédagogue en robe sale et en turban froissé, accroupi sur une table, comme le grand Mogol sur son trône, tenant pour sceptre une formidable verge, et passant ses doigts décharnés dans une barbe verdâtre et hérissée, et l'on aura l'idée des aménités scholastiques du Maroc. Les malheureux captifs entassés dans cet antre répètent en chœur jusqu'à extinction les versets du livre saint. A chaque faute, le maître les reprend avec dureté, si même il ne fait intervenir sa verge.

On parle beaucoup des ablutions musulmanes, et j'espérais trouver à Tétouan des bains passables. Mon espoir fut déçu. On

nous conduisit dans un infâme bouge, desservi par deux ou trois nègres, dignes du lieu par leur malpropreté. De grandes jarres de terre, scellées dans le mur, servent de baignoires. On ne peut s'y tenir qu'accroupi; encore n'est-ce pas sans peine, et l'eau y arrive par d'étroites rigoles découvertes comme les chéneaux des toits. Tout cela est loin de l'idée que nous nous faisons en Europe des recherches de volupté et des sensualités orientales; nous n'eûmes rien de plus pressé que de fuir ce sale réduit. Quelques mois plus tard, je retrouvai à Grenade des bains tout-à-fait semblables; les mêmes jarres incommodes servaient de baignoires : j'eus là une nouvelle occasion d'admirer la ténacité des usages populaires, qui survivent à la conquête et se perpétuent de siècle en siècle avec une opiniâtreté qui va jusqu'à l'acharnement.

Tétouan est séparé de la Méditerranée par une lande solitaire et triste, où l'on ne découvre pas un toît, pas un arbre. Le fleuve Martil traverse silencieusement ce désert, et va se jeter dans la mer à deux lieues au-dessous de la ville. L'embouchure de ce fleuve est assez large et assez profonde pour recevoir les navires, et quelques faciles travaux suffiraient pour leur permettre de le remonter jusqu'à Tétouan. C'est à quoi l'incurie maure ne songe guère : non-seulement on ne fait rien pour faciliter la navigation de ce canal naturel, mais on laisse le sable et le limon s'accumuler à l'embouchure, au point que les plus petites barques ne pourront bientôt plus y entrer. Cette plage est défendue par une douane fondée sur le plan des douanes espagnoles, et où Achachea introduit toutes les arguties et les rubriques de la fiscalité européenne. On charge là de la laine, des peaux, de la cire, de la gomme, et d'autres produits indigènes. C'est là aussi que la ville de Gibraltar s'approvisionne de bœufs pour la consommation de la garnison. Ces divers objets d'exportation sont soumis à des droits d'autant plus onéreux, qu'ils sont arbitraires, et par conséquent variables. Le commerce étranger est contraire à la loi du Coran; mais on élude la défense, et l'imagination des casuistes a trouvé un biais merveilleux pour endormir les scrupules des consciences timorées. A chaque transaction, on exige une livre de poudre à canon du contractant européen, car avec la poudre on détruit les infidèles; ainsi, tout en traitant avec eux, on ne cesse pas de protester, et l'état de guerre est maintenu.

Le commerce intérieur se fait par caravanes et par échange. Les caravanes, appelées *caffilé* ou *accabe*, pénètrent jusqu'à Tombouctou, d'où elles tirent des plumes d'autruche, de l'ivoire, des esclaves, et surtout de la poudre d'or. Voici la manière de traiter. Les Maures déposent leurs marchandises sur une colline et s'éloignent. Alors les noirs viennent les examiner, et placent sous chaque objet déposé la quantité de poudre d'or qu'ils veulent donner en échange; ensuite ils se retirent à leur tour. Les Maures reviennent, et si le marché leur agrée, ils emportent la poudre, en laissant leurs produits à la place; sinon, ils emportent ce qu'ils ont apporté, et tout est rompu. Quand les affaires se sont conclues à la satisfaction des deux parties, les défiances cessent; noirs et Maures se réunissent, et vivent ensemble plusieurs jours, en signe de confiance et d'amitié. Le centre de ce commerce rudimentaire et digne des premiers âges est l'oasis de Tuat, au centre du désert.

Le commerce européen se fait par mer. Tétouan, Rabatt, Mogodor et autres places maritimes en ont le monopole. La première expédition européenne date de 1551, et fut entreprise par un Anglais nommé Thomas Windham, qui trafiquait sur son propre bâtiment, et apporta d'Agadir un chargement de sucre, de dattes et d'amandes. Depuis cette époque, les divers pavillons européens se succédèrent dans les ports du Maroc, et dès la fin du XVI[e] siècle, la famille génoise des Marini était établie à Rabatt, où elle jouissait de grands priviléges. Il paraît que ces Marini avaient depuis longtemps des relations dans le pays, et nous voyons que dès 1118 ils avaient le monopole des missions au Maroc. Ils en remplirent jusqu'à sept dans le courant du siècle. Un d'eux s'établit même à Fez, y vécut trente ans, et y laissa une postérité riche et honorée. Un fait à noter, c'est qu'une tradition indigène fait descendre la famille royale de la famille génoise.

Nul négociant étranger ne peut se fixer dans l'empire sans une licence de l'empereur, qui ne la refuse à personne, pourvu qu'on ait soin d'appuyer sa demande de riches présens. Mais malgré cette hospitalité intéressée, et les traités de paix et de commerce conclus avec les puissances européennes, il est douteux qu'un chrétien parvienne jamais à faire là une grande fortune; il y a trop peu de sécurité pour tout ce qui n'est pas croyant, et le préjugé

religieux a trop de force encore dans le peuple; cette hostilité ouverte entrave toutes les transactions. D'ailleurs, les nouveaux venus ont à lutter avec un fisc insatiable, avec les juifs, profondément versés dans la connaissance du pays et du caractère national, et passés maîtres en fait de roueries mercantiles. Plusieurs maisons génoises avaient réussi, il est vrai, à combiner d'assez belles opérations; mais il en est peu qui n'aient été forcées à la longue de lever leur tente et de se transporter ailleurs. Les contrats commerciaux se font par-devant les *adoul*.

Il est à jamais déplorable que ces riches contrées soient abandonnées à une avarice inepte qui veut toujours recueillir sans permettre jamais que l'on sème. En d'autres mains, ce pays deviendrait l'un des plus florissans du monde, comme il en est l'un des plus fertiles. Nul n'a été plus libéralement doté par la nature. Mais au lieu d'enrichir les peuples, les largesses de Dieu ne font que les appauvrir, quand l'homme s'endort au bord du sillon que sa paresse se refuse à creuser. Le triste et dur labeur est la loi du monde, c'est l'inflexible condition de toute vie; l'oisiveté produit le sommeil, et le sommeil c'est la mort. La nature la plus généreuse ne donne jamais tout, et plus elle donne, plus elle veut être aidée, sous peine de convertir ses bienfaits en fléaux.

Une tour de garde s'élève à quelque distance de la douane. C'est un donjon carré et massif, fort pittoresque dans son isolement. Il commande au loin les flots, mais la bouche béante de son canon rouillé est peu redoutable. Le donjon n'a pas de porte; on y monte par une échelle de corde. Comme je me disposais à en faire l'ascension, afin de mieux jouir du paysage, le soldat de faction se précipita sur l'échelle et la retira à lui, en vociférant contre moi des malédictions effroyables. Sa forteresse était comme une mosquée; l'accès en était interdit aux infidèles. La présence de mon janissaire ne ralentissait pas ce torrent impétueux. Lui-même fut assez tiède à la réplique, et je vis bien qu'il avait des ordres supérieurs pour ne pas livrer les secrets militaires de l'empire au mécréant suspect. Ne venais-je pas lever le plan des citadelles?

Cette plage forme une courbe imposante que la vague festonnait d'un ruban d'écume. Au nord se dresse dans la nue l'abrupte montagne des Singes, qui domine Ceuta, et plus loin le grand roc déchiré de Gibraltar. Au midi, la côte du Riff s'étend à perte de

vue, toute crénelée de rochers bleuâtres, dernières crêtes de l'Atlas. Le Riff est la partie la plus sauvage, la plus agreste de tout l'empire; c'en est aussi la province la plus turbulente et la plus indisciplinée. Le sultan n'y règne presque que de nom, et son autorité y est toujours en question. Retranché sur sa montagne, comme le faucon dans son aire, le Riffain n'en descend guère que pour se livrer à des actes de rapine et de violence. Il n'est ni pasteur, ni marchand, ni laboureur; il est bandit. Sa seule industrie consiste à fabriquer de longs poignards aigus, sa plus douce occupation est d'en faire usage. L'impunité est l'apanage héréditaire de ces peuplades indépendantes.

Leur férocité est un objet d'effroi pour leurs voisins. Les Maures eux-mêmes n'osent s'aventurer dans ces redoutables contrées; et quant aux chrétiens, jamais aucun n'en sortit vivant. Malheur au vaisseau jeté par la tempête sur cette plage inhospitalière! Autant vaut pour lui se perdre dans l'Océan. Les Espagnols possèdent sur ces côtes quelques présides, qui leur servent de bagnes. Les malheureux forçats qui réussissent à s'échapper ne tardent pas à regretter leurs chaînes. Eblouis par les brillantes fictions des contes orientaux, pleins d'espoir dans cette hospitalité arabe qui est passée en proverbe dans l'Europe entière, les fugitifs s'en vont frapper hardiment à la tente du montagnard; mais c'est la mort qui les reçoit au seuil. Guidé par un sentiment d'humanité, le gouvernement espagnol a fait répandre dans le pays qu'il paierait une piastre par tête tous les forçats qu'on lui ramènerait vivans, espérant désarmer par l'appât du gain ces bras cruels. Ce moyen a peu de succès dans le Riff; il en a davantage autour de Ceuta, et il n'est pas de semaine où l'on ne livre au consul d'Espagne, à Tanger, quelque échappé des galères. Une prison a été construite pour les recevoir, et un bâtiment les transporte à jour fixe au-delà du détroit.

Les sauvages du Riff sont surtout contrebandiers. Depuis que la douane, cette importation malheureuse du sol chrétien, a reçu droit de bourgeoisie dans l'empire, le Riffain n'a pas cessé de protester contre elle par ses agressions. Pirate intrépide, il se hasarde sans sourciller sur de frêles barques, et s'en va porter de plage en plage, à travers les tempêtes, ses cargaisons illégitimes. Le lucre, j'en suis sûr, l'entraîne moins que l'esprit de lutte et

d'aventure. Il aime le péril autant que l'argent, et les émotions de la guerre ont plus de douceur pour lui que celles de l'avarice. Nous avons vu, par l'exemple des deux contrebandiers exécutés à Tanger, qu'ils jouent leur tête à ce jeu de hasard. Tout contrebandier est puni de mort sans rémission, comme coupable de lèse-majesté; on en décapite autant qu'on en prend. Il est triste que l'Afrique doive à l'Europe ce nouveau genre de délits. Il serait à désirer, pour l'honneur du monde occidental, qu'il donnât de meilleurs exemples à ses cadets en civilisation.

Le Riffain porte son ame sur ses traits. Comme je sortais de la ville le matin, pour descendre à la marine, j'avais rencontré un de ces sauvages, dont la vue m'avait frappé, et qui m'est resté dans la mémoire comme un type fidèle de sa race. C'était un homme d'une taille médiocre, mais bien pris et vigoureux : il portait une courte tunique pour tout vêtement; le reste du corps était nu; sa tête était entièrement rasée, à l'exception d'une longue mèche de cheveux noirs, qui de l'occiput tombait fouettée par le vent jusqu'au-dessous des reins. La couleur de sa peau cuivrée flottait entre le rouge et le brun. Je n'ai jamais vu de physionomie plus fière et plus décidée. Son œil, quelque peu oblique, brillait d'un feu sinistre, mais intrépide, et sa lèvre arrogante annonçait l'audace et la résolution. Deux rangs de dents blanches et serrées donnaient à sa bouche quelque chose de la bête fauve : du reste, les régions supérieures de la tête étaient déprimées, le nez légèrement épaté, et le menton effilé. Son pied ferme et nu posait par terre comme le sabot d'un cheval et se relevait de même.

Le hardi montagnard portait sur l'épaule un fusil plus long que lui, et un poignard pendait sur sa poitrine comme un agnus. Il tirait derrière lui par la bride une mule caparaçonnée de laines de toutes couleurs et chargée de je ne sais quelle marchandise qu'il venait d'acheter à Tétouan. Il sortait de la ville pour regagner sa montagne et il passait la porte en même temps que nous. Il jeta sur la caravane infidèle un regard de haine et de mépris, et quoique le passage fût étroit, il ne se dérangea point : nous dûmes pousser nos chevaux contre lui, pour le forcer à nous faire place. Sa colère tomba sur un juif qui ne se déplaçait pas assez promptement pour lui laisser le chemin libre. D'un coup de pied il le jeta au bord de la route. Il nous suivit long-temps avec une

fureur concentrée; et portant alternativement ses regards sur notre caravane et sur les formidables cimes qui se dressaient à l'horizon, son œil semblait nous dire : Ah! si je vous tenais là-bas!

Tels sont les hommes qui habitent le Riff. Il nous importe particulièrement de les connaître, car ils sont nos plus proches voisins, leur pays touche la frontière d'Alger. On conçoit qu'Abd-el-Kader ou tout autre ennemi du nom chrétien recrutera toujours parmi eux des alliés fidèles et dévoués. On aura beau faire des représentations à l'empereur ; l'empereur n'y peut rien. A peine a-t-il assez de pouvoir sur ces peuplades rebelles pour leur arracher chaque année un maigre tribut; comment parviendrait-il à contenir leur ardeur martiale et leurs inimitiés fanatiques? On ne traite pas là une province comme on traite chez nous un département; il ne suffit pas d'une circulaire ministérielle pour réduire au devoir ceux qui s'en sont une fois écartés; ou bien l'obéissance est passive, absolue, l'abnégation complète, ou l'insubordination est ouverte, permanente, indomptable. Or, le sultan n'a pas pour la France une affection assez profonde, ni un assez grand intérêt à la prospérité de notre colonie, pour aller faire à notre profit la guerre à la portion la plus belliqueuse et la plus brave de ses sujets. On risquerait, en méconnaissant ces faits, de perdre un temps précieux en représentations vaines et en négociations plus vaines encore. En tout ce qui touche aux nouvelles possessions d'Afrique, il faut agir d'après cette donnée, la seule vraie, que les voisins sont aussi hostiles que le vaincu lui-même, qu'ils seront toujours disposés à embrasser sa querelle; qu'ils se jetteraient sur nous au premier désastre sérieux, et qu'on ne les maintiendra dans leurs limites que par la terreur qui suit la victoire.

Le Riff est inaccessible du côté de la terre, et inabordable du côté de la mer; de toutes parts, les montagnes l'environnent d'une ceinture de forteresses imprenables : ce sont ces inexpugnables remparts, qui inspirent aux naturels leur mépris pour l'autorité et leur sécurité dans la révolte. Leur amour de l'indépendance s'exalte dans l'isolement; leurs farouches instincts s'y développent et s'y perpétuent. Allez parler à ces enfans de l'Atlas des bienfaits de la civilisation et des garanties de l'ordre social, ils ne vous comprendront pas; et si vous essayez de plier au travail leur oisiveté séculaire et de les parquer en départemens, en communes, ils n'y

consentiront jamais. A moins de les anéantir tous jusqu'au dernier par le fer, comme les Peaux Rouges d'Amérique, il faudra une longue suite de révolutions et un nombre de siècles incalculable, pour leur persuader que la possession d'un fusil n'est pas le souverain bien, la vengeance le suprême honneur, et pour soumettre au sceptre de l'intelligence leurs appétits sanguinaires. La vue de cette Europe qu'ils ont face à face, au lieu de les rallier à sa civilisation, ne fait que les en éloigner encore davantage en éternisant la réaction. Il est vrai qu'elle ne se présente pas à eux sous des formes bien séduisantes; j'en avais sous les yeux un triste exemple : un bâtiment de commerce anglais était échoué sur la grève et l'on était occupé au sauvetage de la cargaison. J'appris que ce navire avait été perdu à dessein, après avoir été assuré à Londres bien au-dessus de sa valeur. Ce naufrage volontaire avait été arrangé d'avance entre le capitaine et la maison qui faisait l'expédition. Si telle est la civilisation à laquelle on veut convertir les Barbares, mieux vaut les laisser à leur barbarie; pour ma part, je préfère à ces ignobles raffinemens de la cupidité européenne tous les excès et toutes les fureurs qui ensanglantent les rochers de l'Atlas.

L'aspect de ces montagnes est pittoresque et grandiose. L'imagination leur prête un caractère encore plus sauvage en associant au paysage les scènes violentes dont il est le théâtre. Le sombre génie de ces terribles contrées plane au-dessus de ces sommets déchirés; il semble qu'on voie passer sur l'azur du ciel les ames épouvantées de tous ces morts tombés sous le fer assassin; on entend leurs gémissemens s'élever du fond des vallées invisibles où leur cadavre gît sans sépulture, dans le lit des torrens ou sur la bruyère du désert. C'est à peine si la vue de la Méditerranée réussissait à dissiper l'impression de ces images funèbres; elle était pourtant d'une limpidité parfaite et d'un bleu si transparent, si pur, si céleste, qu'on ne distinguait pas le point de l'horizon où cessait la mer et où commençait le ciel.

Nous revînmes la nuit à Tétouan. Peu à peu le firmament s'illumina d'étoiles que la Méditerranée réfléchissait dans son miroir paisible. Les ténèbres visibles du poète couvraient la plaine; le silence y régnait, et les pas des chevaux mouraient étouffés dans l'herbe humide et touffue. De grands oiseaux inconnus s'envolaient devant

nous, et allaient s'abattre lourdement au milieu des landes. Parfois un chameau passait et dessinait dans l'ombre les mouvemens désordonnés de son cou gigantesque. Livrés à l'instinct de nos montures, nous arrivâmes sans accident à la porte de la ville. Elle était fermée. Il nous fallut frapper long-temps pour nous faire entendre. Enfin un vieux portier, armé d'une lanterne, vint nous ouvrir. La cité était déserte comme la campagne et non moins silencieuse. Toutes les maisons étaient closes, pas une lumière ne perçait l'obscurité; nous étions sept à huit cavaliers, et notre passage dans les rues à une pareille heure fit sensation. Peu s'en fallut que les bourgeois, réveillés en sursaut, ne crussent la place surprise et livrée au pillage par quelque tribu révoltée. Plus d'un avare trembla pour son coffre-fort, plus d'un jaloux pour son harem. A l'entrée du Millâ, nouvelle halte, nouvelle attente; le peuple hébreu était depuis long-temps sous clé. Enfin les verrous se tirèrent, la porte roula pesamment sur ses gonds, la geôle s'ouvrit pour nous recevoir, et se referma sur nous.

Le lendemain était jour de marché : je le passai sur la place, à parcourir les groupes et à étudier les physionomies : c'étaient les mêmes divertissemens et les mêmes scènes qu'au *sauk* de Tanger, mais sur une plus grande échelle; et le psylle, qui représentait là les sectateurs de Ben-Aïsa, était un petit nègre barbu qui dansait autour du feu tout en déchirant ses serpens. Le marché de Tétouan est très fréquenté ; c'est une galerie où l'on peut passer en revue les différentes races qui peuplent le Maroc. On en distingue quatre principales : les Berbères ou Amazirgues, les Scelloks, les Maures et les Arabes. Toutes les tribus de l'empire rentrent dans ces quatre grandes divisions.

Les Amazirgues, appelés à tort Berbères, sont les descendans directs des plus anciens habitans, non-seulement du Maroc, mais de toute l'Afrique septentrionale, du Nil à l'Océan : il paraît qu'ils ne sont autres que les antiques Numides; et c'est d'eux que tirèrent leur origine les peuples primitifs de la Mauritanie, de la Nubie et de la Libye. Amazirgues est leur nom générique; ils en prennent de particuliers, suivant les lieux qu'ils habitent ; ils se nomment Kabiles dans la régence d'Alger, Zouaves dans celle de Tunis, Adems dans l'état de Tripoli, Touates dans le grand désert. Les Amazirgues du Maroc sont répandus sur toute la région de

l'Atlas, depuis le Riff jusqu'à la province de Tedla et au royaume de Tafilet. Ils se subdivisent en tribus ou familles qui tirent leur nom, ou de leur premier chef, ou de leur berceau, ou des lieux occupés par eux. La tribu des Gomères est la plus puissante et la plus célèbre.

Quant au nom de Berbères, sous lequel les historiens les désignent, il a certainement une origine étrangère, probablement arabe; eux-mêmes ne l'entendent pas, et ils pourraient à peine le prononcer, car la lettre B manque dans leur langue. Ils ne se donnent jamais d'autre nom que celui d'Amazirgues qui veut dire noble, libre, indépendant : c'est tout-à-fait l'analogue du *Frank* des Germains et du *Slav* des Moscovites. Les Arabes assurent que ces antiques maîtres de la contrée descendent des Amalécites et des Cananéens chassés de Palestine par Josué et les autres juges d'Israël; mais ils prétendent que déjà, avant cette époque, ils étaient en possession de l'Afrique septentrionale, et qu'ils parlaient alors la même langue qu'aujourd'hui; or, cette langue diffère de l'hébreu, du phénicien et de l'arabe. Les orientalistes qui l'ont étudiée, ne lui ont même trouvé aucun rapport avec aucune langue sémitique; ce qui rendrait probable l'opinion de leur historien Ibnou-Khaldoun qui les fait dériver, non de Sem, mais de Cham.

Les Amazirgues ne reconnaissent guère la loi du sultan qu'autant que cela leur est nécessaire pour se procurer les choses de première nécessité. La plupart des tribus sont indépendantes, et ne souffrent d'autre autorité que celle de leurs anciens (*omzargh*). Ces anciens sont des espèces de princes héréditaires dont le premier soin est de maintenir intacte leur généalogie; on les dit plus infatués de leur dignité qu'aucun prince européen. Un de ces chefs, connu sous le nom de Amrgar Mhausce, s'est rendu fameux dans ces derniers temps par son génie militaire; il suscita en 1819, contre toutes les forces du sultan Suleiman, une insurrection qu'il soutint avec acharnement pendant plusieurs années.

La rareté de la barbe est un des traits distinctifs des Amazirgues, et quoique leur peau soit d'un blanc un peu équivoque, ils ont souvent les cheveux blonds, ce qui les ferait prendre pour des septentrionaux plutôt que pour des Africains. Leur vêtement est une simple chemise sans manches. Ils vivent sous la tente, ou, comme les Troglodites, dans des cavernes creusées aux flancs in-

accessibles de leurs âpres montagnes. Ils sont plutôt pasteurs que laboureurs, et ils élèvent beaucoup d'abeilles. Habiles nageurs, marcheurs infatigables, ils aiment passionnément la chasse; comme leurs frères du Riff, ils tiennent avant tout à leur fusil, et font les plus grands sacrifices pour l'orner d'ivoire et d'argent. Ils sont petits de taille, mais robustes et entreprenans; fiers, audacieux, implacables dans leurs vengeances, ils portent au nom chrétien une haine qui dépasse en fanatisme l'intolérance des Maures eux-mêmes.

Nous avons vu cependant qu'ils laissent vivre au milieu d'eux un grand nombre de juifs; cette tolérance est attribuée à la croyance où sont les Amazirgues que beaucoup de leurs ancêtres étaient judaïsans, avant la conquête des Arabes, au VIIe siècle, et cette opinion est soutenue par plusieurs historiens arabes et espagnols du moyen-âge. Selon quelques-uns, beaucoup de Berbères auraient encore professé le judaïsme au temps de Tarek; et un historien de Grenade, Abou-Mohammed, qui écrivait au XIVe siècle l'histoire des rois de Maroc, dit positivement que, parmi les Amazirgues, les uns suivaient la religion chrétienne, les autres la religion hébraïque, d'autres la magie, c'est-à-dire la loi de Zoroastre.

Quant aux Scelloks, ils habitent principalement les parties méridionales de l'Atlas. Bien différens des Amazirgues, ils vivent plutôt de l'agriculture que de leurs troupeaux, se livrent à l'industrie, et versent même dans le commerce européen quelques articles précieux. Au lieu de tentes et de cavernes, ils ont des villages et des villes : leurs maisons, faites de pierre et d'argile, ont des toits de brique ou d'ardoise, et sont armées de tours défensives. Les Scelloks se regardent comme les enfans des habitans primitifs du pays : ils tiennent les Berbères pour Philistins et originaires de la Palestine. Ils ont bien moins d'égards qu'eux pour les juifs, et ils les condamnent à un servage plus humble et plus dur.

Ils diffèrent de leurs voisins par le costume, par une constitution physique moins robuste, et par une disposition naturelle à l'exercice des arts et métiers. Ils sont généralement plus sveltes et plus intelligens. Cette supériorité de civilisation a fait supposer, mais cette opinion n'est pas soutenable, qu'ils descendaient d'une

colonie de Portugais qui auraient occupé le pays au moyen-âge, et l'auraient abandonné lors de la découverte de l'Amérique. Il existe près de Demnet, ville toute scellocque, une église couverte d'inscriptions latines, et dont la fondation est attribuée aux Portugais. On la dit fréquentée par les esprits, et cette superstition l'a sauvée de sa ruine : les naturels n'ont pas osé y porter la main.

Quoique voisins des Amazirgues, les Scelloks en vivent tout-à-fait séparés; ils n'ont avec eux aucun commerce, et il n'y a pas d'exemple d'un seul mariage contracté d'un peuple à l'autre. Quant à la langue, il est certain qu'ils ne s'entendent pas sans interprète : les mots même de première nécessité diffèrent totalement. Cependant les deux idiomes paraissent dériver d'une source commune. Un religieux espagnol, le père don Pedro Martin del Rosario, qui a voyagé chez l'un et l'autre peuple, et étudié les deux langues, assure qu'elles sont l'une à l'autre ce que l'anglais est au hollandais; et quant au caractère respectif des deux populations, il avait coutume de dire que les Scelloks étaient les Français du Maroc, et que les Berbères en étaient les Belges.

Léon l'Africain fait des premiers le portrait suivant : « Ce sont, dit-il, des hommes terribles et robustes qui méprisent le froid et la neige. Leur vêtement est une simple tunique de laine, par-dessus laquelle ils portent un manteau; ils s'enveloppent les jambes de bandelettes en guise de bas; ils vont nu-tête en toute saison; ils ont beaucoup de troupeaux de mules et d'ânes.Ce sont les plus grands voleurs et assassins du monde. Ils vivent en intimité ouverte avec les Arabes, et les volent la nuit. Toutefois ces montagnards sont vaillans, et en guerre ils ne se rendent jamais vivans. Ils vont au combat à pied, armés de l'épée et du poignard, et on ne réussit à les vaincre qu'à force de cavalerie. »

Cantonnés dans la région des orages et non moins turbulens que les Amazirgues, les Scelloks ne sont guère plus qu'eux soumis à l'autorité du sultan; ils vivent en pleine indépendance, et prennent les armes sous le moindre prétexte.

Ces deux races sœurs, sinon jumelles, forment à elles seules une grande moitié de la population marocaine; l'autre moitié est composée de Maures et d'Arabes. Les Maures ont une origine perse, et paraissent n'être qu'un amalgame de peuples asiatiques; venus au Maroc beaucoup plus tard que les Amazirgues, ils s'y trouvaient ce-

pendant établis long-temps déjà avant l'époque historique des Grecs et des Romains. Souvent confondus avec les Amazirgues, ils entrèrent en Afrique par immigrations successives. On fait remonter leur première apparition au temps de Josué, 1,400 ans environ avant l'ère chrétienne; mais plus tard ils reçurent, par la voie de Carthage, de nouvelles colonies. Les histoires en parlent comme d'un peuple errant, tandis que les Amazirgues sont fixes. La plus grande partie des Maures qui peuplent le pays entre l'Atlas et la mer, descendent de ceux qui furent chassés d'Espagne après la conquête de Grenade, et ces héritiers des Maures européens forment la population la plus riche et la plus puissante des villes : ce sont eux qui occupent les hauts emplois du gouvernement et de l'armée, et les seuls indigènes qui entretiennent des relations directes avec les peuples chrétiens; ce qui ne les empêche pas de les haïr profondément. Leur langue est l'arabe dit occidental, mélangé de beaucoup de mots amazirgues et espagnols. Les Maures sont généralement minces et bien pris; mais vers l'âge mûr ils tournent à l'embonpoint, grace à leur vie indolente et oisive. Les femmes sont, dit-on, gracieuses et avenantes : mais bientôt l'embonpoint les défigure aussi. On sait que c'est chez elles un signe de beauté, et afin de la rendre plus parfaite, elles se peignent en noir les sourcils et les paupières.

Le costume des Maures nous est connu; quant à leur caractère, nous avons vu que l'avarice et la perfidie en sont la base. Voici un trait où ces deux passions nationales se retrouvent combinées avec un art diabolique. Un homme était en prison pour crime d'homicide, il avait la mort en perspective, et d'un jour à l'autre on attendait la sentence impériale. Un de ses amis prit à cœur sa délivrance, et se mit en devoir de le sauver. Il s'adressa à un homme de la prison, qui consentit, moyennant une forte somme d'argent, à couper les liens du prisonnier et à le rendre à la liberté. Il fut convenu qu'il le remettrait à son ami à trois heures du matin. A minuit, l'homme de la prison se rendit chez le plus proche parent du mort, et lui laissa soupçonner l'évasion du meurtrier, en s'engageant toutefois, moyennant une nouvelle somme d'argent, à lui livrer son ennemi à deux heures, s'il voulait venger sur lui l'affront fait à sa famille. La somme est comptée, et à l'heure dite le parent trouve en effet le prisonnier au lieu du rendez-vous; il

le poignarde froidement, et s'en va. Trois heures sonnent; l'ami arrive, et ne trouve plus que le cadavre de celui qu'il avait voulu sauver. Il se répand en imprécations contre le perfide libérateur, qui lui répond sans se déconcerter : « J'ai rempli ma promesse et mérité ma récompense. N'ai-je pas tiré votre ami de prison? Tout ce qui est arrivé depuis ne me regarde pas. Une fois libre, c'était à lui de veiller sur sa vie. »

Les Berbères, du moins, ont pour eux l'audace, le courage, la résolution. Les Maures n'ont rien de grand: lâches, pusillanimes, humbles avec les forts, insolens avec les faibles, ils ne connaissent ni le désintéressement, ni la générosité; ils ignorent également les plaisirs de l'intelligence, et vivent plongés dans la fange d'une volupté brutale. Ils n'ont d'autre ambition que celle des richesses, il les recherchent par toutes les voies, et quand ils les ont acquises, leur plus grand soin est de les cacher. Frappé de leur insatiable cupidité, un poète indigène composa cet apologue: « Il y avait dans le paradis terrestre des arbres d'or et d'argent; Adam, cherchant, après sa faute, à se dérober à l'œil de Dieu, s'alla réfugier sous leur ombre; mais les arbres la lui refusèrent, et le repoussèrent loin d'eux. Alors Dieu leur dit: « Vous avez été fidèles, c'est pourquoi je vais vous assujétir le monde. » A ces mots, il les enfouit dans les entrailles de la terre, et dès-lors les hommes n'eurent plus d'autre occupation que de chercher à les découvrir. »

Les Arabes forment la quatrième race du pays. Ce sont les conquérans: venus des déserts de l'Yemen au temps de leurs grandes émigrations guerrières, ils apportèrent et imposèrent au peuple vaincu leur langue et leur religion. Dans la suite des temps, ils se confondirent avec eux. Toutefois, l'union n'est pas si étroite que la race conquérante ne se distingue encore aujourd'hui des autres par des caractères tranchés. Les Arabes sont de mœurs plus douces que les Maures; ils sont plus braves, plus hospitaliers, et quand ils ont engagé leur foi, on peut y compter. S'ils n'ont pas un respect à toute épreuve pour la propriété d'autrui, ils ne sont du moins ni processifs, ni assassins. Tirent-ils le couteau dans la colère, ces simples paroles : « Pensez à Dieu et au prophète, » suffisent pour les désarmer, et la paix est aussitôt rétablie.

Ils forment, en général, une assez belle race, plus belle de corps

cependant que de visage. Ils sont plus grands que les Maures, plus agiles, et ne s'énervent pas comme eux dans les honteuses langueurs d'une indolence éternelle. Leur costume est le haïk blanc; ils portent les cheveux courts et ceints d'une longue bandelette. Peu font usage du turban, et ils aiment mieux aller pieds nus que de porter des sandales. Ils parlent l'arabe du Coran dans sa pureté primitive, du moins ils s'en vantent; et nul peuple n'a conservé plus intactes les antiques coutumes. A l'exception de la religion, leurs mœurs sont aujourd'hui ce qu'elles étaient du temps de Job.

Ils sont restés fidèles à cette vie pastorale qui convient à leurs plaines sans bornes, à leurs journées brûlantes, à leurs nuits sereines. Ils vont de campagne en campagne, conduisant avec eux leurs chameaux et les troupeaux qui font toute leur richesse. Ils choisissent d'ordinaire, pour leur résidence passagère, ou les bords d'un ruisseau, ou la source d'un fleuve, ou le voisinage d'un sanctuaire. C'est dans ces lieux frais et sacrés qu'ils dressent de préférence leurs tentes et leurs cabanes. Quand le pâturage, épuisé, ne suffit plus à la nourriture des troupeaux, on lève le camp, on part, on va chercher plus loin l'herbe nourrissante et les eaux limpides. L'amour de l'indépendance et de la vie nomade est tellement dans la nature des Arabes, que rien n'a jamais pu les décider à se fixer dans les villes, ni à bâtir des villages. Ils ont si peu de besoins qu'ils trouvent partout à les satisfaire; pythagoriciens par goût, ils recherchent peu la chair des animaux, et leur frugalité est passée en proverbe. Le lait et la toison de leurs troupeaux suffisent à ces générations vagabondes : le cheval et la chasse sont leurs plus doux plaisirs. Les femmes participent aux travaux de la communauté : elles élèvent des abeilles et des vers-à-soie; elles filent la laine qui sert à vêtir la famille et la toile dont on fait la tente. Fraîches et belles dans les premiers jours de l'adolescence, elles perdent de bonne heure leur éclat : le labeur flétrit vite la fleur de leur beauté. D'une année à l'autre, elles sont méconnaissables; elles sont vieilles avant vingt ans.

Telle est encore, de nos jours, la vie de ces tribus champêtres. On a peine à se figurer que ce soient là des conquérans. Pourtant les instincts guerriers ne sont pas morts dans ces cœurs simples; ils peuvent sommeiller par momens, mais ils se réveillent au besoin plus puissans, plus forts : la vie errante les nourrit et les exalte,

bien loin de les éteindre. Au premier signal, l'Arabe est sous les armes; son œil s'allume au cri du combat, comme l'oreille de son coursier se dresse à la voix du clairon. Il faut que cette existence patriarcale ait un bien grand charme, et qu'elle réponde à un besoin bien profond de la nature humaine, pour que ces peuplades valeureuses y aient persisté si long-temps et avec tant d'amour. Reines du pays par la conquête, elles y vivent en étrangères, et comme devant le quitter le lendemain. Il leur suffit d'avoir imposé aux vaincus leur culte et leur loi, elles lui laissent ses trésors et ses villes; tout ce qu'il leur faut, à elles, c'est un angle de terre pour dresser leurs tentes, et le ciel pour contempler les étoiles et pour adorer Dieu.

Voilà les quatre races qui se partagent aujourd'hui l'empire du Maroc. Pour peu que l'œil soit exercé, il est aisé de les distinguer l'une de l'autre dans les rassemblemens publics, surtout dans les marchés. Celui de Tétouan me frappa sous ce point de vue, et je regrettais de n'être pas peintre, afin de fixer les études que j'eus occasion de faire sur ces étranges physionomies. Les différences organiques n'étaient pas moins saillantes que la diversité des costumes. Le visage mâle et fier du Berbère tranchait encore plus fortement à côté de la figure efféminée et soupçonneuse des Maures, que sa courte tunique à côté de leurs haïks ondoyans, et le cavalier bédouin qui faisait caracoler son cheval au milieu des chameaux, représentait fidèlement, chez le peuple vaincu, l'énergie et l'audace de ses ancêtres les conquérans. Les femmes étaient là en plus grand nombre qu'au *sauk* de Tanger; mais, hermétiquement enveloppées dans leurs larges robes, elles ne laissaient voir que les mains et les yeux, qu'elles ont presque toutes fort beaux. Leur taille disparaît dans les vastes plis de leur vêtement, et toutes les formes sont perdues pour l'œil. Ces lourdes masses sont sans grace et sans attrait.

L'usage est que les voyageurs qui séjournent dans une ville maure, ou qui ne font même que la traverser, fassent un cadeau au kaïd, ou au bacha. J'étais depuis plusieurs jours à Tétouan, et Achache n'avait rien encore reçu de moi, quoique j'eusse déjeuné chez lui. Il paraît qu'il s'impatienta d'attendre; et, pour me rappeler l'usage, il prit l'initiative. Un jour il m'envoya par son nègre

et un de ses officiers un bélier et douze coqs qu'il me pria d'accepter, s'excusant de ne m'avoir pas donné à dîner dans son jardin. La provocation était directe : le rusé renard semait un grain pour recueillir un épi. Forcés de rendre cadeaux pour cadeaux, nous étions pris au dépourvu. Nous n'avions rien apporté avec nous, et nous dûmes nous contenter de ce qu'il nous fut possible de trouver dans la juiverie. Nous lui envoyâmes en présent une pièce de drap bleu, une douzaine de pains de sucre, je ne sais combien de boîtes de thé, et des mouchoirs de soie en quantité.

Le présent fut porté en grande pompe par notre hôte Bendélacq, accompagné de deux ou trois autres juifs. Ils ne reçurent pour leur peine que ce que nous leur donnâmes. L'avare Achache n'était pas homme à s'humaniser jusqu'à la bonne main. Les porteurs de son cadeau n'en avaient pas moins réclamé avidement le prix de leur mission, et nos largesses avaient amplement payé et coqs et bélier. Ainsi le barbare met scrupuleusement en pratique le grand principe de ses compatriotes, qui est de recevoir toujours et de toutes mains, mais de ne donner jamais. Salomon Levy, que nous avions consulté sur le don à faire au bacha, nous avait fortement engagés à lui envoyer tout brutalement un sac de piastres, comme la chose la plus agréable à sa cupidité. Nous apprîmes ensuite que le juif avait parlé ainsi par patriotisme et dans l'intérêt de sa nation, l'habitude d'Achache étant de revendre aux boutiquiers du Millâ les cadeaux qui ne sont pas de son goût. Il va sans dire que c'est lui qui en fixe le prix, et que, dans cette évaluation arbitraire, l'équité n'est guère consultée. C'est ce qui advint en cette occasion; à l'exception du drap et des mouchoirs qui lui plurent, il renvoya tout le reste au marchand, en exigeant de lui deux fois la valeur de la marchandise.

En fait de cadeaux, Achache est gâté : il n'est pas dans tout l'empire un bacha qui en reçoive autant. Il doit cet avantage à la proximité de Gibraltar, dont les officiers viennent souvent chasser sur son territoire; et la licence ne s'accorde pas gratis. Mais le cas vaut la peine de financer. Ces chasses sont fort abondantes et s'exécutent sur une grande échelle. On envoie d'avance des paysans faire des battues dans les montagnes, et il en sort des armées de sangliers. Les habits rouges, c'est ainsi que les Maures appellent les officiers anglais, en font un carnage épouvantable.

Le moment de notre départ était arrivé. Au lieu de revenir sur mes pas, j'aurais voulu aller directement à Ceuta, pour regagner de là la côte d'Espagne. Cela ne fut pas possible. Une barque chargée d'oranges devait bien partir le lendemain, mais le patron avait l'ordre du gouverneur de Ceuta de ne recevoir à son bord aucun passager. D'ailleurs le voyage était peu attrayant. La mer était grosse, le vent mauvais, et la barque, non pontée, si étroite et si encombrée, qu'à peine aurais-je pu m'y tenir assis. J'avais en perspective, toutes choses allant au mieux, une traversée, c'est-à-dire une agonie de vingt-quatre à trente-six heures.

Il me restait la voie de terre; mais le bacha me refusa l'escorte nécessaire. Pour aller de Tétouan à Ceuta, je devais sortir de son gouvernement et rentrer dans celui du kaïd de Tanger; celui-ci pouvait donc seul me donner la licence et l'escorte que je réclamais: quant à lui, Achache, il n'en avait pas le droit; cela, disait-il, dépassait ses pouvoirs. Repoussé des deux côtés, il fallut bien me résigner à retourner à Tanger.

Le jour du départ, je fus réveillé avant le jour par l'empressé Bendélacq, et j'entendis long-temps la voix du muedzin chanter sur les minarets. Si je ne me conformai pas à l'invitation du vieillard sacré, en invoquant le prophète, je n'en fis pas des vœux moins fervens pour que Dieu me tirât sain et sauf du pays des Barbares, et me rendît à ma vieille Europe dans le plus court délai. J'étais las de tant de misères et d'abjection. Ces mosquées, ces minarets, ces costumes qui m'avaient frappé au débarquement, n'avaient plus pour moi le prestige de la nouveauté; l'habitude m'avait familiarisé avec eux. Je savais des mœurs africaines tout ce que j'en voulais savoir; je n'avais plus rien à faire dans cette déplorable contrée. Un voyage à l'Atlas m'eût souri, mais il était impossible; il fallait se contenter d'admirer de loin la tête du géant fabuleux.

A l'aube, je montai sur la terrasse pour reconnaître le temps; la mer était terne, le vent humide; de grandes nuées noires se traînaient sur le mont que nous devions traverser. Cependant le ciel s'éclaircit un peu, les sinistres présages parurent se dissiper, nous partîmes. Notre garde était le même officier qui nous avait escortés pendant notre séjour à Tétouan. La connaissance était

faite, et quoiqu'elle fût peu intime, grace à l'humeur sournoise et taciturne du personnage, nous l'avions préféré à un visage nouveau.

Le pays nous était connu, car nous suivions pas à pas la même route qu'en venant. Les premiers milles se firent sans accident. Nous franchîmes la plaine aux palmes, nous repassâmes le fleuve Bonsfika : tout à coup la scène changea. Le temps s'obscurcit de nouveau, les nuées reparurent sur la montagne, et le vent commençait à nous fouetter au visage de grosses gouttes de pluie; nous persistâmes néanmoins, espérant que ce ne serait qu'une ondée printanière et que le soleil vaincrait l'orage.

J'ai bien couru le monde, traversé bien des contrées sauvages, essuyé bien des tempêtes ; mais je tiens cette journée pour la plus rude et la plus laborieuse de tous mes voyages. Nous n'avions pas atteint le pied du mont Akbar, que la pluie tombait déjà par torrens. Ce fut bien pis sur la montagne. La tourmente était effroyable; les grands chênes gémissaient et craquaient sous les coups redoublés du vent; le ciel était noir et terrible; l'étroit sentier était converti en fleuve, et, la pluie redoublant toujours, ce fut bientôt une cascade. Perdus dans cet affreux tourbillon, nous marchions en silence, et nul abri ne s'offrait à nous. Nous n'avions même pas la ressource d'échapper à l'orage par la vitesse de nos montures, car leur sabot se perdait dans la boue : il leur fallait, à chaque pas, un effort violent pour le retirer.

Nous fatiguions beaucoup, nous avancions peu. Un dernier espoir nous soutenait : c'était de retrouver le beau temps de l'autre côté de la montagne et de laisser la tempête derrière nous. Mais hélas! il n'en fut rien. Le ciel était plus sombre encore de ce côté que de l'autre, le vent plus furieux, la pluie plus impétueuse et plus serrée. Aussi loin que nos yeux pouvaient porter, nous ne distinguions que des nuages et de l'eau. L'horizon était implacable; et, tout le jour, invisible dans les profondeurs des cieux, le soleil ne fit pas une seule percée à travers ce voile immense. Parvenus sur le revers opposé, nous cherchâmes avidement du regard le bassin de Tanger : nous ne vîmes sous nos pieds qu'un vaste lac. Il était trop tard pour revenir sur nos pas; nous nous armâmes de tout notre courage, et nous descendîmes résolument la montagne pour

nous aller plonger dans cette mer sans rivage. Nos chevaux y entrèrent jusqu'à mi-jambe, et nous continuâmes à naviguer ainsi jusqu'au soir.

Nous revîmes la fontaine où nous avions déjeuné, le saule qui nous avait prêté son ombre; mais l'oasis avait disparu : ce n'était plus qu'un grand marécage. Nos montures, accoutumées à faire halte en cet endroit, refusèrent de passer outre : elles se mirent à ruer dans l'eau, et une petite mule rétive que montait un de mes compagnons se coucha au beau milieu du lac. Enfin la victoire nous resta, et nous poursuivîmes le cours de notre marche aquatique.

Ce qui me frappa le plus dans cette journée désastreuse, ce fut la constance et l'imperturbable sang-froid de notre garde. Il avait ramené sur son turban le capuchon de son bournous bleu, attaché son fusil au travers de sa selle, et il allait tout droit devant lui sans proférer une plainte, un murmure. Il montait un grand cheval blanc aussi calme, aussi flegmatique que son cavalier, et qui avait dix fois plus de jambes que les nôtres; aussi avait-il sur nous une avance considérable. Quand nous restions trop en arrière et que nous étions près de le perdre de vue, il s'arrêtait, poussait un cri sauvage pour nous rallier, et, sans même se retourner, il attendait immobile sous la pluie que nous l'eussions rejoint; puis bientôt il nous devançait de nouveau, s'arrêtait encore pour nous attendre, et ce manége se renouvelait dix fois par heure, sans que l'impassible Africain en témoignât la moindre humeur.

Cependant la pluie n'avait pas cessé une seconde. Nous étions trempés jusqu'aux os. Un vent froid et impétueux nous glaçait le visage et nous pénétrait jusqu'à la moelle. Pour surcroît de calamité, nous étions à jeun : la mule qui portait nos vivres était restée en arrière, perdue dans les boues du mont Akbar. A l'exception d'un fonctionnaire italien qui était de la partie et qui pleurait naïvement, nous faisions bonne contenance. L'honneur européen y était engagé, nous eussions rougi de faiblir en présence du soldat qui nous donnait un si bel exemple de courage et de patience.

Je tais les mille obstacles, les mille dangers de la route, et les ravins convertis en torrens, et les boues mouvantes, et les fondrières inextricables. Mon cheval, qui n'était pas le meilleur de la caravane, avait des accès de découragement et des défaillances

subites; il s'arrêtait tout d'un coup, mettait sa tête entre les jambes et poussait des hennissemens lamentables. Je ne pouvais mettre pied à terre pour le soulager, sans avoir de l'eau jusqu'à mi-jambe, et j'étais condamné à rester en selle. Je le ranimais de la voix et de l'éperon; le courage lui revenait, et il repartait bravement. Les mules n'avaient pas ces désespoirs passagers, mais elles n'avaient pas non plus ces nobles retours, ces réactions courageuses. Résignées à leur sort, elles marchaient d'un pas égal et lent, avec un flegme inaltérable.

Le froid était si intense, qu'il devenait insupportable; mais le moyen de faire du feu sur une terre inondée? Ayant aperçu une hutte au milieu des champs, nous nous y dirigeâmes. Un fagot d'épines la fermait; on l'écarte, on entre. A peine avions-nous fait un pas dans l'intérieur, que nous fûmes couverts de myriades de puces, qui n'étaient pas, il est vrai, fort redoutables dans l'état où nous nous trouvions. Ce qui fut plus désagréable, c'est que l'orage avait fait brèche au chaume; la pluie avait pénétré dans la hutte et tout envahi. Pour du feu, il nous fut impossible d'en allumer; nous n'avions pas de briquet, et la poudre du soldat était si humide, qu'elle ne voulut jamais s'enflammer. Un berger, le seul visage humain que nous eussions vu de la journée, passait à quelque distance. Nous pensâmes que peut-être il aurait du feu, ou le secret d'en faire; nous l'appelons, il s'enfuit. Le soldat le poursuit au galop, le ramène de force; mais le malheureux sauvage était aussi dénué que nous: nous n'en pûmes rien tirer. Ce fut là la seule halte de la journée. Nous remontâmes à cheval comme nous en étions descendus.

Une inquiétude vint s'ajouter encore à tant d'infortunes. La nuit approchait, Tanger fuyait devant nous; il était à craindre que la porte ne fût close à notre arrivée; et si nous ne pouvions réussir à la faire ouvrir, quelle perspective s'ouvrait devant nous! quelle nuit pour la passer à la belle étoile! Presser nos montures était inutile: épuisées de fatigue et de faim, elles n'avaient plus de jambes, et nous devions nous estimer heureux qu'elles ne succombassent pas avant la fin du voyage. Nous les laissâmes donc aller comme elles purent, nous abandonnant à la Providence.

C'est dans ces jours d'épreuve que le voyageur sent fléchir son courage et maudit ses instincts errans; c'est alors que son ame

s'envole vers la patrie absente, et qu'il se reporte par la pensée au milieu des amis qu'il y a laissés. Les découvertes dédommagent-elles des déceptions? Le but vaut-il la poursuite? Et si, frappé du sceau de la tristesse, miné par l'ennui, cette incurable lèpre de notre temps, il a quitté la famille et le toit paternel, pour s'échapper à lui-même et pour retremper son ame en des émotions nouvelles, son espérance est-elle réalisée? Avant qu'il prît en main le bâton de voyage, le poète ne lui avait-il pas dit que changer de ciel n'est pas changer d'ame? Que rapporte-t-il de ses longs pèlerinages? Des sens émoussés, un cœur blasé, et trop souvent l'ennui qu'il avait voulu fuir. Que lui revient-il de ses âpres luttes avec les élémens, et quel est le prix de tant de privations et de tant de périls? Son corps est affaibli, sans que son ame en soit plus forte; et lorsqu'après bien des années de solitude et d'excursions lointaines, il revient enfin au foyer domestique, son père est mort en l'attendant, et ceux qui l'aimaient l'ont oublié. Quelques souvenirs des contrées lointaines, voilà tout ce qui lui reste pour le consoler dans son précoce isolement.

Tandis que je me plaignais ainsi en moi-même de l'inclémence du ciel, la nuit était venue et l'orage ne s'était pas calmé. La pluie tombait toujours, et les ténèbres rendaient plus lugubres encore les voix sinistres de l'ouragan. Une nouvelle voix vint tout à coup s'unir à elles : c'était la mer qui battait les dunes. Nous avions enfin atteint la plage du vieux Tanger. Des bateaux de pêcheurs portugais, égarés dans le détroit, allumaient des signaux pour se reconnaître, et ces feux sinistres brillaient seuls dans l'ombre comme des étoiles rougeâtres.

Telle fut la fin de cette journée d'épreuves. Nous arrivâmes à la porte de Tanger au moment où elle se fermait. La tempête durait depuis douze heures sans interruption; nous en avions passé quatorze à cheval.

CHARLES DIDIER.

LETTRES
SUR L'ISLANDE.

VI.

DÉCOUVERTE DE L'ISLANDE.

A M. VILLEMAIN,
SECRÉTAIRE PERPÉTUEL DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE.

Les Scandinaves étaient, comme on sait, d'intrépides navigateurs. Ils n'avaient ni le sextant, ni l'astrolabe, ni la boussole; ils n'avaient pas appris à mesurer la hauteur du soleil pour connaître leur latitude, ni à pointer une carte pour déterminer leurs distances. Mais ils se jetaient dans leur bateau, la rame à la main, et s'en allaient, comme des oiseaux de mer, chercher la côte lointaine. Souvent la vague orageuse leur servit de guide, et la tempête les conduisit au lieu où ils voulaient aborder. Cependant, au VIII[e] siècle, Beda (1) avait signalé de nouveau cette île de Thulé, dont le nom se trouve dans l'histoire de Pline, dans les vers de Virgile (2). Cent ans plus tard, le moine Dicuil la dépeignait non plus d'après de vagues conjectures, mais d'après des notions positives. Des Irlandais y

(1) Beda mourut en 735. Son livre: *De natura rerum et ratione temporum*, fut imprimé à Cologne en 1537.

(2) Il n'est guère vraisemblable que cette Thulé, mentionnée par les auteurs anciens, soit l'Islande; mais comme les écrivains du Nord ont souvent invoqué ce témoignage, nous ne pouvions le passer sous silence.

avaient abordé, des moines y avaient séjourné depuis le mois de février jusqu'au mois d'août, et l'on retrouva leurs vestiges. L'Islande était connue d'un autre peuple de marins; et les Norwégiens, qui avaient déjà exploré tant de rivages, ne la connaissaient pas encore. Le hasard, qui les avait conduits sur des côtes étrangères, fut encore cette fois leur pilote. L'orage les jeta sur cette terre de volcans et d'orages.

Un pirate, nommé Nadodd, s'en allait de Norwége aux îles Ferœ (1). Un coup de vent le fit dévier de sa route et l'emporta au nord. Il se croyait perdu au milieu de l'Océan; il aperçut la côte. Lui et ses compagnons amarrent le navire, prennent leurs armes, descendent à terre, et les voilà marchant à travers les champs de lave; ils promènent leurs regards autour d'eux, et n'aperçoivent aucune trace humaine. Ils prêtent l'oreille et n'entendent aucun bruit. Ils montent sur une colline élevée, et ne voient ni fumée ni habitation. L'Islande attendait sa colonie d'émigrés, et elle était déserte. Nadodd y resta jusqu'en automne. Alors le ciel se couvrit de nuages, la neige tomba sur les montagnes, et, en partant, il nomma la terre qu'il venait de découvrir : *Terre de Neige* (Snœland) (2).

Ceci se passait en 861. Trois ans après, un Suédois, appelé Gardas, entreprit un voyage aux Hébrides pour y recueillir un héritage : il fut surpris comme Nadodd par une tempête, et jeté sur les rives d'Islande. Il demeura, pendant l'hiver, à Husavik, et, à son retour, loua beaucoup le pays qu'il avait vu (3).

Il n'en fallait pas tant pour séduire l'esprit aventureux des hommes du Nord. Il suffisait de dire qu'on avait découvert une nouvelle contrée. Qu'elle fût riche ou pauvre, n'importe, ils voulaient la voir. En 864, dans une maison norwégienne, le sang du sacrifice coulait sur l'autel des dieux scandinaves, et un pirate, enthousiasmé par tout ce qu'on racontait de l'Islande, se préparait à aller visiter cette terre lointaine. C'était Floki. Il avait voulu se rendre les divinités propices par des prières publiques, et il consacrait à Odin trois corbeaux, qui devaient, à défaut de boussole, le guider dans son excursion. Peut-être avait-t-il entendu conter l'histoire de Noé dans son arche; peut-être était-ce alors un moyen employé par plusieurs navigateurs. Quand il eut doublé les îles Ferœ, Floki lâcha le

(1) Je me sers ici d'une expression consacrée par l'usage, tout en protestant contre un de ces abus de langage qui se représentent fréquemment parmi nous. Le mot *œ*, placé à la fin de Fer, signifie ÎLE. Ainsi, en disant les îles Ferœ, nous faisons le plus complet pléonasme qu'il soit possible d'imaginer. Il en est de même de Jersey et Guernesey : la particule *ey* est islandaise et signifie aussi île.

(2) Landnama bok.

(3) Landnama bok.

premier de ses corbeaux, qui, ne se souciant pas sans doute d'entreprendre un voyage de découverte, s'en retourna tranquillement au lieu d'où il était parti. Peu après, il lâcha le second, qui s'élança dans les airs, tournoya au-dessus du navire, et revint lâchement se poser sur sa cage, effrayé de cette immensité d'eau. Enfin Floki lâcha le troisième; et celui-ci, comme pour venger l'honneur de sa race, s'en alla hardiment vers le nord; le vaisseau le suivit et aborda à Reykianes. Nadodd avait vu en automne les montagnes couvertes de neige, Floki les trouva au printemps couvertes de glace, et donna au pays le nom qui lui est resté *Terre de glace* (Island) (1). Il revint, l'été suivant en Norwége, et dépeignit, comme il les avait vus, ces champs arides, ces volcans enflammés, ces montagnes sauvages de l'Islande. Mais un de ses compagnons raconta au peuple crédule que c'était un pays charmant, où le sol était sans cesse couvert de fruits, où le beurre découlait des rochers.

Dans ce temps-là, Harald aux beaux cheveux régnait en Norwége : il avait succédé à son père à l'âge de dix ans (2). Son royaume n'était d'abord qu'une de ces étroites principautés, comme il y en avait eu un grand nombre en Suède et en Danemarck. Mais il avait l'ame ambitieuse, et il était, dit la saga, grand, fort, courageux et habile (3). Dans son audace et sa jeunesse, quand il eut mesuré son domaine de prince, il se sentit à l'étroit, et rêva guerres et conquêtes : une femme acheva de lui donner l'impulsion. Cette femme était Gyda, fille du roi Eirik. Harald l'avait envoyé demander en mariage; mais la fière Gyda répondit qu'elle ne se sentait aucunement tentée d'épouser un si petit roi (4), et que s'il voulait être aimé d'elle, il fallait qu'il lui donnât à partager, non pas sa pauvre couronne de prince, mais la couronne de Norwége.

Quand les ambassadeurs de Harald vinrent lui rendre compte de leur mission, il applaudit aux paroles de la jeune fille, et jura de ne pas couper sa chevelure, de ne pas la peigner avant que d'avoir soumis toute la contrée à son pouvoir. Ainsi entraîné par ses désirs ambitieux et ses rêves d'amour, il déclara la guerre à ses voisins, les subjugua l'un après l'autre, et envahit leur principauté. Bientôt son armée devint si nombreuse, son nom si redoutable, que pas un de ses anciens rivaux n'osa lui résister. Il étendit son bras de fer sur toute la Norwége; et celle qui peu d'années auparavant semblait prendre en pitié sa destinée obscure, vint lui tendre

(1) Landnama bok.

(2) *Saga d'Olaf Tryggvason*, tom. I.

(3) *Ibid.*

(4) Le texte islandais est plus expressif. « Hun svarar at hun vill eigi spilla meydomi sinum til thess at eiga thann konung er eigi hefir meira enn nokkur fylki til Forrada. » (*Saga d'Olaf Tryggvason*, tom. I.)

la main sur le champ de bataille, et le salua roi. Mais il avait conquis ses peuples par la force, et, sur sa route, il n'avait semé que la haine et le mécontentement. Des hommes qui avaient été ses égaux, gémissaient de le nommer leur souverain ; des familles puissantes s'indignaient de se courber devant lui : elles cédaient à sa volonté, mais en cherchant autour d'elles le moyen de recouvrer leur indépendance. Alors Floki explorait l'Islande, et l'île lointaine, l'île déserte, leur apparut comme un dernier refuge. Le pays était pauvre, disait-on, mais il n'avait point de maître; et l'aristocratie norwégienne, froissée dans ses intérêts, humiliée dans son orgueil, s'en alla chercher les landes arides dont on lui avait parlé, heureuse de reprendre sa liberté, heureuse de mettre entre elle et son despote l'immense espace des mers.

Les deux premiers colons d'Islande, Ingolfr et Leifr, surnommé plus tard Hiorleifr, avaient encore un autre motif de s'expatrier. Ils s'étaient attiré, par un double meurtre, la haine d'une famille nombreuse, et ils fuyaient autant pour éviter sa vengeance que pour échapper à la domination de Harald. Leur première émigration date de 870 (1). Mais ce n'était, en quelque sorte, qu'un voyage d'essai, une reconnaissance de pays. Ils abordent en Irlande et y passent l'hiver. Au printemps, Hiorleifr s'en va guerroyer en Islande, Ingolfr retourne en Norwége. Un an après ils se rejoignent, et cette fois se disposent à partir pour long-temps. Ingolfr offre un sacrifice aux dieux, et consulte les oracles scandinaves qui lui indiquent la route d'Islande. Hiorleifr, qui peut-être avait reçu, dans son dernier voyage, quelques notions du christianisme, refusa de sacrifier, et accepta pour oracle la parole de son ami. Ils s'embarquent emportant avec eux tout ce qu'ils possédaient, et parmi ses richesses de corsaire, Ingolfr avait placé ses dieux pénates. A quelque distance de la côte, ils se séparent. Hiorleifr s'en va à l'est. Ingolfr, avec son esprit superstitieux, jette à la mer ses idoles, promettant d'aborder là où elles aborderont. Mais le vent l'entraîna d'un autre côté, et il débarqua à l'ouest de la côte, dans un endroit qui a conservé son nom et qui s'appelle encore aujourd'hui : *Ingolfs hœfdi* (promontoire d'Ingolfr). En arrivant, Hiorleifr s'était bâti une demeure, et avait essayé de labourer la terre; mais il fut assassiné par des esclaves irlandais qu'il avait amenés avec lui. En apprenant cette nouvelle, son compagnon d'armes s'écria avec sa foi de païen : « C'est un grand malheur pour un homme comme celui-là de mourir de la main d'un esclave; mais tel est le sort de ceux qui ne veulent pas sacrifier aux dieux (2). » Après cette oraison funèbre,

(1) Landnama bok.
(2) Landnama bok.

il poursuivit les meurtriers, les atteignit aux îles Westmann, et les massacra. De là vient le nom des îles Westmann. Cependant il s'était mis à la recherche de ses dieux pénates, et, après de longues perquisitions, il les découvrit auprès de Reikiavik. Il éleva sa demeure sur le rivage où la mer les avait jetés, et, de pirate qu'il était, il devint laboureur et pêcheur. Peu à peu d'autres familles norwégiennes le suivirent, et s'en allèrent habiter diverses parties de l'île. Au bout de soixante ans, l'Islande était presque entièrement occupée, et le nombre des émigrés devint si grand, que le roi Harald, craignant de voir son pays se dépeupler, imposa une amende de cinq onces d'argent sur tous ceux qui voulaient partir.

Ces émigrés étaient, pour la plupart, des hommes de famille noble, qui exerçaient dans leur pays un certain droit de souveraineté. Ils emmenaient avec eux tous ceux qu'ils avaient eus autrefois sous leur domination, ils fuyaient le despotisme de leur roi, et redevenaient libres en posant le pied sur le navire; mais leurs esclaves restaient esclaves. Lorsqu'ils débarquaient sur la côte d'Islande, le chef de la tribu prenait un tison enflammé et parcourait le pays. Toute la terre qu'il enlaçait dans ce cercle de feu lui appartenait, et il la distribuait comme une terre de conquête à ses vassaux. Puis une fois le partage fait, il se retranchait avec ses serfs dans un domaine, et vivait comme un seigneur suzerain. S'il voulait tenter une excursion maritime, ses vassaux étaient obligés de répondre à son appel; s'il avait une guerre, ses vassaux devaient le soutenir. C'était la féodalité norwégienne, moins le roi qui la gênait; c'était l'aristocratie des hauts barons de France appliquée à une race de pirates, à un peuple de pêcheurs. Quelques-uns d'entre eux bâtissaient un temple, et prenaient le titre de *Godi*. Ils étaient tout à la fois magistrats et pontifes. On les appelait comme juges dans les causes difficiles. On prêtait serment sur l'anneau qu'ils portaient à leur doigt, et chaque famille leur payait un tribut religieux.

Tous ces chefs de tribu vivaient à l'écart, maîtres dans leur domaine, jaloux de leur pouvoir, et indépendans l'un de l'autre. Mais souvent ils se regardaient d'un œil d'envie. Dans leur humeur belliqueuse, la moindre contestation provoquait une guerre, la plus légère étincelle amenait un incendie. Ils avaient rapporté de leur terre natale l'amour des combats. Ils s'asseyaient à table appuyés sur leur hache d'armes, et dormaient sur leur glaive. Au premier cri d'alarme, on les voyait monter à cheval, et ils s'en allaient piller et brûler la demeure de leurs voisins. Quand la discorde s'était ainsi jetée entre eux, c'étaient, de part et d'autre, des provocations continuelles et des représailles sans fin. Il n'y avait point de loi pour les punir, point de pouvoir pour les maîtriser, et l'Islande dévastée

leur demandait en vain merci. Ces guerres désastreuses firent sentir la nécessité d'une organisation générale qui donnât une sorte d'unité à tant d'élémens disparates, et mît un frein à l'ambition de tant de familles rivales l'une de l'autre.

Un Islandais, Ulfliot, partit pour la Norwége avec la mission d'étudier les lois en usage et de les rapporter dans son pays. Il suivit pendant trois ans les leçons de Thorleif, surnommé le Sage, et s'en revint avec un code qui, en 928, fut adopté à l'Althing, non sans quelque contestation. C'est le code connu sous le nom de Gragas (1). L'Islande fut divisée en quatre parties, d'après les quatre points cardinaux, et subdivisée en douze districts. Chaque district avait son tribunal, ses réunions particulières; mais la nation tenait toutes les années une diète solennelle à Thingvalla. L'assemblée était présidée par les douze représentans des districts, et au-dessus d'eux s'élevait le chef judiciaire élu par le peuple et proclamé *homme de la loi*. C'était bien l'homme de la loi, car, à une époque où elle n'était pas encore écrite, il devait la savoir littéralement *par cœur*, et la répéter chaque année aux diverses tribus. Pendant deux cents ans, ce code primitif se perpétua ainsi par le souvenir et par la parole. Mais les Islandais, qui le gardaient si fidèlement dans leurs traditions, ne se faisaient pas scrupule de le transgresser chaque fois qu'il condamnait leurs projets de vengeance. Souvent la voix conciliatrice des juges fut méconnue, et la sentence du *logmadr* étouffée par des cris de guerre et des vociférations haineuses. Les chefs de cohorte s'en allaient à leur diète le glaive à la main, comme les Hongrois; quand la discussion légale ne leur donnait pas gain de cause, ils avaient recours à la force, et le roc sacré, le *logberg*, du haut duquel le législateur rendait ses oracles, devenait le théâtre sanglant de leurs combats.

Telle fut l'Islande pendant près de quatre siècles, et le christianisme lui-même, avec ses pieux symboles et ses paroles miséricordieuses, ne put adoucir qu'après de longues résistances les passions violentes de cette race de corsaires. Déjà le Danemarck, la Suède, la Norwége, avaient abjuré le culte de leurs anciens dieux, et l'Islande le conservait encore. Plus d'une fois l'Évangile lui avait été annoncé, et elle ne l'avait pas entendu. Les holocaustes de sang plaisaient trop à l'imagination de ces hommes de guerre pour qu'ils consentissent si vite à y renoncer, et le dieu Thor, avec son marteau, emblème de la force, était bien le dieu qu'ils devaient adorer. Le premier qui essaya de les arracher à leur idolâtrie était un Irlandais envoyé par saint Patrice. Il fit quelques prédications,

(1) On en a publié à Copenhague une belle édition en 2 vol. in-4o, avec la traduction latine, et il existe sur ce recueil un très bon commentaire de Schlegel.

et bâtit une église dédiée à saint Colomban. Après lui vint une femme de la même nation, qui introduisit la vie chrétienne au milieu du paganisme scandinave, et fit poser des croix au-dessus de plusieurs montagnes. Les Islandais respectèrent ces croix, quelques-uns firent de saint Colomban un héros, et lui donnèrent une place honorable dans le Valhalla, mais voilà tout ce que produisit le zèle des missionnaires irlandais. Bientôt pourtant une voix plus hardie et plus opiniâtre se fit entendre : c'était celle d'un Islandais, celle de Thorvaldr le voyageur (1). Il avait été baptisé par l'évêque Frédéric de Saxe, et il amena l'évêque avec lui pour prêcher le christianisme dans son pays. Mais il avait long-temps guerroyé sur les côtes étrangères, et il se souvenait trop de son ancien métier de soldat. La parole était pour lui un moyen d'action trop faible et trop lent; il eût voulu convertir l'Islande par le fer et par le sang. Ses sermons ressemblaient à des cris de colère, et si on lui faisait une injure, il sentait bouillonner tout son sang de pirate. Un jour, deux poètes islandais avaient improvisé contre lui une épigramme, il désespéra de leur salut, et les tua comme deux mécréans. Une autre fois, il apprit qu'un de ses ennemis se trouvait non loin de lui : c'était aussi un païen intraitable qui n'avait pas voulu prêter l'oreille à ses prédications. Il le tua pour en avoir plus tôt fini. Le digne évêque n'eut pas le courage de suivre plus long-temps un tel compagnon; il retourna dans son église de Saxe et mourut saintement. Quant à Thorvaldr, après avoir porté son rude prosélytisme à travers toute l'Islande, il sentit renaître en lui le goût des voyages lointains. Il s'en alla en Grèce, en Syrie, à Constantinople et à Jérusalem; puis, il s'arrêta en Russie, et fonda un couvent où il mourut.

Après lui vint Thangbrandr, envoyé par le roi Olaf Tryggvason. C'était un homme de la même trempe que Thorvaldr. D'une main il tenait la croix évangélique, mais de l'autre il tenait le glaive. Il ne reculait ni devant un meurtre ni devant une bataille, et il savait également discuter avec les pontifes païens et lutter avec les berserkirs. Malgré tant de zèle et tant de courage, il ne put vaincre l'obstination des Islandais, et s'en retourna en Norwége. Mais le roi Olaf renvoya deux autres missionnaires. Ceux-ci tâchèrent d'agir sur l'esprit du peuple par les cérémonies religieuses, et ils réussirent. Les prêtres catholiques parurent à l'assemblée du Thing avec leurs blancs surplis et leurs longues chasubles; l'encensoir balancé par une main d'enfant exhala ses parfums, et la cloche répandit dans les airs ses sons plaintifs et harmonieux. C'est une belle page à ajouter à ces admirables pages que M. de Châteaubriand a écrites sur la

(1) Le mot *vidfœrla* signifie plus que voyageur. Il serait mieux rendu par le mot latin *peregrinator*.

cloche dans son *Génie du christianisme*. La foule s'émut à l'aspect de cette solennité religieuse, et plusieurs hommes qui étaient restés inébranlables à la colère de Thorvaldr et aux sermons de Thangbrandr s'inclinèrent, par un mouvement involontaire, devant le prêtre qui s'avançait ainsi précédé de la croix. Puis, les leçons évangéliques, répétées tant de fois, s'étaient pourtant insinuées dans quelques esprits; puis, le roi Olaf, qui était puissant, menaçait l'Islande de toute sa colère, si elle refusait d'entendre la parole des nouveaux missionnaires, et enfin une voix s'éleva pour proposer l'adoption du christianisme. Mais, à ces mots, les vieux Scandinaves sentirent se ranimer toute leur ferveur païenne, et l'assemblée se divisa en deux partis, l'un tout disposé à accueillir la nouvelle loi, l'autre bien résolu à défendre l'ancien culte. Dans cet état de crise, on allait, comme de coutume, résoudre la question par un combat, on allait s'entretuer pour savoir qui l'on devait adorer, du Christ ou d'Odin. Un Islandais, plus sage que les autres, demanda si l'on ne pourrait pas suspendre encore les hostilités, et faire trancher la difficulté par des arbitres. Sa proposition fut écoutée, et chaque parti nomma ses juges. Mais les missionnaires catholiques gagnèrent pour trois marcs d'argent Thorgeir, le plus influent et le plus intraitable païen. Le lendemain, Thorgeir s'avança au milieu de la foule, et après avoir cherché à démontrer combien ces divisions de parti portaient de préjudice à la république, il s'écria : « Vous tous qui m'écoutez, accepterez-vous la religion que je vais proposer? » Les païens, qui le regardaient comme le plus intrépide défenseur de leur croyance, répondirent qu'ils l'accepteraient, et les chrétiens, qui étaient dans le secret de la transaction faite avec lui, répondirent de même. Alors Thorgeir proclama la religion chrétienne, et, malgré les cris d'étonnement et les plaintes de ses anciens partisans, elle fut adoptée.

De cette époque date pour l'Islande une nouvelle ère de science et de poésie. Elle eut des écoles, des prêtres instruits, des voyageurs célèbres, mais elle n'eut pas le repos. Ni la loi politique ni la loi religieuse ne pouvaient dompter l'ambition de ses principales familles. Au commencement du XIe siècle, une nouvelle guerre s'allume entre elles, plus longue, plus terrible, plus acharnée que jamais. On vit alors des chefs de parti s'en aller au Thing avec une troupe de treize cents hommes. Ils traversaient le pays comme un fléau, tantôt longeant les côtes avec leurs navires, tantôt s'avançant au milieu des habitations à main armée, et se frayant leur route par le meurtre et l'incendie. Quand ils se rencontraient, ce n'était plus comme autrefois des escarmouches d'un moment; c'étaient des batailles sanglantes qui duraient tout un jour, et souvent recommençaient le lendemain. Quelquefois ils se trompaient l'un l'autre par une paix si-

mulée, et à peine avaient-ils quitté l'Althing qu'on entendait déjà retentir le cri de guerre. S'ils venaient à succomber, les hostilités recommençaient sous une nouvelle bannière, avec un nouveau chef. Dans leur testament de mort, ils léguaient pour héritage à leurs fils une bataille inachevée, une vengeance incomplète, et leurs fils n'étaient que trop fidèles à remplir ce mandat. Tous les principaux habitans du pays périrent dans ces batailles. Toute la puissante famille des Sturles s'entredétruisit elle-même. Snorri Sturleson, le plus grand écrivain de l'Islande, fut massacré à Reykholt par l'ordre du roi Hakon, et victime de la haine de ses ennemis. Quand ses grands hommes furent morts, la république islandaise mourut elle-même. Elle perdit en un jour son nom de république et son indépendance dont elle était si fière. Depuis long-temps les rois de Norwége avaient essayé de la soumettre à leur pouvoir. Il leur semblait que cette terre, peuplée par la Norwége, devait leur appartenir; mais l'Islande avait maintenu avec orgueil sa liberté. Les longues guerres oligarchiques anéantirent toute sa résolution. Elle était faible et épuisée, et elle courba la tête sous le joug qui l'attendait. En 1262, les trois grands districts du nord, du sud et de l'ouest se soumirent à la Norwége, en 1264 le district de l'est suivit leur exemple.

Dès ce moment, l'histoire politique d'Islande a cessé d'être. L'Islande n'est plus qu'une province norwégienne qui accepte les ordonnances qu'on lui impose, qui, en 1387, se réunit au Danemarck, et qui attend chaque année du roi qui la gouverne son tarif de commerce et son réglement d'impôts. Mais il est une autre histoire de l'Islande à faire, c'est celle de tous les fléaux qui l'ont traversée sans relâche, de tous les volcans qui ont déchiré ses entrailles, de toutes les maladies qui ont décimé sa population. Celle-là est triste, et on la lit avec douleur dans ses montagnes inhabitées, au milieu de ses champs de lave. Voici ses éphémérides de quelques siècles. Où en trouverait-on de semblables?

1300. Éruption de volcan.
1306. Les glaces du Groenland entourent l'île, et tout périt par le froid.
1308. Tremblement de terre.
1311. Éruption de volcan.
1339. Tremblement de terre. — Éruption de volcan.
1341. Éruption de volcan.
1346. Éruption de volcan.
1350. Éruption de volcan.
1357. Éruption de volcan.
1360. Éruption de volcan.
1362. Éruption de volcan.

1390. Éruption de volcan.
1402. La peste noire qui enlève les deux tiers des habitans.
1419. Invasion des corsaires anglais qui pillent et ravagent le pays.
1425. Nouvelle invasion non moins cruelle que la première.
1490. Épidémie.
1582. Éruption de volcan.
1583. Éruption de volcan.
1616. Invasion des corsaires algériens.
1695. Glaces flottantes.
1707. Épidémie qui enlève le quart de la population.
1716. Éruption de volcan.
1717. Éruption de volcan.
1720. Éruption de volcan.
1753. Famine.
1755. Éruption de volcan.
1766. Éruption de volcan.
1783. Éruption de volcan. — Épidémie. — Famine.

Ajoutez à cela l'indifférence du gouvernement, qui entendit d'une oreille distraite les plaintes de l'Islande, et n'y répondit pas. Ajoutez le monopole du commerce, le monopole infame qui, pendant deux siècles, enleva à ce malheureux pays tout ce que les volcans, les pirates, les rigueurs du climat et les tremblemens de terre ne lui avaient pas enlevé. Ajoutez les querelles des gouverneurs avec les évêques, les divisions intestines, et vous aurez une idée de tout ce que cette terre d'Islande a eu à souffrir, et vous aimerez peut-être ce peuple ferme et patient qui a supporté tant de désastres et n'a point déserté son pays.

Depuis la fin du siècle dernier, les volcans dorment dans le flanc des montagnes, le monopole du commerce a été aboli, et le gouvernement danois a compris qu'il y allait de son intérêt de protéger et de soutenir l'Islande; mais rien ne permet d'espérer que le pays redevienne jamais aussi puissant qu'il l'a été. Il y a eu autrefois des familles riches en Islande, et maintenant il n'y en a plus. Il y a eu 100,000 habitans, et maintenant la population ne s'élève pas à plus de 50,000. L'île est pourtant plus grande que le Danemarck et le Holstein, et presque aussi grande que la Prusse. En Russie, on compte 80 habitans par mille carré, en Norwége 105, en Suède 219, en Islande 34.

X. Marmier.

POÈTES

ET

ROMANCIERS MODERNES

DE LA FRANCE.

XX.

M. ULRIC GUTTINGUER

ARTHUR,

ROMAN.[1]

La poésie, pour les esprits qui la savent goûter, a cela, entre autres choses, de séduisant, qu'à la fois c'est dans cette sphère qu'on a le très grand, et aussi que le simplement *distingué* n'y est jamais perdu ni confondu. Le commun seul y répugne et y est honni. Non pas qu'il n'essaie, Dieu merci! assez fâcheusement et abondamment de s'y introduire; mais on s'y laisse moins prendre qu'ailleurs; on l'y sent tout aussitôt sous les déguisemens et les emprunts qu'il tente; on le rejette avec dégoût, ou plutôt il va naturellement au fond; et tandis que, sous l'écorce de la prose,

(1) Chez Renduel, rue des Grands-Augustins.

bien des talens équivoques en qualité surnagent, tandis qu'ils atteignent à une contrefaçon assez difficile à démêler, et qu'avec le travail, l'instruction, l'imitation de ce qu'on lit, la répétition assez bien débitée de ce qu'on entend, avec tous ces mérites surchargés, on parvient souvent à une sorte de compilation de fond ou de style, décente, et qui fait fort honnête contenance; en poésie, la qualité fondamentale se dénote aussitôt, la substance des esprits s'y fait toucher dans le plus fin de l'étoffe; aussi *très peu* suffit pour qu'on ait rang, si non parmi les grands, du moins entre les délicats, et qu'on soit, comme tel, distingué de la muse, de cette *muse intérieure* qui console: ce qui, j'en conviens, n'empêche pas d'être parfaitement ignoré du *vulgaire*, comme disent les poètes, c'est-à-dire du public. Nous craignons que ce ne soit là un peu le cas de l'auteur du roman d'*Arthur*. M. Guttinguer, vraie nature délicate et poétique, a été jusqu'ici fort apprécié de ses amis, et quoique nous pensions depuis long-temps de lui ce que nous allons en écrire, nous ne l'aurions peut-être jamais exprimé publiquement sans l'occasion de ce roman d'*Arthur*, de peur d'un semblant de complaisance. Mais cet *Arthur*, qu'un hasard heureux, une saison plus recueillie, a laissé écrire avec plus de soin et de suite à un homme du monde redevenu chrétien; ce roman, bien fait pour plaire à beaucoup, nous permet de parler, selon notre cœur et notre goût, d'un poète aimable, d'un des naturels les plus charmans de ce temps-ci, et auquel il n'a manqué que le travail et l'haleine.

M. Ulric Guttinguer, par son âge et ses débuts, remonte aux premiers temps de notre réveil poétique. Très français et très normand malgré l'origine allemande de son nom, lecteur d'Oswald et de René, il était de ces ames que l'élégie et la romance de Millevoye attiraient plus que les joyaux de l'abbé Delille, et auxquelles la voix de Lamartine et de Victor Hugo est venue apprendre ce qu'elles pressentaient, ce qu'elles soupiraient vaguement. Il s'est trouvé tout aussitôt au courant de cette inspiration nouvelle qu'il n'aurait pas découverte, mais qu'il a saluée du cœur et reconnue pour sienne. Il a peut-être à se plaindre du sort, d'être venu ainsi un peu trop tôt et de n'avoir pas formé son talent sous une seule et même veine. Au reste, homme du monde, et très semblable à ce que les lecteurs pourront voir dans *Arthur*, le tra-

vail et l'idée de la gloire ne furent que des éclairs dans une vie donnée plutôt au sentiment et aux émotions. Poésie et amour se confondirent toujours à ses yeux, et c'est de lui, dans une épître à Victor Hugo, que sont ces vers que j'aime à citer comme la devise du poète élégiaque, et qui le peignent lui-même tout entier :

Il est aussi, Victor, une race bénie
Qui cherche dans le monde un mot mystérieux,
Un secret que du ciel arrache le génie,
Et qu'aux yeux d'une amante ont demandé mes yeux.

Tout ce qu'il a écrit avant ce roman d'*Arthur* pourrait se renfermer dans cette épigraphe de Lamartine :

Ce qu'on appelle nos beaux jours
N'est qu'un éclair serein dans une nuit d'orage,
Et rien, excepté nos amours,
N'y mérite un regret du sage.

Compatriote et de cette famille poétique de Vauquelin de La Fresnaye, de Racan et de Segrais, il aurait aimé du premier, s'il l'avait connu, le tendre sonnet de *Damète* et d'*Amaranthe*; la paresse élégante et le goût sans travail du second lui semblaient dévolus, et il eût bien été capable de dire en une idylle, si Segrais ne l'avait fait déjà :

O les discours charmans ! ô les divines choses,
Qu'un jour disait Amire en la saison des roses !
Doux Zéphirs, qui régniez alors dans ces beaux lieux,
N'en portâtes-vous rien aux oreilles des dieux?

Il a publié en divers temps plusieurs recueils de vers. Si quelques notes s'en retiennent, ce sont celles qui s'échappent des cordes du sentiment. Ainsi à propos de Jumièges et des souvenirs galans qui se rattachent à ces abbayes normandes :

. . . .
Oh ! non, c'est le nom d'une femme,
D'une femme et de ses amours;
Antique faiblesse de l'ame,
Que l'ame retrouve toujours.

Un volume de *Mélanges poétiques* de M. Guttinguer parut en 1824, avec une épître de M. de La Touche, qui servait d'épilogue. Le

spirituel et malicieux introducteur, dans cette pièce, une des meilleures qu'il ait écrites, disait :

Qui ? moi ! du crayon rouge, attribut d'un censeur,
De vos vers nonchalans affliger la douceur !
Sur des rimes sans faste et sans art enlacées,
Laisser tomber, pédant, la règle aux mains glacées?
Vos accens imparfaits savent-ils émouvoir,
Plaisent-ils? vous savez tout ce qu'il faut savoir.
Vos vers sont comme vous, à la gêne indociles,
Volant près des amours sur des routes faciles.
Laissez-les, croyez-moi, sans trouble et sans tourmens,
Grandir sous les lambris de vos châteaux normands.
. . . .
Comme un pommier ses fruits, laissez tomber vos vers.
Ils ont, demi-formés des mains de la tendresse,
La grace et les défauts, enfans de la paresse.
Allez flatter Agnès de couplets caressans,
Les échos neustriens rappellent vos accens;
Et le soir, suppliant au seuil de la coquette,
Sommeillez sous le myrte, et rêvez-vous poète.
Nos journaux vous font peur? Eh ! qui va s'informer
Qu'un amateur de plus s'abandonne à rimer?
. . . .
Publiez-les vos vers, et qu'on n'en parle plus!

Je ne sais si on parla beaucoup de ces vers, mais le poète, mais son ame encore plus que ses écrits, était connue et goûtée des maîtres. Nodier, Hugo, de Vigny, l'appréciaient comme un de ces confrères choisis qui nous sont à eux seuls un public aimé, comme un de ces trouvères heureux qui sentent toujours, qui expriment quelquefois. Il me fit surtout l'effet, quand je le connus, de l'homme sensible (*the man of feeling*), égaré dans les voies romanesques, pratiquant l'élégie et en ayant tous les accens :

Du besoin du passé notre ame est poursuivie,
Et sur les pas du temps l'homme aime à revenir.
Il manque au jour présent de la plus belle vie
    L'espérance et le souvenir.

C'était dans la poésie comme un talent de femme, le talent ne survivant jamais à l'émotion, le début toujours vrai et parfois puissant, des traits faciles, et bientôt la fatigue et le vers libre pour se soulager, et pas de conclusion. Plus d'une de ses élégies peut se rapprocher de celles de Mme Desbordes-Valmore. Ceci

est surtout vrai d'un mince recueil imprimé (1), mais inédit, distribué et non vendu, sans titre, in-8°, sur grand papier, vrai idéal d'impression comme en doit souhaiter pour ses *Arcana cordis* tout poète amoureux, délicat et dédaigneux. Le nôtre y avait réuni un certain nombre d'élégies qui composaient l'histoire d'une passion, alors encore brûlante : il y en a de belles, et d'admirables surtout au début, — comme un cri :

Ils ont dit : « L'amour passe, et sa flamme est rapide;
« Le plaisir le plus doux, toujours suivi du vide,
« Laisse au cœur un vague tourment! »
Et nous, qui dans l'amour consumons nos journées,
Nous, qui de nos regards vivrions des années,
Nous disons : Ce n'est qu'un moment!

Et lorsque du départ vient l'heure inexorable,
Plus épris, plus brûlans de l'ivresse adorable
Où l'amour long-temps nous plongea;
Indignés et surpris du temps qui nous réclame,
Sortant comme d'un rêve avec la mort dans l'ame,
Tous les deux nous disons : Déjà !..

As-tu des mots, dis-moi, pour ce bonheur immense?
Moi je n'en trouve pas ! Un son confus s'élance,
Stérile, hélas ! et sans vigueur.
Alors, désespéré, je garde le silence,
Mais l'hymne est au fond de mon cœur !

Là se disent des chants inconnus à la terre,
Des chants trop forts pour l'homme, et que l'homme doit taire,
Des chants que le ciel envtrait!
Celui qui, les sachant, trahirait leur mystère,
Sans doute, en les disant, mourrait!

Tout ce que la parole invente de tendresse,
Ce que disent les yeux et leur vive caresse,
La voix, le sourire et les pleurs,
De ce divin langage et des mots qu'il t'adresse
N'égaleraient pas les douceurs.

Que de regrets, ô ciel! si tu ne peux comprendre,
Hélas! que par des mots ce langage si tendre
Et cet hymne consolateur!
Mais non; car sur ton sein j'ai cru souvent entendre
Les mêmes accens dans ton cœur.

(1) Chez Fournier, 1829.

Et cet autre début d'explosion passionnée :

Oh! pourquoi dans tes yeux cette douleur rêveuse,
Ce trouble en tes discours?
Tu m'aimes, je t'adore, et tu n'es pas heureuse!
Qu'ai-je fait de tes jours?
Nous passons dans le monde étrangers à sa joie,
L'un vers l'autre attirés;
De crainte, d'espérance incessamment la proie,
Unis..., et séparés.

La pièce intitulée *les Étoiles*, qui n'a d'ailleurs rien de commun que l'objet éthéré avec la méditation de Lamartine, est un chef-d'œuvre d'élégie idéale, sauf une faute de grammaire au milieu qu'il serait bien aisé de corriger : notre tendre poète sait mieux en effet la guitare que la grammaire, et il s'est mépris à la règle des *quelque*.

Aisément lié par sa promptitude de cœur, sa dévotion pour la poésie et sa jeunesse d'imagination, avec les générations survenantes, M. Guttinguer a mérité, vers 1830, de son ami Alfred de Musset, ce poétique hommage qui commence magnifiquement ainsi :

Ulric, nul œil des mers n'a mesuré l'abîme,
Ni les hérons plongeurs, ni les vieux matelots :
Le soleil vient briser ses rayons sur leur cime,
Comme un guerrier vaincu brise ses javelots!

Ainsi nul œil, Ulric, n'a mesuré les ondes
De tes fortes douleurs, etc.

Moi-même entré dans ses confidences d'alors, ému de ses souvenirs plus que des miens, j'ai rêvé avec lui, près de lui, sous ces ombrages qu'Arthur sait si bien décrire, un grand roman poétique et qui était déjà commencé, quand Juillet est venu pour toujours l'interrompre : c'était un de ces romans de loisir et que la restauration seule pouvait encadrer. Je demande d'en citer un passage (prose et vers), qui me semble fidèlement reproduire l'impression élégiaque sous laquelle j'avais conçu le héros. Ce héros, qui n'était autre qu'Arthur, qu'Ulric lui-même, s'exprimait ainsi dans le prélude du récit de cette passion dernière qui l'allait envahir, mais qui se dérobait encore comme sous un léger rideau de saules, au bord de son beau fleuve normand :

« L'avouerai-je pourtant? je n'étais pas malheureux alors; je « commençais à me fatiguer du tourbillon où mon inconstance « m'avait entraîné, et à croire qu'il était temps de songer à une « demi-retraite.... Je me plaisais à mes maux, à mes pleurs, au « faible murmure de mon repentir. Mon léger dégoût des choses « était presque un plaisir de vanité pour moi, parce qu'il semblait « m'avertir que j'avais tout goûté. Sage comme je m'imaginais l'être, « je n'avais plus d'autre vœu qu'une société choisie et moins éparse, « ma famille, la campagne sans l'isolement, quelques livres, sur- « tout la poésie, celle qui répondait à mes besoins, à mes senti- « mens, et çà et là encore, non loin de moi, quelque liaison déli- « cate et tendre, pour achever d'aimer. Voilà ce que me faisait « inventer de chimérique comme réforme et premier retour au « bien, une morale riante et mondaine, rigide en honneur, en « amitié, mais sur le reste accommodante et fragile. Je trouve dans « les poésies que je laissais échapper alors, une pièce qui me paraît « exprimer à merveille cette situation de mon ame, et que, pour « cela, je veux placer ici :

STANCES.

« Par ce soleil d'automne, au bord de ce beau fleuve,
Dont l'eau baigne les bois que ma main a plantés,
Après les jours d'ivresse, après les jours d'épreuve,
Viens, mon Ame, apaisons nos destins agités;

Viens, avant que le temps dont la fuite nous presse
Ait dévoré le fruit des dernières saisons,
Avant qu'à nos regards la brume qu'il abaisse
Ait voilé la blancheur des vastes horizons,

Viens, respire, ô mon Ame, et, contemplant ces îles
Où le fleuve assoupi ne fait plus que gémir,
Cherche en ton cours errant des souvenirs tranquilles
Autour desquels aussi ton flot puisse dormir.

Dépose le limon qu'a soulevé l'orage;
L'abîme est loin encore, il nous faut l'oublier;
Il nous faut les douceurs d'une secrète plage;
J'attache ma nacelle au tronc d'un peuplier.

Hélas! dans ces jardins, dont j'aime le mystère,
Que de jours écoulés, sereins ou nuageux!
A midi sur ce banc s'asseoit encor mon père;
Mes filles ont foulé ces gazons dans leurs jeux.

Sous ces acacias, les pieds dans la rosée,
J'ai quelquefois, dès l'aube, égaré la beauté;
L'oiseau chantait à peine, et la fleur reposée
Assemblait un parfum chargé de volupté.

Après bien des détours dans l'ombre et sur la mousse,
L'aurore avec le jour amenait les adieux;
En me disant *demain*, que sa voix était douce!
Que loin, en la quittant, je la suivais des yeux!

Puis je m'en revenais, solitaire et superbe,
Recevant le soleil et l'air par tous mes sens,
Cueillant le frais bouton, ramassant le brin d'herbe,
Et le cœur inondé d'harmonieux accens.

Voici toujours les lieux, les places trop connues,
Et l'ombre comme hier flottant dans ce chemin.
Vous toutes, seulement, qu'êtes-vous devenues?
Et quelle autre, à mon bras, doit y marcher demain?

Je n'ai point passé l'âge où l'on plaît, où l'on aime;
Mes cheveux sont touffus et décorent mon front;
Les regards de mes yeux ont un charme suprême,
Et, bien long-temps encor, les ames s'y prendront.

Mais que pour cette fois ce soit une belle ame,
Tendre et douce à l'amour, et légère à guider,
Qui de jeunes baisers rafraîchisse ma flamme,
Me couvre de son aile et me sache garder;

Qui des rayons de feu que lance ma paupière,
Réfléchisse en ses pleurs la tremblante clarté,
Et, sans orage au ciel, sans trop vive lumière,
Se lève sur le soir de mon rapide été!

Que l'oubli du passé me vienne à côté d'elle;
Que, rentré dans la paix, je craigne d'en sortir;...
Que cet amour surtout, bien que noble et fidèle,
Au cœur pieux des miens n'aille pas retentir! »

Pour achever ces indiscrétions sur l'auteur d'*Arthur*, je dirai que si celui de *Volupté* l'avait connu, il semblerait avoir songé à lui expressément dans le portrait de *l'ami de Normandie*.

C'est qu'en effet les idées religieuses, qui sont *l'amour* encore, *l'amour* rectifié et éternisé, vinrent à cette ame voluptueuse et sensible. Ce négligent et tendre poète d'élégies, jeté dans la retraite des champs, lut l'Évangile, les Pères du désert, le théosophe Saint-Martin, et de cette semence bien distribuée de lec-

tures, sortit chez lui une dernière et meilleure moisson. C'est là tout *Arthur*, auquel il est temps d'arriver.

Le roman, tout roman (il faut bien le dire) est plus ou moins contraire au sévère christianisme, parce que tout roman renferme en soi et caresse plus ou moins un idéal de félicité sur terre, ou un idéal de douleurs. Depuis le bon évêque de Belley, Camus, qui a fait tant et de si pauvres romans chrétiens, jusqu'à ceux qu'on renouvelle de nos jours, je sais que les auteurs ont cherché à éluder, à se déguiser l'inconvénient; mais il est dans le fond et la nature des choses, et on peut au plus le dissimuler et le diminuer en s'avertissant. Et c'est ce qui suffit après tout, un roman ne devant jamais être un livre d'oraison, une règle de conduite, mais une inspiration passagère qui mérite indulgence et faveur si elle est relativement bonne à quelques-uns et les pousse même vaguement au bien. L'auteur d'*Arthur*, au chapitre *des femmes et de l'amour*, se pose l'objection, la discute à merveille, et, toutefois, s'en tire peut-être incomplètement dans l'application. Mais peu importe; il suffit que le mal ne puisse sortir de sa confession, et qu'il y ait presque à toute page d'admirables instincts et élancemens de pur amour. *Arthur* se compose d'une première partie toute en mémoires, en lettres et en récit, et d'une seconde partie presque toute en citations, en extraits de lectures, et qui n'est pas la moins intéressante ni la moins originale, tant le malade attendri a su animer, commenter naïvement, mouiller de ses pleurs, reproduire et continuer dans ses accens les pages choisies dont il s'environne. Quelques lettres finales éclairent et apaisent le lecteur sur la situation où on laisse Arthur converti.

Arthur est écrit comme on n'écrit plus depuis l'abbé Prévost, et osons le dire, depuis Laclos. L'auteur, qui ne se montre pas seulement ici un homme sentimental, comme il l'était dans ses élégies, mais qui sait le monde, qui a le ton de la raillerie, l'aperçu exquis des ridicules, des travers, des médisances, et tout ce bon goût rapide et chatouilleux que donne, hélas! une corruption élégante, l'auteur, qui est *auteur* aussi peu que possible, écrit en prose comme on ferait dans des lettres charmantes à un ami. C'est court, net, vif, *cursif*, mêlé d'allusions promptes et frappantes, d'élans tendres et modérés. On sent une nature très délicate et très vite dégoûtée, qui a pris la fleur de mille choses et n'a pas appuyé. Il

y a toutes sortes de graces dignes du dix-septième siècle, de Bussy-Rabutin, moins bel-esprit et plus poète, et racontant à ses fils ses erreurs, son retour, avec repentance, avec goût; il y a beaucoup du vicomte de Valmont, qui serait sincèrement devenu chrétien.

Les lettres de Mme d'Émery sont de dignes sœurs de celles de la marquise de Merteuil, mais cela si naturellement arrêté à temps, si bien coupé de conclusions et de remarques morales, utiles, pénétrantes! L'ironie est tout juste assez pour montrer combien ce converti, ce cœur dévot et tendre, sait le monde, combien il était remuable à ses moindres souffles; et s'il y a vengeance ou coquetterie à lui à faire connaître qu'il le sait si bien et que, s'il pardonne les malices, ce n'est pas qu'il les ignore, cette coquetterie, cette vengeance est bien fine et bien vite passée, et fait à la lecture un délicieux contraste avec l'onction qui d'ailleurs déborde.

Arthur nous raconte son enfance, la maison paternelle, celle de son oncle curé, mais sans puérilité, sans s'appesantir. La Terreur est touchée en quelques grands traits : Bonaparte et le Consulat éblouissent en passant; on voit sous quels rayons, sous quels romanesques prestiges ces souvenirs historiques se sont reflétés et nuancés dans une adolescence si vive où toutes les parties non sévères se hâtaient d'éclore. Dans un roman dont je n'ai pas parlé, et que M. Guttinguer avait publié vers 1828, *Amour et Opinion*, les mœurs de l'époque impériale, celles de 1815, étaient déjà bien exprimées : élégie de fin d'empire, écrite par un ex-garde d'honneur, où les personnages sont de beaux colonels et des généraux de vingt-neuf ans, de jeunes et belles comtesses de vingt-cinq; où la scène se passe dans des châteaux, et le long des parcs bordés d'arbres de Judée et de Sainte-Lucie : en tout très peu de Waterloo. — Mais *Arthur* est le vrai, le seul roman de M. Guttinguer, et dispense de lire l'autre.

Arthur marié, puis veuf et libre avec une grande fortune, devient la proie d'une passion qu'il ne fait qu'indiquer en éclairs énergiques, sinistres, d'une de ces passions tardives dont Properce disait :

Sæpe venit magno fœnore tardus Amor,

et qui le laisse dans un état de consternation et de ruine morale, sujet de ce livre : nous assistons aux diverses phases de la réparation, de la guérison.

La moquerie méchante de ces femmes du monde chez la baronne de Trün, lorsque Arthur essaie d'aller s'y distraire, est peinte comme nul de nos jours ne le ferait. M. de Balzac, qui a sur ces points tant de qualités et de parties d'observation heureuse, devra admirer cette sobriété, cette précision de trait qui est le goût exquis du genre. De ce château de la baronne de Trün, Arthur se réfugie au rivage de Normandie, à quelque auberge de la côte, non loin de cette forêt solitaire qu'il se mettra bientôt à embellir et à créer comme demeure. Ici commencent des tableaux naturels merveilleusement saisis. Je recommande la lettre V, d'Arthur à Louise de..., comme un de ces paysages, une de ces marines normandes franches, légères, transparentes, tout-à-fait enlevées.

La circonstance mystérieuse et pourtant naturelle qui fait qu'Arthur retrouve Julie et son enfant, introduit le léger intérêt romanesque qui, avec la conversion, compose la seule action de ce livre où pourtant l'attrait ne cesse pas.

L'histoire de Julie, de la femme de chambre, en rappelant à ceux qui l'ont lu le joli et pathétique roman d'*Adèle*, de Nodier, s'en distingue par cette réalité, cette clairvoyance constante d'observation et de récit, que la passion traverse mais ne rompt pas. Comme l'intérieur de la mère de Julie, de ces *petites maisons* élégantes et fragiles, est touché avec relief, avec émotion, et par quelqu'un qui les a trop vues !

Il faudrait transcrire (car sans cela je n'ose assez le louer) le récit d'Arthur, lettre XI, ce départ en automne par un temps triste, sur une route boueuse, ces misères du cantonnier qui casse son caillou du matin au soir, ces juremens et ces coups de fouet du roulier, ce réveil hideux d'une diligence qu'on rencontre, toute cette saleté, ce dégoût, cette nausée du mal dont est saisi l'oisif et le voluptueux, lui-même dévoré dans son cœur. Ces pages-là, si vraies de couleur et de sentiment, sont surtout belles par la philosophie élevée où elles aboutissent : cela commence par l'aquarelle et finit par le rayon d'Emmaüs.

Oh! oui, Arthur a raison : tout est souffrant, tout est mauvais, tout est corrompu, les uns plus tôt, les autres plus tard, chacun à sa manière; la vue même du mal rend mauvais, la simple connaissance de la corruption corrompt, quand on n'a pas l'aromate immortel.

Pourtant, en général, dans *Arthur*, le cœur est de beaucoup plus fort que la raison, que la pensée; celle-ci, en maint endroit, est exclusive, dédaigneuse, aristocratique, légère, prenant trop ses répugnances ou ses affections pour la règle du possible, pour la mesure du vrai. Il y a évidemment réaction chez l'auteur; il ne sait pas tenir en présence, en échec, une idée avec une autre idée qu'il s'agit, non d'anéantir, mais de modifier, de réconcilier. Il penche tout d'un côté. C'est donc le cœur qu'il faut demander chez *Arthur* et que nous y louerons sans réserve comme plein d'aspirations adorables.

Ainsi, dans la seconde partie, lorsque Arthur, après un court éloignement, après cette rencontre si mémorable et si simple du vieillard sous les oliviers près d'Avignon, revient à sa terre, l'embellit, s'ouvre de toutes parts à travers sa forêt, comme à travers ses souvenirs, des perspectives vers le ciel, et remercie à genoux l'auteur de ces biens; lorsqu'il nous donne le journal de ses promenades, l'extrait de ses lectures, comme un bouquet champêtre assorti pour la parure de l'autel le jour de la fête de la patronne; lorsqu'il nous raconte *un des derniers jours d'octobre*, ou sa belle cathédrale de Rouen, ou le salut de la Sainte-Catherine, ou le gazon frais des calvaires, l'effusion abonde, la charité coule par ses lèvres, se répand sur tous, et l'éternel christianisme des ames tendres rajeunit et multiplie ses plus chers accens. Je donne au long un seul de ces chapitres affectueux :

UN DES DERNIERS JOURS D'OCTOBRE.

— Me voici depuis quelques jours occupé du défrichement d'une portion de terre hérissée de ronces et de buissons, sur laquelle je rêve déjà des pommiers et des cerisiers en fleurs, une herbe fraîche et ces *tranquilles* marguerites, comme les appelle *Obermann* dans une de ses bonnes inspirations.

La beauté des derniers jours de l'automne favorise ce travail difficile, et diminue de quelque chose la fatigue des terrassiers, que, du reste, je n'entends jamais murmurer, ni se plaindre.

La plupart se lèvent avant le jour, pour arriver à l'heure où commence le travail. Une distance assez longue les sépare de mon habitation; des chemins toujours difficiles et souvent impraticables, qu'il faut reprendre le soir après de rudes fatigues. Plu-

sieurs ont des femmes ou des enfans malades, qui consument ce peu d'argent qu'ils gagnent avec tant de peine!

Mais tous sourient à ce beau temps inespéré des jours avancés de l'automne; leurs conversations, plus animées que de coutume, renferment, entre autres, une phrase que j'entends depuis quelques jours avec un attendrissement inexprimable; elle est répétée, commentée sur tous les tons, de toutes les manières, avec des inflexions de voix qui me vont à l'ame :

« Quel beau temps pour *nos blés!*— Précieux temps! — Monsieur, « voilà un bien beau temps pour nos blés! »

Pauvres gens! ils m'émeuvent et m'instruisent profondément.

En les regardant, en les écoutant, je suis arrivé à goûter une indicible joie, rien qu'à voir rayonner ce beau et doux soleil sur un arbre que j'ai planté, et à trouver le strict nécessaire proprement servi sur ma table; rien qu'à jouir du silence, de la retraite, de la lecture, ou d'une innocente occupation; et je m'écrie vingt fois le jour, comme les Pères des déserts : « Seigneur, c'est assez! je mourrai de douceur si vous ne modérez ma joie. » Mais eux disaient cela après avoir bu de l'eau du désert et mangé des racines; il est vrai que c'était aussi après avoir prié. — Nourriture céleste et abondante qui donne à tout une exquise saveur! — Comme cet ordre de pensées et ce genre de vie calment et réparent l'ame! Que le silence de ces bois dépouillés, mais tranquilles sous le soleil d'automne, est pénétrant et instructif? Que de tableaux attachans, fertiles pour l'ame en sainte espérance, et en confiance infinie aux bontés de Dieu!

Les jours les plus rians de la belle saison, tout splendides qu'ils sont de fleurs ou de fruits, n'ont pas ce charme des jours de labeur protégés par des temps clémens et favorables. Le travail de l'homme, s'unissant aux soins de la Providence, a quelque chose de saint, d'attendrissant, qui ne saurait se rendre.

Dans les beaux jours, tout est bien; mais on oublie souvent comment cela est venu; le mot de *nature* semble exprimer tout; mais, aux jours mêlés de l'automne, on voit avec reconnaissance et un intérêt qui améliore le cœur, ce qu'il en coûte à l'homme pour rendre la terre riante et féconde. Rien n'élève et n'ennoblit davantage. C'est là aussi une union sainte avec Dieu.

Dieu et l'homme travaillant ensemble, cela est sublime. — Le mal paraît endormi ou vaincu.

Ces jours sont assez rares; ils pénètrent de leur harmonie et de leur douceur; tous, jusqu'aux animaux, sont paisibles et soumis, et je n'entends ni imprécations ni juremens.

J'arrête souvent mon cheval au milieu des chemins ruraux que je traverse de préférence, et je demeure attendri jusqu'au fond du cœur des tableaux qui s'offrent à moi : Voici les charrues actives qui passent sous les pommiers jaunis; le sac de bon grain est debout au milieu du champ, que parcourt en tous sens la herse traînée par de bons jeunes et vieux chevaux, qu'on a soin d'atteler ensemble, image de la vigueur et de l'expérience unies. La terre destinée à la semence a un aspect d'ordre qui est une véritable beauté.

Demain, ces blés seront faits, *bien faits*, comme on dit. Le laboureur prendra quelque repos. Jusque-là, il ne se donnera point de trêve : ce sera l'occupation et l'entretien de tous ses momens.

Peu de jours sont passés, et déjà ces blés, comme les gazons d'un parc anglais, s'étendent au loin avec des nuances et des ombres variées jusqu'aux bords des chemins et le long des haies des fermes. Il y en a des plaines immenses qui sont la part des riches, et de petits coins qui sont le trésor du pauvre, et qu'il entoure et veille avec un soin plein d'affection. Tout auprès on sent le parfum des pommes qu'on récolte dans les enclos, et qui tombent sur l'herbe verte encore, parmi les larges feuilles sèches qu s'échappent des arbres secoués, comme des pluies d'or.

O semences du Seigneur! levez et mûrissez; et quand vos grains recueillis seront devenus le pain des familles, ce pain que nous autres, insensés des villes, mangeons avec tant d'indifférence et d'oubli, le pauvre, toujours chrétien, lui, n'entamera pas sa nourriture unique, la vie de ses enfans, sans faire, avec la pointe de son couteau, cette croix dont il salue le jour et la nuit, et tous les actes de son existence laborieuse; il remerciera Dieu du bienfait accordé à ses peines; il lui demandera de bénir encore les travaux auxquels il s'apprête, et pour lesquels il se fortifie.

Alimens de l'homme, vous êtes d'abord la parure et la beauté de sa demeure!

Vous renfermez de grands mystères! Ils devraient souvent y

songer, ceux qui vivent dans la fange des villes, dans leur corruption, dans leurs révoltes : à voir ce qu'il faut d'ordre, de résignation, de peines, pour féconder la terre et faire vivre ceux qui l'habitent, ils deviendraient plus calmes peut-être, et meilleurs.

C'est avec ces pensées que j'arrive jusque dans ma retraite, et qu'environné des livres saints dont je me suis fait comme une barrière, je m'écrie : « Jours de bénédiction, beau temps, air doux et pur qu'on n'espérait plus; herbe verte et si belle sous ces rayons qui ne la brûlent plus et qu'elle reçoit avec amour; solitude, silence, éloignement du bruit et des passions des hommes; délices de l'homme contemplatif et apaisé; qu'ai-je fait pour vous goûter avec cette plénitude et ces transports?... »

Et je suis tenté de tomber à genoux à toutes les places; et mon cœur n'est qu'une prière continuelle. Un chant de reconnaissance arrive de mon cœur à mes lèvres. C'est comme une tendresse infinie qui m'inonde de je ne sais quels sentimens pleins d'émotion qui se forment de tout ce qu'il y a de beau, de bon, de noble dans la créature déchue, mais pardonnée, exilée du ciel, mais remise dans la voie qui le fait retrouver. Je ne sais rendre ce que j'éprouve que par ce cri sublime de saint François de Sales :

« Mon cœur, mon cœur! Dieu est ici!!! » —

Arthur, qui n'est pas un ouvrage composé, ni qui sente le talent de profession, *Arthur*, qui n'est guère peut-être qu'une suite de débris, de soupirs, de souvenirs et d'espérances, mais où le souffle est le même d'un bout à l'autre, et où l'esprit, vrai parfum, unit tout, sera, nous le croyons, une lecture propice et saine, et reposante, à bien des ames fatiguées, à bien des palais échauffés, un correctif, au moins d'un moment, à tant de talens plus brillans que sincères, à tant d'enthousiasmes dont la flamme est moins au cœur qu'au front; *Arthur*, si l'amitié et trop de conformité intime ne nous abuse, *Arthur* vivra et conservera le nom de son auteur, qui n'a plus à se repentir littérairement de ses écarts, de sa venue hâtive, de ses plaisirs distrayans et de ses faiblesses paresseuses, puisque de tant d'imperfections éparses, il lui a été donné un jour (ô nature douée avec grace!) d'assembler un volume délicieux, que d'autres, plus studieux, plus forts, n'auraient jamais écrit.

SAINTE-BEUVE.

HOMMES D'ÉTAT

DE L'ANGLETERRE.

III.

LORD GREY.

On s'expose presque à paraître ridicule lorsqu'on veut expliquer à un lecteur étranger l'autorité vénérable dont jouissent en Angleterre le petit nombre de familles qui représentent, de nos jours, la pure aristocratie normande des vieux temps. Cette autorité n'a rien de commun avec celle qu'obtiennent le rang et la mode, et qui caractérise si particulièrement notre société; car la haute naissance n'est qu'un des moindres titres à l'admiration ignorante qu'inspirent les personnes fashionables. L'autorité dont nous parlons ne ressemble pas à celle que possèdent les riches, car la richesse du pays se trouve actuellement partagée entre toutes sortes de mains. Elle n'est pas due non plus à ce respect craintif qu'on accorde aux personnages investis de priviléges politiques, car la pairie anglaise comprend des membres de toute origine et de toute classe, et ses priviléges politiques sont assurément aujourd'hui le moins populaire de ses attributs. Ce qui constitue cette autorité qu'il nous est si difficile de définir, c'est je ne sais quel sentiment romantique associé à mille souvenirs historiques et aux plus chères impressions de notre éducation nationale.

Lorsque le conquérant eut divisé les fiefs militaires de l'Angleterre, au nombre de soixante mille, entre ses propres chevaliers et ceux des propriétaires antérieurs qui avaient fait à temps leur soumission, tous les guerriers normands ou français ainsi dotés furent pareillement égaux et indépendans. Ils formèrent une nombreuse oligarchie. La seule différence qui les distinguât, fut le plus ou le moins d'étendue de leurs propriétés personnelles. Cette rude constitution était bien en harmonie avec l'état de la société d'alors. Chaque tenant *in capite* du roi était tenu de l'assister comme législateur et comme juge dans le grand conseil du royaume. Mais, sous les Plantagenets, une distinction, dont nous n'indiquerons pas les causes, fut graduellement introduite entre les grands et les petits barons. Les premiers furent nominalement convoqués à ce conseil; les seconds conservèrent indubitablement le droit d'y siéger, mais ce droit tomba peu à peu en désuétude. Ce fut un changement plus grand encore lorsque, sous Edouard Ier, les villes et les comtés commencèrent à envoyer pour députés des hommes indifféremment choisis dans la noblesse inférieure ou même dans les communes. Finalement il fut établi en principe légal que le fils d'un individu une fois convoqué nominalement au conseil héritait du droit d'y assister après la mort de son père, qu'il continuât ou non de posséder la propriété qui avait conféré le privilége originaire. C'est ainsi que le parlement sortit tout formé du conseil. Un petit nombre de familles de la classe noble reçut de la main du roi la dignité d'une noblesse spéciale et plus haute. Tout le surplus fut rejeté dans la classe inférieure. Les dernières distinctions nobiliaires qu'avait pu garder cette masse dédaignée ne tardèrent pas à s'effacer avec le temps. De là vient qu'en Angleterre, remonteriez-vous même au berceau de la monarchie, vous ne trouveriez point de classes nobles et roturières proprement dites. La seule noblesse légale que nous ayons eue, a été la pairie héréditaire, à laquelle le roi pouvait élever qui bon lui semblait, sans qu'il eût le droit de rétracter ensuite aucun de ses choix. La pairie constituée de cette sorte a été maintenue et accrue par d'innombrables créations. Une grande fortune, les services civils et militaires, le caprice ou la faveur du prince, l'intérêt ministériel, ont été tour à tour les titres qui ont déterminé les nominations. On comprendra maintenant que la pairie, telle qu'elle existe aujourd'hui, ne doit

nullement être confondue avec la vieille aristocratie normande. Sans doute quelques-uns des membres de cette aristocratie figurent à la chambre haute parmi nos plus anciens pairs, quelques autres n'y sont entrés que récemment, après s'être bornés longtemps à jouir, ainsi que leurs aïeux, des honneurs de la noblesse provinciale. Mais il reste encore un grand nombre de familles établies dans les manoirs de leurs ancêtres, et directement issues des guerriers de la conquête; aucune mésalliance n'a altéré la pureté de leur sang, et pourtant elles sont demeurées en dehors de la pairie.

Il serait difficile de peindre fidèlement le caractère physique et moral de cette ancienne race : les jouissances du luxe, la longue tranquillité, ont certainement effacé la rude physionomie qui distinguait ses pères. De toutes les brillantes qualités des anciens Normands, de leur versatilité impétueuse, de leur ambition, de leur rapacité, de leur finesse, que reste-t-il à ceux qui les représentent, si ce n'est le courage et la fierté? Des alliances constantes avec les meilleures races du pays ont conservé le type originel du véritable aristocrate anglais. Il est communément de haute taille; son visage a de l'élégance et de la beauté. Peut-être manque-t-il un peu de souplesse et d'aisance dans toute sa personne. D'ailleurs, il a de la bravoure, de la fermeté, de l'honneur. Bien que ses manières soient froides et réservées, sa courtoisie est remarquable. Cette raideur qu'on attribue en général aux Anglais est tempérée chez lui par la politesse des manières. Il brille rarement dans la conversation, rarement il excellera par la vigueur et l'élévation de l'intelligence. On ne cite point de membre de ces anciennes familles d'Angleterre qui se soit fait, grace à ses efforts individuels et à son propre mérite, un nom éminent dans l'histoire de son pays. Du reste, ce qui caractérise principalement cette vieille race, c'est une certaine droiture d'esprit et un extrême bon sens. Les citoyens se sont instinctivement habitués à lui demander des chefs pour la plupart des affaires locales et publiques. Il n'arrive guère que cette confiance soit trompée. Ces guides, choisis sur la seule recommandation de leur rang, se montreront également capables de présider avec convenance une vaste assemblée, ou de conduire habilement une négociation sérieuse commise à leurs soins. Il est vrai que toute cette noblesse,

depuis bien des générations, a toujours reçu l'éducation qui pouvait le mieux la mettre à même de remplir les premiers emplois de l'état, soit qu'elle dût être poussée dans la carrière politique par l'ambition, ou seulement par le hasard. De là, cette habitude d'étudier les questions publiques qui les rend familières aux membres de l'aristocratie, et leur permet de s'y mêler sans compromettre leur position. Leurs opinions politiques sont héréditaires comme leurs armoiries. Dire le parti auquel appartient une famille, c'est désigner en même temps la couleur politique de tous ceux qui la composent. D'ailleurs, c'est une question fréquemment débattue en Angleterre, que celle de savoir laquelle des deux grandes factions whig ou tory comprend le plus grand nombre d'adhérens parmi les anciennes et illustres maisons de la pairie.

Lord Grey, dont nous avons entrepris de donner le portrait, est en beaucoup de points l'un des types de cette classe à laquelle il appartient et par sa naissance et par son caractère. Introduit de bonne heure, par ses relations de famille, dans la vie publique, le hasard et les circonstances l'ont élevé à des postes auxquels ses talens personnels ne l'eussent jamais fait parvenir. Sa destinée a voulu que son nom se rattachât à toutes les importantes révolutions des dernières années, et qu'il pût occuper, non sans dignité, la place de premier ministre au milieu des crises les plus sérieuses qu'ait subies de nos jours la fortune de l'Angleterre. Sa haute réputation d'honneur et d'intégrité, je ne sais quel air de vertu superbe et austère, ses façons imposantes d'orateur, une inaltérable fidélité à son parti à travers toutes les vicissitudes, lui ont tenu lieu de génie, et ont rangé à diverses reprises sous son autorité des hommes qu'il était loin d'égaler en talent

La famille de lord Grey est d'origine normande. Il y a plusieurs siècles qu'elle s'est établie dans le comté de Northumberland. Une branche aînée de cette maison a possédé le comté de Tancarville en Normandie; le titre en est descendu par les femmes à la famille anglaise des Bennett. Les Grey du Northumberland ne doivent point être confondus avec cette autre noble maison de Grey, qui s'est alliée fréquemment à nos rois, et a fourni tant de sujets aux annales poétiques du pays. On sait que la malheureuse épouse d'Édouard IV, et la plus malheureuse encore et plus célèbre Jane Grey, cette fleur du protestantisme, qui périt victime du zèle in-

considéré de ses propres partisans, étaient l'une et l'autre de cette dernière maison, actuellement représentée par le comte de Stamford. Les généalogistes supposent plutôt qu'ils n'établissent une connexité entre les Grey dont nous venons de parler et ceux du Northumberland.

Le père de lord Grey était cadet de sa maison. Promu au grade de général avant les dernières guerres, il hérita des propriétés de la famille et du manoir d'Howick par suite de la mort de son frère aîné; mais il ne fut élevé à la pairie qu'en 1806. Charles Grey, son fils, fut envoyé, en 1786, au parlement, comme représentant du comté de Northumberland, à l'âge de vingt-deux ans. A cette époque, un homme qui n'avait que trois ou quatre années de plus, William Pitt, avait été, par un singulier concours de circonstances, élevé au plus haut poste du gouvernement. Seul, sans autre appui que le roi et une courageuse opiniâtreté, ce jeune ministre luttait victorieusement contre la majorité de la chambre des communes, que rendaient pourtant si redoutable les talens de Fox et de ses amis politiques. L'adhésion immédiate de Charles Grey aux principes whigs fut attribuée à l'influence de la fameuse duchesse de Devonshire, qui employait infatigablement tout ce qu'elle avait d'esprit et de beauté à conquérir à son parti de jeunes champions politiques.

Durant les années qui précèdent la révolution française, nous trouvons Charles Grey, dans les débats parlementaires, fréquemment opposé aux mesures de Pitt et en conflit avec lui. Il avait quelque chose de la résolution et de l'opiniâtre fermeté du ministre. La discussion prenait souvent entre eux un caractère d'animosité personnelle. Mais Charles Grey n'était pas de force contre Pitt, dont la vigueur suffisait pour déjouer tous les efforts de la plus brillante opposition qui ait été vue en Angleterre.

A cette époque, le prince de Galles, depuis George IV, entretenait des relations intimes avec les chefs de l'opposition, et surtout avec Fox et Sheridan. Ce prince était fort jeune alors. Son âge et l'ardeur de son tempérament excusaient et couvraient d'un vernis d'élégance de nombreuses faiblesses, qui dégénérèrent plus tard en vices ignobles. Il avait de la galanterie et de l'amabilité. On le considérait comme le chef de ce monde fashionable qui affectait de mépriser les antiques habitudes d'ordre paisible et d'é-

conomie domestique qui régnaient chez le roi. Mais quoique ses principaux favoris appartinssent à la classe ambiguë des roués, le prince ne laissait pas d'associer à son intimité des hommes de plus haut rang et de meilleur ton. Charles Grey, malgré la froideur et la sévérité de ses manières, était l'un de ces personnages distingués qui jouissaient de la faveur personnelle du prince. Vers 1787, le bruit commença de se répandre que ce dernier avait épousé la célèbre mistriss Fitz-Herbert (1). Cette dame était d'une excellente famille; ses vertus ne la recommandaient pas moins que sa beauté. A ces titres, la nation eût volontiers pardonné une dérogation aux lois rigoureuses de l'étiquette royale; mais elle était catholique. Tous les préjugés anglais se soulevèrent contre elle. On se persuada que mistriss Fitz-Herbert, par son influence sur l'esprit de l'héritier du trône, mettrait en danger les libertés publiques et la religion nationale. Cette même année, le prince de Galles fut contraint de demander au parlement les sommes nécessaires pour faire face aux dettes dont il était obéré. On était généralement bien disposé en sa faveur; on pensait qu'il n'avait pas été traité généreusement par le roi. Charles Grey, entre autres, appuya fortement ses prétentions. Mais les adhérens du ministère profitèrent de l'occasion pour demander aux amis du prince s'il avait effectivement épousé mistriss Fitz-Herbert. A la surprise générale des assistans, Fox, se disant chargé de transmettre cette déclaration, nia formellement l'existence du mariage, et traita de calomniateurs tous ceux qui avaient répandu ce bruit. L'étonnement augmenta, lorsque, au lieu de suivre dans ce débat la ligne du chef de l'opposition, Sheridan vint prononcer un long panégyrique étudié de mistriss Fitz-Herbert, conçu en des termes si ambigus, qu'il rendit à la plupart de ceux qui l'entendirent la conviction qu'avait presque détruite le discours de Fox. Que mistriss Fitz-Herbert eût été réellement unie avec le prince, au moins par la cérémonie religieuse, c'est ce qu'il n'est plus permis aujourd'hui de révoquer en doute. Au moyen de quelles subtilités Fox se justifia-t-il à ses propres yeux? Il est difficile de le deviner. Lorsque mistriss Fitz-Herbert apprit ce qui s'était passé, son indignation n'eut pas de bornes. Le prince,

(1) Cette dame vit encore. Elle est fort âgée. Le prince était plus jeune qu'elle. On sait que la jeunesse n'était point une condition essentielle chez les femmes pour lui plaire.

que sa position nécessiteuse avait poussé à désavouer un mariage honorable et réel, se trouvait réduit à chercher quelque nouveau subterfuge, capable à la fois d'apaiser une femme outragée et de ménager les bonnes dispositions de la chambre des communes. Charles Grey fut, dit-on, l'ami qu'il voulut charger de cette tâche délicate. Mais, ajoute-t-on, l'intégrité du jeune confident se révolta à cette seule proposition, et il la rejeta dédaigneusement. D'autres ont attribué la division qui éclata alors entre lui et le prince à une rivalité d'amour, dans laquelle Charles Grey l'aurait emporté près de certaine grande dame sur son illustre ami. Quelle qu'ait été la cause de la scission, il est certain qu'elle coupa court aux relations intimes des deux personnages. Charles Grey cessa de paraître à la cour de l'héritier présomptif, au palais de Carlton. En tout cas, avec sa sévère dignité et le haut respect qu'il avait de lui-même, Grey n'eût pas souffert long-temps le spectacle des tristes débauches au milieu desquelles le prince acheva une carrière commencée sous de si brillans auspices.

Au moment de la révolution française, il se fit une grande division parmi les whigs. Les plus modérés et les plus timides, ayant Burke et Grenville à leur tête, quittèrent momentanément les rangs de l'opposition, et passèrent dans le camp de Pitt. Les plus hardis, sous la conduite de Fox, demeurèrent du côté gauche de la chambre des communes. Grey fut du nombre de ces derniers, et il ne tarda pas à devenir l'un de leurs chefs. Lord Lauderdale, lord Erskine et quelques autres avaient formé avec lui le club des *amis du peuple*, qui épouvanta d'abord le gouvernement par ses principes presque républicains. Ce fut en avril 1793 que Grey présenta la fameuse pétition de cette société, qui sollicitait la réforme parlementaire. L'audacieuse requête n'eut alors qu'un petit nombre de partisans. Quatre années plus tard, en 1797, Charles Grey apporta au parlement un plan détaillé de réforme. Or, voici une singulière preuve de la ténacité de caractère et de la fixité des vues de cet homme. Le premier bill de réforme, présenté en 1831 par l'administration qu'il dirigeait, ressemble presque identiquement, après trente années de vicissitudes politiques, au plan qu'avait proposé le jeune député du Northumberland. Ce premier projet demandait aussi l'abolition des bourgs pourris, l'augmentation du nombre des représentans des comtés, l'agrégation de plusieurs

grandes villes au corps électoral, etc., etc. La motion fut écartée dans la chambre des communes par une majorité de trois cents voix contre soixante. Ce second essai tenté, Grey n'abandonna pas ses principes de réforme : loin de là, il ne négligea aucune occasion de les manifester; mais il renonça à la tâche ingrate de les prêcher au parlement. On l'entendait se plaindre de ne trouver ni dans la chambre, ni dans la nation, l'énergie qu'eût nécessitée l'application de ses idées.

Depuis cette époque, Charles Grey continue de garder son siége au parlement; mais il n'y fait, dans les rangs de l'opposition, qu'une figure secondaire : il se contente de critiquer les mesures du ministère tory et les opérations de la guerre, il se borne à peu près aux petites escarmouches des campagnes parlementaires.

En 1806, il fit partie de l'administration éphémère de Fox, en qualité de secrétaire pour les colonies. Son père fut alors créé lord Grey. Il mourut peu de temps après, et Charles Grey succéda, en 1807, à la pairie paternelle.

Le gouvernement se trouva réduit, en 1809, à une telle faiblesse, que le prince dut avoir recours à lord Grey et à lord Grenville, et leur confier le soin de former un nouveau ministère. Cette négociation n'eut point de suite. Lord Grey insistait sur la nécessité d'accorder l'émancipation des catholiques, et l'obstination du vieux roi ne voulut point se soumettre à cette mesure.

George III, après quelques premiers accès de folie, était tombé tout-à-fait en démence. La question de la régence avait excité déjà précédemment de violens débats. Le prince de Galles fut nommé régent sous de certaines restrictions, qui ne devaient toutefois être maintenues que durant une année. Se fondant sur les anciennes relations d'amitié du prince avec leurs chefs, les whigs avaient lieu de se flatter d'être prochainement replacés au pouvoir. Depuis 1784, ils n'avaient goûté qu'une fois les douceurs de la dignité et des revenus officiels, et encore pendant si peu de temps. Leur soif ambitieuse, loin de s'apaiser, n'était devenue que plus ardente. Ils devaient se voir, de nouveau, désappointés. Soit qu'il fût effrayé par les principes révolutionnaires importés de la France, soit, comme l'ont prétendu quelques-uns de ses amis, qu'il fût dominé par l'influence tory de la marquise de Hertford, le prince conserva près de lui les anciens conseillers de son père.

La mort de Perceval, assassiné en 1812, détermina le régent à faire des ouvertures aux lords Grey et Grenville. Les rênes du gouvernement étaient sur le point de passer aux mains du parti libéral. Le prince consentait à modifier l'esprit qui dirigeait la guerre; il acquiesçait à l'émancipation des catholiques; il accordait la plupart des concessions politiques qu'on exigeait de lui. Lord Grey demanda davantage; il voulut contraindre le régent à renvoyer les grands-officiers tories de sa maison. Le prince refusa ce sacrifice. Toute négociation avec les whigs fut de nouveau rompue. On se demandera peut-être lequel des deux montrait le plus de petitesse d'esprit, ou du prince qui, dans des circonstances politiques graves, repoussait des conseillers populaires, afin de garder autour de sa personne quelques favoris, ou du ministre qui, pouvant conduire lui-même les destinées de la nation, les abandonnait à ceux qu'il accusait journellement de la mener à sa ruine, et cela, pour se venger de quelques ennemis politiques sans importance?

Pendant les dix-huit années qui suivent, lord Grey s'en tient au rôle honorable et désintéressé de chef de l'opposition whig dans la chambre des pairs. Il était plus propre à briller au milieu de cette assemblée aristocratique que parmi les représentans du peuple. C'est surtout la grandeur de ses manières, sa haute rectitude morale, la fermeté de son caractère, l'imposante dignité de sa personne, c'est sa voix, c'est son air, qui lui ont valu la réputation générale de grand orateur dont il jouit, bien qu'il lui manque plusieurs des sources de la véritable éloquence. On ne peut nier d'ailleurs que, lorsqu'une juste indignation l'anime, quand l'occasion lui permet de témoigner ses réprobations consciencieuses et de prendre ce ton de sarcasme solennel qui caractérise principalement sa manière, il ne réalise en partie l'idée qu'on se fait de Caton ou de Thraseas au sénat romain. Jamais il ne parut plus grand que dans sa défense de la reine Caroline. Il avait chaleureusement embrassé sa cause, il mit une énergique persévérance à la soutenir, et cependant il n'oublia pas un seul moment qu'il demeurait juge, tout en se faisant avocat.

Si l'on considère chez lord Grey l'homme politique, il faut reconnaître son audace et sa constance; on ne saurait lui accorder l'élévation et la largeur des vues. Il y a peu d'hommes publics

qu'on ait plus souvent et plus justement accusés de se laisser guider par la prévention et ses animosités particulières. La haine qu'il portait à ses ennemis politiques était âcre et personnelle. Il prenait facilement en aversion ses propres partisans, surtout les plus jeunes et les plus exaltés. Leurs opinions trop enthousiastes lui déplaisaient. Il leur soupçonnait l'ambition de chercher à lui disputer la faveur de son parti.

Dans la vie privée, lord Grey s'est toujours distingué par son honneur et par sa probité irréprochables. Au milieu de la dissipation et des scandales du monde aristocratique et fashionable de Londres, il a donné dans sa maison l'exemple d'une pureté de mœurs et de vertus domestiques presque spartiates. Sa famille est nombreuse. Lord Byron, qui n'admirait pas volontiers le mérite des dames froides et réservées de son île natale, a célébré les filles de lord Grey pour leur dignité modeste et leur grace patricienne. Plusieurs sont mariées depuis long-temps ; l'une d'elles a épousé lord Durham. Du reste, le gendre ne marche pas précisément sur la même ligne que le beau-père. On sait que lord Durham est le chef du parti radical de l'aristocratie.

Les manières de lord Grey, malgré leur noblesse, ont quelque chose de cérémonieux et qui tient à distance. Ses amis disent qu'elles ont de la grandeur, ses ennemis qu'elles sont répulsives. Il est fier, autant qu'il est possible de l'être, de sa dignité personnelle, de sa naissance, de son rang, et, par-dessus tout, de sa consistance politique. C'est ce dernier orgueil, si ordinaire aux hommes publics de l'Angleterre, qui l'a fait se dévouer à la fortune de son parti et lui tout sacrifier. Il a traversé de nombreuses années pleines de troubles, imperturbablement fidèle à la petite tribu de ses amis politiques, quelque changement qu'aient subi leurs opinions et leurs vues dans le cours des évènemens. Les rôles respectifs joués par les tories et les whigs à l'occasion des affaires privées de George IV, montrent que l'espèce de consistance dont nous parlons n'a rien de commun avec la fidélité aux affections particulières. Tant que le prince de Galles fut l'ami des chefs whigs, il trouva dans leur parti des défenseurs et des apologistes. Son extravagance et ses débauches scandalisaient alors la vertu des tories ; ils dénonçaient à la morale Angleterre l'immoralité de la cour de *Carlton-House*. A peine le même prince, de-

venu régent, se fut-il séparé de ses anciens amis politiques, les whigs devinrent à leur tour les moralistes. Satires, épigrammes, sermons, toute arme leur fut bonne contre la vie privée du général qui les avait abandonnés. D'autre part, les tories commencèrent à pallier les vices du monarque, passé de leur côté, et à louer ses qualités royales. George IV mourut comme il avait vécu, au milieu des plus honteux excès. L'église lui fit une magnifique oraison funèbre. Peu s'en fallut qu'elle ne l'inscrivît sur la liste des saints qu'a fournis la royauté. Autre exemple. Les premières légèretés de la princesse Caroline n'avaient d'abord offert qu'un prétexte insuffisant au prince de Galles, qui cherchait tous les moyens de rompre son mariage. Cependant lord Grey et ses amis furent d'avis qu'elle méritait d'être jugée comme adultère; et lorsque cette malheureuse princesse revint du continent en 1820, poursuivie par la hideuse renommée de ses désordres, ce fut néanmoins ce même lord Grey qui se déclara son chevalier et la défendit comme une épouse innocente et outragée.

En 1827, la vieille domination oligarchique avait reçu un premier échec sérieux par la rentrée de Canning aux affaires. Ce ministre énergique et populaire, pour doubler sa force, tenta de s'associer quelques-uns des anciens whigs. La plupart refusèrent de se joindre à lui. Pourtant les plus raisonnables et les plus modérés d'entre eux le secondèrent au parlement, convaincus que pour avoir été jadis leur ennemi, il n'en était pas moins devenu le représentant de leur politique. Lord Grey seul s'enferma dans ses inflexibles antipathies. Soit qu'il pensât que la consistance de ses principes lui défendait de se rallier à un adversaire, soit qu'il fût jaloux des succès d'un homme d'état brillant et encore jeune, il ne voulut lui prêter aucun appui. Ne se bornant même pas à la neutralité, il attaqua durement le ministère de Canning à la chambre des lords. Il saisit aussi cette occasion de déclarer que son âge et ses goûts ne lui permettaient plus de se mêler activement aux affaires publiques. Dans l'excès de son dépit contre la nouvelle génération libérale, il se retira sous sa tente, en dehors du mouvement, retranché derrière les antiques idées d'aristocratie. Ce fut vers cette époque, dans une discussion sur les lois céréales, qu'un orateur ayant annoncé que cette question amènerait infailliblement une rupture entre la noblesse territoriale

et le peuple, lord Grey dit ces mots célèbres : Qu'en tout état de cause il resterait sous le drapeau de *son ordre*. En somme, il ne sembla plus alors qu'un aristocrate vieilli et désappointé, qui, ayant laissé tomber le masque usé de son libéralisme whig, se montrait sans déguisement ce qu'il était, c'est-à-dire partisan déterminé du *statu quo* politique.

La surprise fut grande lorsqu'en 1830, au milieu du plus ardent paroxisme de cette fièvre populaire qu'avaient excitée les révolutions de France et de Belgique, lord Grey reparut comme le chef de ceux qui redemandaient la réforme parlementaire. Le duc de Wellington avait été contraint de se retirer. Le vieux whig fut immédiatement chargé par le roi de former une nouvelle administration. Lord Grey avait près de soixante-dix ans. Avec ses habitudes et ses prédilections essentiellement aristocratiques, peut-être pouvait-il paraître peu capable de conduire le gouvernail de l'état à travers la crise terrible qui commençait. Il y avait presque une révolution à faire ; il s'agissait de s'appuyer sur le peuple pour emporter de vive force une réforme immense, pour triompher de l'opposition la plus formidable, la plus puissante, la plus compacte qu'un ministère anglais ait eu jamais à combattre. Néanmoins, à bien considérer les choses, on n'avait pas tant besoin d'un chef actif et téméraire que d'un homme de haut rang, irréprochable de caractère, tellement au-dessus des objections, qu'en acceptant le pouvoir, il imposât silence aux prétentions, aux jalousies et aux querelles des candidats multipliés. C'est ainsi qu'au conclave de Rome, la tiare est souvent tombée sur la tête de quelque vieux cardinal paisible et vénéré comme une sorte de compromis entre des rivaux ambitieux. Lord Grey se trouvait à la tête des anciens whigs, et les whigs dirigeaient encore les nouveaux réformistes, parti plus nombreux et plus hardi, quoique moins connu de la nation, moins familiarisé avec la vie publique. Lord Grey coopéra-t-il personnellement au premier bill de réforme introduit en 1831? Nous ne nous hasarderons pas à l'affirmer. On attribua généralement la rédaction du bill à lord John Russel et à lord Durham. Toujours est-il que le bill présenté coïncidait singulièrement, comme nous l'avons dit déjà, avec le plan proposé par le jeune Charles Grey en 1797.

Quoi qu'il en soit, dans la direction des campagnes parlemen-

taires de son administration, lord Grey surpassa les espérances de ses amis, et il trompa celles de ses ennemis, qui s'étaient trop pressés de le donner pour un vieillard usé de corps et d'esprit. Sa conduite et son langage ne furent point au-dessous de sa situation. Il montra du courage, de la fermeté, de la promptitude. D'ailleurs, son amertume et ses rancunes d'autrefois parurent ne s'être ni adoucies ni calmées.

En 1831, la chambre des communes rejeta le bill de réforme. Le parlement fut dissout après des scènes de confusion et de désordre sans exemple dans nos annales. Un nouveau bill obtint aux communes une immense majorité, mais il fut repoussé en octobre par les pairs. La guerre recommença en 1832. Un troisième bill, peu différent du précédent, fut voté d'emblée à la chambre des communes, et traversa, chez les lords, l'épreuve de la seconde lecture, à une faible majorité. Mais lorsque les clauses furent examinées, une à une, en comité, l'opposition de la pairie se ranima si violente, que lord Grey, désespérant de la vaincre, se vit forcé de résigner le pouvoir. Cependant tous les efforts du duc de Wellington, pour reconstruire une administration tory, avaient été vains. Lord Grey, ramené sur les bras du peuple, remonta triomphant à son poste. Les lords, intimidés, cédèrent. Leur vote silencieux consacra le triomphe du bill.

La bataille était gagnée. Avec la victoire commencèrent pour lord Grey les difficultés réelles. Aussitôt qu'on eut atteint le but important vers lequel les réformistes de toute nuance avaient pu marcher ensemble en bonne harmonie, les dissensions agitèrent les différens corps d'armée de la coalition libérale. Etait-il possible que les sentimens et les principes aristocratiques de lord Grey, de lord Stanley et des autres chefs de la vieille faction whig fussent long-temps d'accord avec l'énergie populaire et l'ardent désir d'innovation qui caractérisaient la grande masse des nouveaux membres appelés au parlement par le bill de réforme? Mais nous n'avons pas à étudier et à suivre ici tous ces symptômes de dissension. Les questions irlandaises devaient seules suffire à amener le renversement de lord Grey.

Les représentans catholiques de l'Irlande avaient habilement et vigoureusement secondé le ministère pendant la discussion du

bill de réforme. Mais le dévergondage de leurs manières, leurs instincts démocratiques inspiraient peu de sympathie aux whigs de la vieille roche. Toutefois, le ministère dissimulait ses préventions; il contenait ses répugnances. Des mesures libérales avaient même été promises aux députés irlandais. Il avait été question d'alléger l'énorme fardeau de cette monstrueuse église anglicane qui pèse sur leur pays. Mais, dans l'hiver de 1832 à 1833, la populace irlandaise, presque toujours en rumeur et en émeute, fut plus turbulente et plus agitée encore que de coutume. Il y eut redoublement de meurtres et d'attaques contre la propriété. Les masses manifestèrent l'intention de refuser au clergé anglais le paiement de la dîme. Les malfaiteurs profitèrent de l'effervescence publique pour exercer plus à leur aise leurs brigandages dans les campagnes. Les choses étant en cet état, lord Grey se crut forcé d'intervenir. Il pensa que si l'on ne réprimait, même arbitrairement au besoin, les excès des diverses localités, ils dégénéreraient bientôt en révolte ouverte et générale. Dès l'ouverture de la session de 1833, le premier ministre inséra dans le discours du roi un paragraphe qui dénonçait la *trahison ambitieuse* de M. O'Connel. Puis il demanda au parlement des pouvoirs extraordinaires : — la création de tribunaux militaires; le droit conféré au lord lieutenant de l'île de mettre en état de siége des districts entiers par une simple proclamation. C'étaient là, certes, des armes terribles confiées aux mains d'un gouvernement. Lord Grey obtint pourtant tout cela. Les whigs l'avaient soutenu de toutes leurs forces. Les tories étaient venus également à son aide. Ils y avaient pris un double plaisir. D'abord, le caractère despotique des mesures proposées les avait singulièrement charmés; ils espéraient, en outre, qu'elles aboutiraient à ruiner l'administration whig. Effectivement, elle avait eu dès-lors à lutter rudement contre ses précédens alliés les radicaux, et surtout contre les Irlandais, qui avaient déployé, dans tout le débat, une violence et une fureur inouies. Ainsi le *coercion-bill* divisa en deux armées le camp ministériel, et alluma entre elles des combats plus acharnés qu'aucun de ceux que s'étaient précédemment livrés les tories et les réformistes.

Nous avons peu de choses à dire des autres mesures ministé-

rielles de la session. Lord Grey semble n'y avoir point pris part. Elles furent inspirées par des esprits d'un libéralisme plus actif et plus ardent que le sien.

L'année 1833 s'était écoulée. Elle n'avait changé ni la politique du gouvernement, ni l'esprit public du pays, et cependant lord Grey, naguère l'idole de la nation, était insensiblement devenu le ministre peut-être le plus impopulaire des temps modernes. Ce n'est pas seulement la versatilité du peuple qu'il faut accuser de cette transformation. Elle n'avait pas non plus pour unique cause la fausse position dans laquelle se trouvait placé le chef du gouvernement entre l'aristocratie du torisme et l'animosité des radicaux. Lord Grey devait justement attribuer à ses défauts personnels une bonne part de l'antipathie qu'il inspirait. Sa mauvaise humeur, son irritabilité, sa hauteur, paraissaient augmenter de jour en jour. L'âge et l'amertume des querelles politiques avaient rendu son aigreur naturelle intolérable. C'était assister à une sorte de comédie que de voir ces audiences, où le premier ministre si fier, si raide, si aristocrate, subissait avec une impatience mal dissimulée les harangues, il est vrai, souvent fort stupides et vulgaires des députations de villes ou de comtés qui assiégeaient constamment sa porte. Les uns sollicitaient des mesures de réforme; les autres déroulaient des pétitions; ceux-ci demandaient, au nom de leurs constituans, le redressement d'un grief; ceux-là présentaient des remerciemens et des félicitations. Les uns et les autres s'en retournaient rarement satisfaits de l'accueil qu'ils avaient reçu. Jamais la nature ne fut plus avare qu'envers lord Grey de ces dons aimables qui procurent la popularité. Le duc de Wellington avait exaspéré des adversaires politiques, et mainte fois offensé ses amis eux-mêmes par la rudesse de ses façons militaires, son air brusque et ses réponses brèves. Lord Grey était plus dédaigneux et plus hautain encore, et il n'avait point la promptitude et l'activité du duc dans l'expédition des affaires.

Il y eut une autre cause qui contribua beaucoup à indisposer l'opinion publique contre le premier ministre; ce fut l'avidité avec laquelle on le vit prendre avantage de sa situation pour accaparer les emplois lucratifs et en combler sa famille et ses cliens. C'est là un des vices particuliers du gouvernement représentatif en Angleterre. Les formes de notre constitution, notre admirable

système financier, rendent bien à peu près toute concussion impossible aux ministres. On n'entend pas dire, on ne soupçonne même pas qu'aucun d'eux se soit secrètement enrichi lui-même en exploitant sa position. Au contraire, les hautes places du gouvernement, par la représentation qu'elles imposent et le médiocre salaire qui les récompense, sont plutôt des charges que des bénéfices. Mais, en compensation, nos ministres se sont toujours montrés fort prompts à mettre la main sur tout ce dont ils pouvaient légalement s'emparer au profit de leurs enfans, de leurs amis et de leurs parens. Le même homme qui frémirait à l'idée de détourner induement un shelling du trésor public, établit et pensionne sans remords ses fils, ses frères, voire même les femmes de sa famille, aux dépens des coffres de l'état. C'est, dans notre forme de gouvernement, l'extrême instabilité du pouvoir qui rend peut-être irrésistible cette tentation d'employer vite à doter les siens les courts momens qu'il peut durer.

Du reste, il est bon de remarquer que les ministres qui ont déployé le plus d'énergie politique, et qu'on a le plus généralement accusés d'ambition immodérée, ont été justement le moins enclins à abuser de leur autorité dans un égoïste intérêt de clientelle. Un homme qui gouverna le pays pendant près de vingt années, et prodigua, plus que libéralement, les millions à l'appui de son système obstiné, Pitt, mourut pauvre et dénué, sans avoir enrichi ou placé un seul membre de sa famille. Canning mérite qu'on lui rende une pareille justice.

Au contraire, c'est aux ministres les plus faibles qu'on a principalement reproché le népotisme. La magnificence de lord Grey en faveur des siens passa toutes les bornes. Fils, gendres, parens éloignés, tous furent investis d'emplois civils, casés dans l'armée et dans la marine, tous splendidement gratifiés sur les fonds de l'état. On a calculé que la famille Grey a pu tirer annuellement, des caisses publiques, de 80 à 100,000 livres sterling. En supposant que les ennemis du ministre aient largement grossi la somme, il y a néanmoins, malgré leurs exagérations, des faits positifs, et qui parlent d'eux-mêmes.

En 1834, la vieille couleur aristocratique du ministère commença de s'effacer rapidement. C'était toujours, nominalement, l'administration de lord Grey ; mais, de fait, c'étaient des réfor-

mistes plus résolus que lui, qui conduisaient les affaires. Lord Stanley, le duc de Richmond, sir Graham, avaient dû se séparer du cabinet. La cause de leur retraite fut l'appréhension des dangers que leur semblait courir l'église protestante en Irlande. Sir John Hobhouse, M. Spring Rice, et d'autres réformistes de la nouvelle école, furent introduits dans le gouvernement, et se firent son avant-garde; hommes tous impatiens et déterminés qui se moquaient presque ouvertement de la torpeur du premier ministre, et contrariaient toutes ses convictions politiques. La position de lord Grey devenait, de jour en jour, plus difficile et plus fâcheuse. Cependant son orgueil refusait d'avouer qu'il avait bien réellement cessé d'être le chef de l'administration. Enfin il se vit réduit à chercher quelque occasion de se retirer convenablement. Ses anciens collègues, qu'il gênait outre mesure, ne tardèrent pas à la lui fournir d'eux-mêmes. Voici comment se prépara et s'accomplit la retraite du premier ministre.

Lord Grey avait jugé nécessaire de proposer une nouvelle mise en vigueur du *coercion-bill* irlandais de 1833, qui n'avait été voté que pour une année.Le parti réformiste consentait, quoiqu'à contre-cœur, à cette mesure; mais il exigeait formellement la radiation de l'une des clauses du bill, celle qui interdisait les *meetings* publics. Lord Grey, soutenu par lord Brougham, se déclara invariablement déterminé à maintenir la clause. Aussitôt O'Connel commença une violente opposition, dirigée surtout contre le premier ministre. Dans ses lettres aux Irlandais, il l'accabla impitoyablement des injures les plus sanglantes. Il le traita de vieillard radoteur et insensé qui n'avait que deux idées fixes : l'une, d'accaparer pour sa maison tout l'argent du pays; l'autre, d'opprimer et de désespérer l'Irlande. Cependant, tandis qu'O'Connel défiait ainsi et outrageait le chef du cabinet, quelques-uns des membres secondaires de l'administration entretenaient des relations amicales avec l'agitateur. M. Littleton, depuis lord Hatherton, alors secrétaire pour l'Irlande, sollicita même et reçut la visite d'O'Connel. Il lui affirma que le gouvernement ne songeait plus à user de rigueur et que le *coercion-bill* serait notablement modifié. Néanmoins la majorité du cabinet se rangea encore une fois du côté de lord Grey. M. Littleton fut contraint de rétracter les promesses qu'il avait faites à O'Connel. Après bien des querelles

et des récriminations d'où sortit plus d'une révélation curieuse, lord Althorp, le *leader* du ministère dans la chambre des communes, offrit sa démission en même temps que M. Littleton.

Lord Grey comprit qu'il n'avait plus à compter sur des collègues évidemment fatigués de lui. Il résolut d'aller au-devant de leur désir et de se séparer d'eux au moins volontairement. Ce fut le 9 juillet 1834 qu'il se démit définitivement de ses fonctions. Le discours qu'il prononça à la chambre des lords, pour prendre congé, met bien en lumière cette véritable dignité de caractère qu'il garda toujours au milieu de toutes ses faiblesses. Il parla avec franchise et candeur, sans descendre toutefois aux confidences humiliantes et inutiles. « C'est au mois de mars dernier, dit-il, que j'ai atteint ma soixante-dixième année. Peut-être, grace à la santé qui m'a été jusqu'à présent conservée, me seráit-il possible de m'acquitter encore quelque temps des devoirs ordinaires de l'emploi que je quitte. Mais c'est trop pour les forces d'un homme de mon âge; c'est trop du moins pour les miennes, que d'avoir à lutter contre des difficultés inaccoutumées et sans cesse croissantes. » L'unique regret qu'il exprima, fut de n'avoir pu mener à fin deux importantes mesures : la réforme de la loi des pauvres et la commutation des dîmes irlandaises.

Depuis, lord Grey n'a reparu que de loin en loin au parlement. Dans les rares occasions où il a pris la parole, quoiqu'il se soit montré fidèle à sa vieille ligne politique, il n'a pas laissé d'appuyer franchement l'administration de lord Melbourne, qui a succédé à la sienne. Cependant les tories affectent de le considérer comme l'un des soutiens et des ornemens de *son ordre*. Il est vrai que si jamais une collision sérieuse s'entame entre la pairie et le peuple, on peut facilement prévoir de quel côté le vétéran s'irait ranger et combattre, pour peu qu'il fût capable encore de porter les armes.

Londres, 1er décembre 1836.

REVUE
LITTÉRAIRE

§ I.
LES POÉSIES NOUVELLES.

Décidément le siècle est inexorable; les poètes ont beau dire et beau faire, sauf quatre ou cinq d'entre eux dont il a reconnu la légitimité, et auxquels il prête attention quand ils parlent, il ne veut plus écouter aucun de ceux qui surgissent présentement. Mais si l'audience leur est refusée, les poètes ne se découragent pas. Le siècle s'obstine à se boucher les oreilles; ils ne se condamneront pas au silence pour cela; on les entendra bon gré mal gré : — Ah ! vous détournez la coupe où nous vous avions versé la poésie ! Siècle ingrat, vous y boirez pourtant. Nous vous prendrons par surprise; nous mettrons, s'il le faut, de la prose sur les bords. — Ainsi disent et font les poètes. Ce ne sont plus des ballades ou des élégies qui s'annoncent à l'heure qu'il est; ce sont des romans ou des épisodes. La poésie s'avance mystérieusement un masque sur le visage, le manteau jusqu'au nez. Le candide public ne soupçonne pas d'abord le déguisement; il achète imprudemment, sur la foi du titre, un bel in-octavo qui lui promet bien quatre ou cinq cents pages de belle prose. Le voilà pris au piége. Il ouvre le livre, et ce sont des ballades et des élégies qui le regardent, échevelées et l'œil suppliant.

Nous doutons fort, toutefois, que ces innocens stratagèmes réussissent long-temps. La poésie aura beau s'affubler des plus impénétrables costumes, elle ne trouvera plus guère, prochainement, de public qui se

laisse aborder par elle. Ce public qu'on dupe entre en défiance; il sera sur ses gardes. Ses frayeurs deviendront excessives. Vous verrez que ce seront les romanciers eux-mêmes qu'il fuira bientôt, de peur qu'ils ne soient des poètes déguisés.

En notre qualité de critiques, nous avons dû nécessairement accueillir les requêtes de toutes ces œuvres de poètes habillées de toute sorte. Si nous avons différé beaucoup de les juger, ce n'était pas mauvais vouloir. Mais chaque fois qu'il nous arrivait d'ouvrir un de ces volumes entassés devant nous, la fatalité nous faisait tomber sur quelque malencontreuse page qui nous rangeait tout-à-fait de l'avis du siècle; il nous en coûtait d'avoir à rendre une sentence amère peut-être. Pourtant il en faut finir. Si nous tardions davantage, les poètes en cause seraient gens à se plaindre d'un déni de justice.

Nous aurions voulu mettre les poésies de M. Reboul à part de la foule, mais elles ne nous ont pas paru justifier le mérite supérieur que leur accordent d'illustres prôneurs. D'un côté, M. de Lamartine, dans une lettre qu'il adresse à M. Gosselin, leur éditeur, en les lui recommandant, voit en elles un phénomène social et littéraire; de l'autre, M. Alexandre Dumas, dans une préface qui vient à la suite, et où il raconte sa visite au boulanger de Nîmes, ne leur attribue pas une moindre importance. Nous ne nions pas que ces poésies n'attestent un certain talent que rehaussent, chez l'auteur, l'absence de l'éducation première et l'humble profession qu'il exerce; mais ce talent ne va pas jusqu'à faire d'elles un phénomène. A notre avis, les éloges excessifs prodigués par MM. Alexandre Dumas et Lamartine sont un fâcheux service rendu à M. Reboul, qui n'obtiendra pas cette gloire si légèrement promise, et un tort vis-à-vis du public, envers lequel toute notabilité est responsable de ce qu'elle garantit.

D'après la notice de M. Alexandre Dumas et les confidences qu'elle contient, ce serait le malheur qui aurait inspiré la poésie de M. Reboul. Il se serait trouvé poète tout d'un coup sur une tombe où il pleurait. Dieu nous garde de contester les douleurs de l'homme! Mais le poète ne les a point trahies. Vainement demandons-nous à son œuvre des vers écrits sous l'action d'une vive souffrance morale qui leur ait imprimé son mouvement, sa passion, qui les ait mouillés de ses larmes; rien de pareil; le dirons-nous? rien de senti. Çà et là, ce sont bien quelques plaintives élégies; pas une ne sanglotte et ne nous fait sanglotter. *L'Ange et l'Enfant*, la pièce la plus célébrée du recueil, est une ballade pâle et débile. Les trois strophes glacées du morceau qui a pour titre : *Elle est malade*, n'ont certainement pas été improvisées au chevet d'une mourante. Quelle autre tristesse aura donc été la muse de M. Reboul? Il regrette Henri V banni et la foi éteinte; il déplore l'esprit d'incrédulité du siècle

et les envahissemens du positif et de la prose. Nulle part, dans ces plaintes, n'apparaît la trace d'un sentiment réel et profond.

Examinons-nous chez le poète les détails de la composition et du style, malheureusement nous trouvons moins encore à louer qu'à reprendre M. Reboul s'est trop constamment absorbé dans l'imitation des maîtres modernes. Parfois il reproduit avec succès leurs coupes faciles et variées; le plus souvent la préoccupation de ses modèles gêne sa phrase et l'alourdit. En général, ses vers sont pénibles, obscurs et prétentieux.

Il est évident que M. Reboul ne possède ni la puissance d'inspiration, ni l'originalité de la forme et de la pensée. Or, sans ces qualités principales requises du poète, il n'y a qu'un mince mérite à mener de front le culte des muses et l'exercice honorable d'une profession manuelle. Ce n'est pas en considération de leur vie laborieuse d'ouvriers, c'est en vertu de leur génie que l'Angleterre a fait immortels quelques-uns de ses poètes nés du peuple et restés poètes parmi le peuple. Tel a été Hogg, de nos jours, le célèbre berger d'Ettrick, qu'on ne vit point chercher sa poésie au-delà de l'horizon de ses pâturages. Tel avait été Burns, le plus grand de tous, qui, menant sa charrue, chantait le néant des beautés et des grandeurs humaines, à l'aspect de la paquerette tombée dans le sillon au tranchant du soc. Si M. Reboul, de Nîmes, est jeune encore, s'il lui est donné de s'amender, c'est l'exemple de ces poètes qu'il doit surtout se proposer: mais pour être grand comme eux, qu'il fasse comme eux; qu'il n'imite personne; qu'il s'inspire naïvement de sa condition; qu'il s'efforce d'être lui-même; il sera neuf alors. Peut-être deviendra-t-il ce phénomène social et littéraire qu'a proclamé prématurément en lui M. de Lamartine.

Il résulte d'une préface mise en tête des *Fleurs du Midi*, de Mme Louise Colet, née Revoil, que M. de Châteaubriand est un protecteur de la poésie beaucoup plus discret que MM. Alexandre Dumas et de Lamartine. Les dames poètes de la province se font d'ordinaire à Paris une divinité qui reçoit de préférence l'hommage de leurs lettres et de leurs vers; M. de Châteaubriand fut, à cet effet, la divinité du choix de Mme Louise Colet. En homme de génie qui sait vivre, l'auteur de *René* donna acte des vers et des lettres qui lui furent adressés, non sans ajouter les complimens d'usage. Bien mieux, Mme Louise Colet étant venue à Paris afin de voir le dieu en personne, une entrevue lui fut accordée; le dieu se communiqua lui-même.

Forte de tant de précédens, Mme Louise Colet alla plus loin. Elle sollicita une introduction près du public en faveur d'un certain recueil de poésies qu'elle avait à publier. Ici M. de Châteaubriand se crut en droit de refuser. Il s'excusa spirituellement et poliment. C'est au public, ce

nous semble, à l'en remercier. Non pas que les *Fleurs du Midi* de Mme Louise Colet ne soient un volume de vers fort estimable; mais véritablement il ne l'était pas assez pour que nous fussions mis en demeure de l'admirer de par l'autorité du chantre des *Martyrs*.

Ce qu'il convient d'approuver chez Mme Louise Colet, c'est une remarquable facilité de versification, le nombre, l'harmonie, l'heureuse entente des rhythmes divers; ce qu'il n'est pas permis de lui pardonner, c'est l'application presque exclusive de ces qualités à des textes communs et usés; l'absence totale de la sensibilité vraie. Il faut bien le dire, la corde douloureuse ne vibre pas non plus dans ses vers vêtus de deuil par pure coquetterie. Cette dame se désespère indéfiniment parce que ses jours sont voilés de tristesse, parce qu'elle est destinée à souffrir et que le bonheur la fuit; que sais-je encore? parce que Dieu a pétri son ame d'amour et de poésie, et qu'elle doit lutter seule avec ce double feu:

Seule sans rencontrer la source où l'on s'étanche,
Seule sans une autre ame où son ame s'épanche.

Mme Louise Colet souhaiterait de ces malheurs puissans qui éprouvent ici-bas le poète pour le régénérer; mais elle est excédée des souffrances vulgaires que le monde ne prend point en pitié. Elle ne se résigne pas à voir pâlir son printemps comme pâlit l'automne. Enfin sa grande douleur, par-dessus toutes les autres, c'est de vivre, l'ame ardente de foi, dans un siècle incrédule.

En vérité, ces recoins obscurs des souffrances vagues du cœur ont été si profondément fouillés par les poètes éminens de l'époque; tant de moyens, de petits et de tout petits poètes ont chanté sur cette gamme depuis quinze ans, que l'air n'est plus tolérable, quelles que soient l'élégance et la grace des variations qu'on y introduit. Au lieu de nous assoupir avec toute cette musique somnifère, que Mme Louise Colet ne se bornait-elle à donner de ces jolies pièces sveltes et délicates qu'elle achève si bien. Son bouquet des fleurs du midi serait plus joli s'il n'était formé que de sonnets comme *la Demoiselle* et *Isola bella*. Il n'eût pas fallu surtout y mettre *la Boutade contre la raison* et *le Portrait*. Ce sont là des vieilleries qui ont peut-être cours encore en province, mais non plus à Paris, même dans la littérature de l'*Almanach des Muses*.

Les Poésies du cœur de Mme Mélanie Waldor s'efforcent au moins de répondre à leur titre. Cette dame ne fait pas un si grand abus que Mme Louise Colet du luth, de la lyre et du délire. Elle ne s'essouffle pas autant à appeler la gloire et à crier son enthousiasme par-dessus les toits. Sa douleur est aussi plus à la portée de notre pitié. Elle daigne nous dire les raisons qu'elle a d'être triste et de s'affliger. Mme Mélanie Waldor

n'en est pas à pleurer des biens impalpables et sans substance; ce sont toutes choses positives et bien définies qu'elle regrette. S'agit-il d'amour? C'est le jeune homme pâle, mais très réel, dont elle accuse l'inconstance. Elle l'accuse, bon Dieu! mais si doucement, si faiblement! Elle voudrait tant pardonner! Puis elle l'a revu au bal; il était pâle toujours, le pauvre jeune homme! et il a détourné la tête. Ou bien, s'il a parlé, sa parole était de glace comme son air. De là nombre d'élégies amoureuses dont les griefs sont nettement établis, parfaitement fondés en droit et qui se maintiennent dans les bornes d'une sensibilité décente et modérée. M[me] Mélanie Waldor a d'autres élégies pour des douleurs moins directes et plus générales. Elle va errant par le cimetière de croix en croix, pleurant sur la tombe des jeunes filles mortes à la fleur de l'âge.

Toute cette poésie est assez monotone, mais sa monotonie n'incommode ni ne fatigue. C'est le bourdonnement de la basse qui n'assourdit pas au moins l'oreille comme la fanfare éclatante des poètes à enthousiasme continu. M[me] Mélanie Waldor a, du reste, mal à propos appliqué à sa versification élégiaque la variété des rhythmes remis en honneur par l'école moderne. La marche lente et mesurée de l'alexandrin convenait mieux. On s'impatiente de l'allure traînante de ses strophes. On se demande où sont leurs ailes. A quoi bon tout cet équipage lyrique? Ce n'était pas la peine de monter le plus rapide des coursiers poétiques pour lui tenir la bride et aller le pas. N'était son soin supérieur de la forme, M[me] Mélanie Waldor appartiendrait pleinement à l'école de M[mes] Dufresnoy et Victoire Babois. Elle tient à ces dames par le tour et le penchant du cœur, et à la manière nouvelle par le rhythme et la rime.

Thérèse, roman de M. Léon Bruys d'Ouilly, se produit fièrement sous la recommandation d'une épître inédite de M. de Lamartine. Il n'en coûte rien décidément au chantre des *Méditations* de sacrer des poètes, soit en vers, soit en prose. M. Léon Bruys d'Ouilly n'était pas né poète le moins du monde; l'épître inédite et la réponse qui la suit nous l'apprennent elles-mêmes. Il avait seulement des bois et un château dans le voisinage du château et des bois de l'auteur de *Jocelyn*. C'est à force de chevaucher avec ce dernier qui lui récitait de ses vers, chemin faisant, que M. Léon Bruys d'Ouilly s'est avisé de poésie à son tour, sans doute afin de pouvoir donner la réplique à son illustre voisin. Il advint donc que de retour à Saint-Point, après une absence, M. de Lamartine trouva poète tout fait l'ancien compagnon de ses promenades. C'est pour cela qu'il lui dit :

L'éclair qui m'avait fait poète,
Jaloux de tes jours de repos,

S'était abattu sur ta tête
Comme un aiglon sur deux troupeaux.

Malgré cette descente d'un commun éclair sur les deux poètes, ne croyez pas que *Thérèse* soit en rien parente même éloignée de *Jocelyn.* Je vous signale ce soi-disant roman de M. Léon Bruys d'Ouilly comme l'une des déceptions poétiques du jour les plus manifestes. L'auteur conte d'abord, dans un certain nombre d'élégies, sa naissance, son berceau, ses illusions d'enfant et de jeune homme; puis apparaît un instant Thérèse, la femme justement qu'il avait rêvée, qu'il aime et qu'il aimera. Mais Thérèse est fiancée à un paysan qu'elle épouse. Là-dessus, profond désespoir de M. Léon Bruys d'Ouilly, qui part pour l'Italie, jurant d'être inconsolable et d'écrire des élégies partout où il passera. Le poète désolé tient parole. Voici venir l'inévitable série des méditations mélancoliques sur Naples, Pompeï, Rome, le Colysée, Florence, Venise et le lac Majeur, en un mot toutes les étapes d'un touriste sentimental en Italie. Quand il a suffisamment promené sa douleur au-delà des monts, M. Léon Bruys d'Ouilly revient en Bourgogne, le cœur toujours rempli d'amour pour Thérèse. Malheureusement Thérèse est morte; ce qui coupe court, par bonheur, à la verve du poète. Vous en êtes quitte, à son retour, pour une élégie finale sur le tombeau de la défunte.

N'en déplaise à l'épître obséquieuse de M. de Lamartine, ou plutôt par respect pour elle, il n'y a rien à dire de la qualité des poésies de M. Léon Bruys d'Ouilly. Il n'est vraiment pas possible de les prendre plus au sérieux que *les Perce-Neige* de M. Maurice Saint-Aguet, et *les Primevères* de M. Édouard L'Hôte. M. Édouard L'Hôte, M. Maurice Saint-Aguet et M. Léon Bruys d'Ouilly, par les naïves analogies de leurs compositions et de leurs styles, sont évidemment dignes de marcher de front et de pair. Qui connaît l'un connaît aussi les autres. Ils forment tous ensemble une plaisante trinité de tristes poètes.

Avec la *Poésie catholique* de M. Turquety, nous retrouvons, sinon la vraie poésie, au moins quelques traces de savoir-faire. Mais quel étrange vertige a saisi ce poète? D'où lui vient ce fol orgueil de croire qu'il est novateur, qu'il a ramené la poésie au catholicisme, que sans lui le catholicisme n'aurait pas aujourd'hui de poète? Pas de poète, bon Dieu! Ainsi M. Turquety ne compte ni M. de Châteaubriand, ni M. Victor Hugo, ni M. Alfred de Vigny ni M. de Lamartine, ni la longue et innombrable procession religieuse et poétique, venue à leur suite! Pas de poète catholique! Combien donc en faut-il à M. Turquety? S'il avait dit encore, pas de catholique poète, pas de poète croyant; à la bonne heure, on le comprendrait peut-être.

Mais ce nouveau poète catholique ne brille point par la conséquence de

ses propositions. Le catholicisme, avance sa préface, se fait jour de plus en plus dans les masses intelligentes; il s'est relevé de ses longues et rudes épreuves. Nous voudrions pour notre part, de grand cœur, qu'il en fût ainsi; nous sommes loin pourtant de le penser; au fond M. Turquety ne le pense pas plus que nous. Oubliant toute la confiance de la préface, l'une des pièces du recueil affirme étourdiment que

Tout s'en va, manoirs, basiliques,
Murs vénérés, saintes reliques,
Tout s'en va lambeau par lambeau;

enfin qu'on veut proscrire

L'autel désert et mutilé.

C'en est assez de cet échantillon pour montrer la consistance des doctrines catholiques de M. Turquety. Qu'il soit personnellement convaincu lui-même, nous ne le nions pas; mais sa poésie ne le semble guère. Il n'a rien effectivement épargné de ce qui la pouvait faire ressembler aux litanies et aux cantiques de première communion; il a été prodigue de versets latins, d'*aimez Jésus* et d'*ora pro nobis*. Tout cela n'a pas échauffé son vers glacé de cette foi vive et ardente qui électrise et se communique. Il est clair seulement que c'est le livre de messe qui a fourni une bonne part de toute cette poésie catholique.

Le talent de M. Turquety n'a pas non plus profité dans cette exploitation du catholicisme qu'il prétend monopoliser. Nous nous souvenons d'avoir lu, dans ses précédens recueils, des pièces remarquables de forme. A peine voyons-nous ici des vestiges effacés de cette habileté mécanique qu'il possédait. On avait reproché justement à ses premiers essais la faiblesse et la pâleur. La *Poésie catholique* est plus débile encore: il n'y a pas en elle un souffle de vie.

Les *Élévations religieuses* de M. Hippolyte Barbier d'Orléans sont tout au plus orthodoxes. Certainement elles ne se flatteront pas, à l'instar de celles de M. Turquety, d'être catholiques. Elles protestent sans façon avec M. de La Mennais contre l'infaillibilité du pape. Elles sont indépendantes, protestantes, saint-simoniennes, tout à peu près, excepté religieuses. De fait, M. Hippolyte Barbier est moins un poète qu'un philosophe. Il se laisse aller, dit-il, de cœur et d'ame aux théories palingénésiques de M. Ballanche. Son introduction engage le lecteur à remarquer que ses pièces de poésie, toutes détachées qu'elles sont, ne doivent pas être jugées à part et indépendamment l'une de l'autre; qu'il y a entre elles une étroite connexité, une progression suivie; que la première explique la seconde, celle-ci la troisième; ainsi de suite.

Il ne nous a pas été donné de découvrir cette merveilleuse homogénéité

de composition que s'attribue M. Hippolyte Barbier. Nous n'avons pas vu que les diverses pièces ternes et opaques qui forment son recueil tirassent l'une de l'autre la moindre lumière. Toute la connexité qui paraît entre elles est celle d'une pesanteur de style et d'une vulgarité de pensée partout uniformes. Les *Élévations religieuses* sont bien les poésies les plus lourdes et les plus épaisses auxquelles nous nous soyons heurtés depuis long-temps.

Les Voix du siècle, de M. Victor Leroux, et *Pierre Gringoire*, nous introduisent dans la poésie de l'avenir, c'est-à-dire dans la poésie nébuleuse. Les poètes de l'avenir, dont Pierre Gringoire et M. Victor Leroux sont des types choisis, ne s'en tiennent pas, comme les poètes religieux, à déplorer le matérialisme du siècle; ils s'insurgent formellement contre lui. Un avant-propos fort développé, de M. Victor Leroux, formule énergiquement les griefs des poètes de l'avenir. Comme il ne lui en coûtait pas plus, M. Victor Leroux n'a pas pris seulement en main la cause de la jeunesse poétique, mais celle de toute la jeunesse en général. « Partout, dit-il, à l'heure qu'il est, le poète est méprisé dans la nation; partout la jeunesse souffre et meurt; partout elle est écrasée. » Ce n'est pas, il est vrai, précisément le siècle qui tue la jeunesse, mais il la force de se tuer elle-même. « Le suicide, ajoute M. Victor Leroux, est l'ange descendu du ciel pour retirer les bons de la cité des hommes. Cependant (nous suivons de notre mieux le fil souvent interrompu des pensées du poète), la jeunesse ne demanderait qu'à vivre. Au lieu de l'écraser, que ne fait-on pour elle quelque chose? » Or, voici le moyen de subvention fort simple que suggère M. Victor Leroux en faveur de la jeunesse. — Vos payez, dit-il, des musiciens pour vos bals et vos joies, pourquoi ne paieriez-vous pas vos poètes? Ce n'est pas leur faute s'ils ne savent et ne peuvent que chanter. — Il n'est pas inutile de faire observer que l'avocat abandonne ici la cause d'une bonne partie de ses cliens. C'est au nom de toute la jeunesse écrasée qu'il avait commencé son plaidoyer, et il ne songe déjà plus qu'aux poètes. Du reste, le moyen qu'il propose au profit de ces derniers n'est pas neuf. Il y a long-temps qu'on en use. Si le poète sait en effet chanter, s'il a du talent, s'il est bon poète enfin, on lui achète sa poésie comme au bon musicien sa musique. Au contraire, s'il est sans mérite, que voulez-vous? On le laisse racler sur sa lyre dans la solitude. Mais achevons d'analyser le manifeste de l'auteur des *Voix du siècle*. Les poètes, continue-t-il, auront beau chanter, le siècle est sourd; il n'ouvrira pas plus l'oreille à leurs élégies qu'à l'explosion de leurs pistolets. Quel autre recours leur reste-il donc que la mort? N'ont-ils pas encouru les inimitiés de la société tout entière, voire même celles des journalistes, ces carabins de l'ame, comme les appelle M. Victor

Leroux. Voilà pourquoi ce poète, le cœur gros des méfaits du présent, a écrit *les Voix du siècle*, et pourquoi il adopte, sur l'océan des hommes, pour phare l'étoile de l'avenir, et pour boussole sa conscience, deux choses, déclare-t-il en terminant, inconnues, indistinctes et impalpables comme le rêve.

Une notice de M. Paul Delasalle s'est chargée de nous apprendre ce que c'est que *Pierre Gringoire*. Pierre Gringoire descend en droite ligne du Gringoire qui était poète sous Louis XII. Les Gringoire ont été depuis ce chef de la famille, comme lui, poètes de père en fils sous tous les régimes, jusqu'au Gringoire actuel, poète quasi saint-simonien, qui a quitté récemment son domicile de Tours sans qu'on sache ce qu'il est devenu. Pierre Gringoire, quand il habitait la Touraine, était pénétré de la nécessité d'une prochaine transfiguration de la muse. Il s'appliquait à diriger en dehors de lui les rayons de son intelligence. L'art catholique l'avait tenté. Il fut sur le point de couper l'herbe sous le pied de M. Turquety; mais, en approchant du sanctuaire, il crut voir le Christ prêt à tomber de nouveau sous le poids écrasant de la croix. De peur d'être écrasé lui-même, en homme prudent, Pierre Gringoire s'abstint d'entrer dans le sanctuaire. Il aimait d'ailleurs, comme le commun des hommes, à voltiger des fleurs aux femmes, des larmes aux sourires; mais il voulait avant tout se frayer une voie. A cet effet, au lieu d'emprunter ses sujets au passé, il résolut de les demander à l'avenir. Sur quoi M. Paul Delasalle remarque judicieusement que Pierre Gringoire est le symbole caché de tous les poètes qui possèdent aujourd'hui la conscience de leur mission.

Nous avons exposé aussi clairement que le comportait la matière les idées d'avenir sous lesquelles ont été conçues les poésies de Pierre Gringoire et de M. Victor Leroux. Il se trouve de tout dans ces poésies depuis des sonnets jusqu'à des mystères. Mais, mystères ou sonnets, il n'y a guère de différence. Tout est également impénétrable; cette poésie de l'avenir a, ce semble, quelque parenté avec les hiéroglyphes. C'est comme un chiffre dont la clé manque. Vous avez des vers convenablement debout sur leurs pieds, bien rangés, bien alignés, bien rimés, exactement munis de leurs points et virgules, qui n'ont point de son fâcheux à l'oreille. Du reste vous les pouvez lire et relire; vous perdez votre peine. Ces sonnets et ces mystères contiennent tout juste autant de sens que les magnifiques plaidoyers du célèbre procès jugé par Pantagruel.

Nous n'avons plus, grace au ciel, devant nous que deux volumes de poésie. Nous aurons vite fait avec *Julien l'évangéliste*, drame en vers de M. Élie Sauvage. *Julien l'évangéliste* est une exquise bouffonnerie, d'autant plus divertissante qu'elle a été écrite sérieusement et de bonne foi. Si nous avions le loisir et l'espace suffisans, nous en extrairions quelques

scènes afin de réjouir le lecteur. Nous nous bornerons à recommander le poème tout entier aux personnes atteintes de spleen, aux tempéramens mélancoliques et blasés qui s'imaginent que rien n'est plus capable en ce monde d'exciter leur rire.

Livia, de M. Eugène Robin, mérite une tout autre recommandation. Ce n'est pas l'invention qui distingue ce poème dramatique. L'auteur n'y a guère que fondu et amalgamé des scènes et des personnages empruntés du *Faust* de Goëthe, du *Manfred* de Byron, de l'*Ahasverus* de M. Edgar Quinet. La seule imagination piquante qui soit propre à M. Eugène Robin, c'est d'avoir mis en contact et fait causer, au début de son drame, Faust et don Juan, les deux types consacrés de l'amour intellectuel et de l'amour des sens. Ce qui appelle l'attention dans *Livia*, c'est, au milieu des négligences et des incorrections continuelles, une phrase poétique souvent nerveuse et vibrante; çà et là, l'audace des pensées, la franchise de l'expression, enfin d'incontestables témoignages d'un talent dont le vol encore incertain pourrait bien déployer un jour de larges ailes.

Que si, de l'examen de tous les volumes de vers précédemment passés en revue, nous essayons de tirer quelques conclusions générales, nous établirons d'abord que la médiocrité ordinaire, la puérilité et l'absurdité fréquentes de la plupart des compositions poétiques du jour expliquent au moins, si elles ne justifient pas absolument, la profonde indifférence publique pour la poésie actuelle.

Nous constaterons en outre une décadence générale de la poésie à la suite de 1836, tout à l'honneur de la poésie du même rang qui florissait sous la restauration.

Ainsi les poètes secondaires que nous avons présentement ont perdu beaucoup du côté de la forme, sans avoir rien regagné par le fond. Ils ne soignent plus également le rhythme. Ils riment avec moins de richesse et leur pensée est restée tout aussi pauvre.

Une autre perte notable que nous avons faite est celle des épigraphes, tout-à-fait passées de mode aujourd'hui. Or les épigraphes, fournies par toutes les gloires littéraires du pays et de l'étranger, n'étaient certainement pas le moindre agrément de la petite poésie contemporaine.

§ II.

LES ROMANS NOUVEAUX.

N'eussions-nous point assez fourni d'irrécusables preuves de l'indifférence publique pour la poésie, nous n'en voudrions pas d'autre que le fait même de la publication du nouvel ouvrage de Mme Amable Tastu. On sait que

cette dame s'était acquis une juste célébrité par plusieurs recueils de vers fort distingués. Comme il faut que les temps soient devenus mauvais! Mme Tastu elle-même n'ose plus revenir à la charge, et se représenter au lecteur des vers à la main. C'est du roman, ce sont des nouvelles qu'elle lui offre aujourd'hui. Et voyez quel excès de timidité inspirent au poète les répugnances de l'époque! Mme Tastu n'appellera même pas par leur nom ses récentes productions! Elle ne dira pas, tant elle craint qu'on ne la soupçonne de supercherie! elle ne dira pas : Ce sont des nouvelles et des romans que je vous apporte; afin de rassurer tout-à-fait les gens et de leur ôter jusqu'à la moindre appréhension, elle certifie que son livre n'est que de la prose; elle fait mieux, elle le nomme : *Prose.*

Prose est en effet le titre des deux nouveaux volumes de Mme Tastu. N'auront-ils pas été produits un peu au hasard, sans suite, sans but, sans prétention, en des heures de découragement poétique? Nous le supposerions volontiers d'après leur contenu. Ils se composent d'histoires détachées, tantôt originales, tantôt traduites ou imitées de l'anglais. Ces divers morceaux sont écrits sagement et d'un style correct. C'est leur qualité principale. Il s'en faut que ceux dont l'auteur avoue l'origine britannique, soient les plus attachans et les meilleurs. Quel mérite particulier leur a pu valoir d'être importés chez nous par Mme Tastu? Nous concevons qu'un écrivain résiste difficilement à la tentation d'enrichir sa propre langue d'une œuvre étrangère dont la lecture l'a frappé vivement. Ainsi Mme Tastu était-elle applaudie de tous quand elle traduisait en beaux vers des fragmens choisis de Shakspeare, de Moore et de Byron? Mais qu'elle puise maintenant pour sa prose, dans la prose de miss Landon ou d'autres médiocrités anglaises du même rang, voilà ce que nous sommes tentés de ne lui pas pardonner.

On dirait, en vérité, qu'un commerce fréquent avec cette littérature anglaise contemporaine, si impuissante et décolorée, a communiqué à Mme Tastu elle-même l'insignifiance et la pâleur. Plusieurs des compositions soi-disant originales de son recueil portent une sorte de cachet anglais. Ce sont de longs récits inanimés, invraisemblables, du goût de ceux qui encombrent mensuellement les illisibles *magazines* de Londres. L'auteur aurait-il oublié d'en indiquer la source étrangère? Nous le voulons croire, afin de n'en point faire peser sur lui la responsabilité. Au nombre de ces morceaux tout-à-fait indignes de Mme Tastu, nous placerons *le Bracelet maure*, une manière d'histoire fantastique parfaitement inintelligible.

Nous ne nous plaindrions pas de trouver dans *Fabien le Rêveur* une dose modérée de rêverie; mais l'interminable succession de songes vulgaires dont l'enchaînement forme cette nouvelle, n'est qu'une fâcheuse

série de désappointemens pour le lecteur, qui cherche au bout de tout, en un récit, une apparence d'intérêt, une fable quelconque.

Il y a deux petites pièces plus courtes que nous approuvons davantage. L'une d'elles fournit un détail piquant de la vie de Rouget de l'Isle. Il est curieux de voir l'auteur de la grande chanson révolutionnaire figurer galamment dans une aventure de bal et y jouer un rôle si discret et désintéressé.

Racine ne se montre qu'à peine dans *Esther à Saint-Cyr*. Les personnages principaux de la nouvelle où figurent un moment les graves visages vieillis de Louis XIV et de Mme de Maintenon, sont un jeune lord anglais et un courtisan français écervelé. Cette petite comédie à double intrigue, amuserait si elle était moins écourtée. Les scènes et les caractères manquent de développement.

Tout considéré, ces essais en prose de Mme Tastu sont fort au-dessous de ses vers. La prose lui est doublement dangereuse. Sa poésie avait déjà le tort de tendre au prosaïsme. Au moins le soin du rhythme et de l'harmonie dissimulait souvent ce défaut dans sa versification. Il ne nous est pas démontré que Mme Tastu soit l'une des muses mises à l'index par les préventions du siècle; en tout cas, pour tirer parti du nouvel instrument qu'elle emploie, pour donner à sa prose quelque élévation et quelque force, elle fera bien d'appeler à son aide toutes ses ressources et toutes ses inspirations de poète.

Mme Sophie Pannier, qui avait déjà publié *le Prêtre*, nous donne aujourd'hui *l'Athée*. Cette dame paraît tenter en prose ce qu'essaie en poésie M. Turquety. On dirait qu'elle veut monopoliser le roman religieux et catholique; *l'Athée* est une longue prédication entremêlée d'aventures plus ou moins galantes. Nous ne nous flattons pas de débrouiller ce fouillis. Ce n'est pas chose aisée que de dégager l'action des sermons entassés qui l'étouffent. Nous ferons de notre mieux.

D'Olbreuse est noble d'origine et fort noble. Ce n'est rien moins que le fils d'un duc d'Estavayer, duc et pair sous la restauration, de par l'ordonnance spéciale de Mme Sophie Pannier. D'Olbreuse était né religieux et légitimiste; on l'avait élevé dans les bons principes. Ni sa naissance, ni son éducation, n'ont prévalu contre le mauvais souffle du siècle. Il se perdra de toute façon. Converti successivement au matérialisme et au libéralisme, il s'éprend de la gloire roturière du barreau. Sa noblesse déroge. Il fait son droit en cachette. Voilà notre athée avocat. Bien lui en a pris de se procurer cette ressource, car une certaine baronne, chevalière d'industrie, dont il a repoussé les avances, épouse le duc d'Estavayer pour se venger des dédains du fils et lui couper les vivres. Disons que ce qui a contribué notablement à précipiter d'Olbreuse dans l'a-

théisme, c'est un cruel désappointement de ses premières amours. Trahi par une jeune fille qu'il aimait, il ne respire plus que mépris pour Dieu, pour l'humanité, surtout pour les femmes.

Mais Mme de Villermont, la femme d'un des chefs de l'insurrection vendéenne de 1832, a dû consulter l'avocat d'Olbreuse sur des affaires de chouannerie. L'athée n'est pas encore invulnérable, comme il s'en flattait. Il avait juré de ne plus rien aimer, et tout d'un coup il aime passionnément sa cliente. Il est vrai qu'il l'aime méchamment, et dans l'espoir de la séduire. Mais Mme de Villermont n'est pas de celles qui succombent aisément. Mme de Villermont est la vertu même. Dès-lors s'entame le débat entre l'esprit religieux et l'esprit d'athéisme, entre le bon et le mauvais génie. Lequel des deux triomphera?

Tant que Mme de Villermont croit son mari bien vivant et militant dans la Vendée, elle se borne à prêcher d'Olbreuse à titre d'amie; mais on apprend que le comte de Villermont a péri dans le désastre du château de la Pénissière. La comtesse, veuve et libre, profite de l'occasion que lui donne le ciel de ramener une brebis égarée. D'Olbreuse sera son époux, pourvu qu'il comparaisse au tribunal de la pénitence. Mais l'athée ne se soucie pas plus du sacrement du mariage que de celui de la confession. Ici combats nouveaux, dissertations redoublées, sermons sur sermons; puis, au travers du tout, larges épisodes de cours d'assises.

L'exhérédation de d'Olbreuse n'avait pas été facilement obtenue du duc d'Estavayer. Si sa femme est aidée à le circonvenir par un méchant abbé libertin, un bon abbé plaide secrètement la cause du fils près de son père. Afin d'écarter cet obstacle à ses desseins, la duchesse a comploté la mort du bon abbé, qui doit être tué par un homme aposté. Heureusement la Providence intervient. La nuit était noire; l'assassin se trompe d'abbé et tue le mauvais pour le bon. Mais d'Olbreuse passait par hasard dans la ruelle où se commet l'assassinat. On l'arrête. Il est accusé du crime.

Tout allait bien pour la duchesse. Afin de l'empêcher définitivement de rendre ses bonnes graces à son fils, elle avait empoisonné le vieux duc son mari. D'Olbreuse, déshérité, n'avait plus d'autre perspective que l'échafaud. La Providence le traitera mieux qu'il ne mérite. Le bon abbé, préservé par miracle, reparaît à point pour sauver l'accusé. Il présente en outre un codicile du duc qui maintient son fils dans son héritage.

D'Olbreuse est donc remis en possession de sa liberté et de sa fortune. Qu'il se confesse seulement, Mme de Villermont est prête à lui donner sa main. L'athée n'a pas maintenant d'objection au mariage, mais il lui en coûterait de se confesser. Il hésite, il combat. La Providence n'était pas étrangère à ces temporisations; sans elles, notre vertueuse veuve tombait inévitablement en bigamie. Remarquez bien cette scène, qui est neuve et

pathétique. Un beau jour que, dans le pavillon de son jardin, la comtesse démontrait plus éloquemment que jamais à d'Olbreuse l'existence de Dieu, ne voilà-t-il pas que M. de Villermont s'avise de prouver la sienne en reparaissant tout d'un coup. Fatale péripétie! Le mari revenant y met toutefois de la générosité. Caché derrière la porte, il a tout entendu. Profondément touché lui-même de la chaleureuse prédication de la comtesse, il repartira, la laissant libre; il continuera de passer pour mort, si elle le juge convenable. Mais Mme de Villermont n'est pas femme à profiter d'une pareille latitude. Elle signifie à d'Olbreuse un congé formel, ne lui demandant comme dernière preuve d'amour que de se convertir. L'amant, au désespoir, balance long-temps. Il n'avait voulu croire en Dieu qu'à la condition d'épouser sa maîtresse. Pourtant la bonne inspiration l'emporte. Il tombe au pied du prêtre qui lui a transmis le sermon d'adieu de la comtesse. L'athée est vaincu; il se confesse.

Nous avions omis, faute de le pouvoir, jusqu'ici, convenablement présenter, un personnage fort original, qui ne joue, d'ailleurs, qu'un rôle secondaire. Mlle Elisa, peintre de son état, a de singulières fantaisies d'artiste. Elle n'attend pas les séducteurs; elle va au-devant d'eux; elle les provoque. D'Olbreuse a séduit Mlle Elisa, parce que Mlle Elisa le voulait absolument. Abandonnée, bien entendu, après sa chute, Mlle Elisa se donne néanmoins des airs de victime. Son exaltation n'a plus de bornes. La vie lui pèse. Elle a résolu de s'asphyxier. Tout est, à cet effet, préparé dans son atelier. Bosses, toiles, esquisses, ont été mises en pièces et jonchent le parquet. Le réchaud brille allumé. Mais Mlle Elisa a tourné fortuitement les yeux vers son miroir. — « Oh! l'admirable tableau que cela ferait! Une jeune femme pâle, échevelée, mourante, au milieu de ce beau désordre! » — Cette pensée d'artiste sera le salut de Mlle Elisa. Elle court rouvrir sa croisée. Elle vivra pour exécuter le tableau et pour être convertie elle-même par son heureuse rivale, l'ange qui doit convertir d'Olbreuse.

Il résulte bien de notre analyse que, pour Mme Sophie Pannier, le roman n'a été que le prétexte du sermon. Nous ne lui reprocherons pas ce pieux subterfuge. Il y a si peu de fidèles dans nos églises autour de la chaire! Pourquoi n'essaierait-on pas de prêcher dans le roman? Ce serait peut-être une bonne œuvre et une bonne idée. Qui sait? Si le romancier y mettait de la discrétion et de la finesse, il pourrait rassembler de nombreux auditoires; tout en les amusant, il leur insinuerait la parole divine. Le tort de Mme Sophie Pannier, ce n'est pas d'avoir écrit un sermon, c'est d'avoir écrit un sermon ennuyeux et maladroit; c'est surtout d'y avoir mêlé la politique. Il n'y a point d'apôtre qui ne doive viser d'abord à se concilier la foule. Voulez-vous, par le temps qui court, faire

des prosélytes en religion? ménagez bien l'esprit de parti. La couleur tranchée des opinions de Mme Sophie Pannier sera un invincible obstacle au succès de son apostolat. Ce n'était pas l'imperceptible minorité des lecteurs de la *Gazette de France* qu'elle avait besoin d'endoctriner. La *Gazette de France* leur dit depuis long-temps ce qu'elle a répété. Ils savent tout cela. Ils sont en tout point de l'avis de Mme Sophie Pannier. Mais, admirez l'adresse de cette dame missionnaire! Elle prétend convertir le siècle, et elle commence par blesser ses croyances politiques. Suivant elle, il n'y a point de salut hors de la branche aînée. On est athée de plein droit si l'on n'est pas légitimiste. L'habile moyen qu'a trouvé Mme Sophie Pannier de se faire écouter des révolutionnaires de 89 et de 1830!

C'est bien une sorte de prédication que fait aussi Mme A. Dupin dans *Marguerite*; mais cette prédication est plus divertissante. Mme Dupin semble légèrement imbue de saint-simonisme. Si nous l'avons bien comprise, entre autres doctrines généreuses, elle prêche la réforme des préjugés sociaux, la perfectibilité de l'amour, la révision des lois du mariage. Mme Dupin ne ménage pas non plus les citations; ce ne sont pas, il est vrai, les pères de l'Eglise qu'elle invoque, comme Mme Sophie Pannier, ni Bossuet, ni Bourdaloue; c'est George Sand, c'est M. Ballanche, c'est M. et Mlle de Senancourt; c'est M. Sainte-Beuve principalement en vers et en prose. Plût au ciel que ces deux dames se fussent bornées, le plus souvent, à citer leurs auteurs sans les commenter!

L'héroïne de Mme Dupin est l'une des victimes du dévouement les plus complètes que le roman ait mises en scène. Le comte Tanneguy d'Argelès a rencontré, déguisée en homme, à la Grande-Chartreuse, Marguerite, qu'il a reconnue femme sous son costume, et dont il s'est passionnément épris. Le sentiment qu'il inspire également à Marguerite n'est pas moins passionné, mais il se contient et se cache. Elle a su que la main du comte est promise à Clémence. Or, Clémence est l'amie de Marguerite. Premier dévouement de Marguerite. Loin de combattre un mariage qui ne fera pourtant que des malheureux, elle en presse au contraire l'accomplissement. Puis, afin de se séparer plus irréparablement de Tanneguy, elle épouse, de son côté, un M. de Rovère qu'elle n'aime point. Ce second dévouement de Marguerite sera tout aussitôt suivi d'un troisième. La duchesse d'Estilly, une autre intime amie de Mme de Rovère, avait été séduite par une manière de Lovelace qui a nom Everard. Il ne suffit pas qu'elle ait dissimulé sa grossesse, il en faut aussi dérober les suites. Marguerite se chargera de ce soin. Effectivement, elle accouche la duchesse; elle lui sert de garde-malade, et la soigne seule pendant trois nuits et trois jours. Mais comment Marguerite expliquera-t-elle à la ja-

lousie de M. de Rovère sa disparition du domicile conjugal? Plutôt que de se justifier en révélant la cause de son absence, elle souffre qu'on l'accuse d'adultère. Son mari obtient contre elle le divorce; après quoi il meurt de chagrin. Mme Dupin avait besoin de dissoudre aussi le mariage de Tanneguy: Everard est employé de nouveau à séduire Clémence; seconde séduction qui amène un second divorce, d'où résulte la mort de la comtesse d'Argèles, comme pendant de celle de M. de Rovère. Vous voyez que les dévouemens de Marguerite ne tournent pas à bien. Attendez; vous n'êtes pas au bout du mal qu'ils feront.

Après l'intervalle du double deuil, vous retrouvez dans le salon de la duchesse d'Estilly Marguerite et Tanneguy, divorcés et veufs l'un et l'autre. Ils sont libres maintenant. La calomnieuse sévérité du monde n'empêchera pas leur union. Le comte d'Argèles se dévoue à son tour. Il épouse celle qu'il aime et dont il sait l'innocence, se croyant la force de mépriser pour elle et pour lui l'opinion. Il avait trop présumé de sa philosophie. Sa femme est accablée de dédains et insultée en un bal où il l'a conduite. Tanneguy se fait tuer en duel pour la venger.

On aurait tort de conclure de *Marguerite* que le dévouement est maladroit, abusif, qu'il porte malheur. Certainement Mme Dupin n'a pas proposé cette inutile leçon d'égoïsme vulgaire, qu'on suit généralement par instinct et sans préceptes. On ne voit pas bien nettement ce qu'enseigne son livre. Nous supposons qu'elle a voulu montrer que notre prétendue civilisation est barbare, que la société est féroce la plupart du temps, et inconséquente dans ses absolutions et dans ses censures. De toute façon, Mme Dupin aurait dû mieux indiquer la morale de sa fable.

Le défaut capital de cet écrivain, c'est son irrésistible penchant à l'imitation de ce qu'il admire. Ses personnages ne vivent pas de leur propre vie, mais uniquement de celle de certains types excentriques créés par le génie moderne. Était-il bien nécessaire que l'héroïne Marguerite fût drapée constamment en Lélia? Ne conviendrait-il pas qu'au lieu de penser éternellement comme Obermann, elle pensât un peu plus comme une jeune fille simple, honnête et courageuse qui se sacrifie à l'amitié? Il en est de même du style; ce n'est le plus souvent qu'une parodie de l'admirable langue de *Volupté*.

Il est un autre léger reproche que nous rougissons de formuler. Dieu nous garde de rien préciser, et de mettre ici le doigt sur les choses! Mais, nous le demandons tout bas à Mme Dupin, n'y a-t-il pas dans son livre certains détails amoureux dont il eût été prudent d'adoucir la vivacité? Encore une fois, nous disons cela bien bas. Il serait plaisant qu'on nous entendît rappeler à l'ordre la pudeur d'une dame.

Nous craignons fort que *Picciola*, de M. Saintine, ne soit l'erreur

d'un homme de talent. N'est-ce pas un tour de force un peu périlleux qu'a voulu faire le romancier en choisissant pour héroïne cette Picciola? Qu'est-ce que Picciola? Vous vous imaginez peut-être une jeune fille svelte, alerte, aux yeux noirs, à la chevelure brune, une sorte de Fenella très animée et très dansante, au moins, si elle est muette. Vous n'y êtes pas. Mais je ne vous le donnerai ni en dix, ni en vingt, ni en cent, comme Mme de Sévigné. En mille, vous ne devineriez point. Picciola, ce n'est pas même une biche des bois, ni un oiseau de l'air. Je vous l'affirme, c'est une plante, une petite plante. Et quelle plante? On suppose que c'est une giroflée; on le suppose seulement; on n'en est pas sûr. Les botanistes n'ont pas encore découvert au juste de quelle famille végétale et issue l'héroïne de M. Saintine.

Mais vous attendez le récit des aventures de Picciola. Écoutez donc. Charney, athée libéral assez pareil au d'Olbreuse de Mme Sophie Pannier, avait été enfermé dans la forteresse de Fenestrelle pour crime de conspiration. C'est un jour en se promenant par le préau de son donjon qu'il aperçoit Picciola qui venait de naître et levait bravement la tête entre deux pavés. Dès cette première entrevue, le conspirateur s'éprend d'une vive affection pour Picciola. Ce sentiment grandit à vue d'œil comme la plante; le plus beau de l'histoire, c'est qu'il sera mutuel. La frêle Picciola n'était guère en sûreté au milieu du préau. Le pied d'un soldat pouvait l'écraser, le froid des nuits geler sa tige. Charney la garantira de ce double péril. Il bâtit autour d'elle une petite tente garnie de paillassons qui doit la protéger. Sur ces entrefaites le prisonnier tombe malade. Les médecins l'ont abandonné. Le sensible geôlier (M. Saintine ne pouvait mettre qu'un geôlier sensible dans cette histoire excessivement sentimentale), le sensible geôlier s'avise de couper une douzaine de feuilles de Picciola et d'en faire boire l'infusion au mourant. Merveilleuse infusion! Picciola n'a pas négligé l'occasion de prouver sa reconnaissance à son protecteur. La tisane qu'elle fournit lui sauve la vie. Cependant à peine Charney est-il convalescent, voilà Picciola qui languit à son tour, triste et maladive. La cause de son dépérissement ne tarde pas à se découvrir. Pauvre Picciola! C'est une large blessure qu'ont faite à sa tige les deux pavés entre lesquels elle a grossi. Il ne s'agirait que d'en enlever un pour la guérir. Mais on ne dépave pas d'emblée une cour de prison. Tout sensible qu'il est, le geôlier ne souffrirait point qu'on déplaçât un des grains de sable du préau. Quel parti prendre? Il n'y en a point d'autre que de s'adresser à l'empereur Napoléon. Une pétition lui expliquera que Picciola est à l'agonie et qu'il y a péril en sa demeure. Reste une difficulté! Qui portera la pétition? Patientez. Ce sera une sous-héroïne de chair et d'os, gardée jusqu'à présent en réserve par M. Sain-

tine. Téresa est la fille d'un autre prisonnier de Fenestrelle qui amuse de son côté ses loisirs de captif en attrapant des mouches, d'où lui vient le sobriquet d'*attrapeur de mouches*. Térèsa, en regardant à travers la grille du cachot de son père dans le préau, a surpris le secret des amours de Charney et de Picciola. Ce sentiment délicat l'a profondément touchée. Elle se charge de la pétition et rapporte bientôt à Fenestrelle la grace octroyée. Il était temps. Picciola n'avait plus que le souffle. Le pavé qui la comprimait retiré, elle respire et revient à la vie. Que ne mourait-elle de sa blessure! Les deux prisonniers ont obtenu la faveur de se réunir dans le préau et d'y recevoir Térésa. De là l'origine de la catastrophe définitive qui menace dès à présent Picciola. Tandis que, dans ces réunions du préau, l'attrapeur de mouches, très bon catholique et très beau diseur, sermonne longuement l'athéisme de son compagnon de captivité, l'ingrat Charney n'a plus qu'une attention distraite pour sa plante bien-aimée d'autrefois, il s'enivre des regards de Térésa. Ici nous devons reconnaitre que M. Saintine a fort ingénieusement amené cette infidélité. En romancier orthodoxe, il avait besoin d'un mariage. Malgré toute sa bonne volonté d'être original, pouvait-il humainement marier son héros avec Picciola? Nous touchons à la conclusion. L'empereur a compris que des conspirateurs botanistes et attrapeurs de mouches ne sont pas dangereux pour le repos de l'empire. La porte de Fenestrelle leur est ouverte. Charney, rendu à la liberté et converti, épouse Térésa. Et Picciola? Oh! Picciola, on la traite honorablement; on la comble d'égards. Les nouveaux mariés l'emportent à leur campagne dans une belle caisse. Mais songe-t-on à tout pendant qu'on savoure les délices de la lune de miel? La pauvre Picciola, qu'on oublie, meurt dans sa belle caisse faute d'être arrosée. Si vous ne pleurez pas à ce dénouement, ce n'est pas la faute de M. Saintine. Il vous a donné une héroïne extraordinaire, innocente, abandonnée, victime de l'ingratitude. Que voulez-vous de plus? Il a fait ce qu'il a pu.

Sérieusement, il se peut que nous nous trompions; mais, à notre avis, *Picciola* n'est qu'un jeu d'esprit puéril. Ce sujet eût inspiré peut-être à M. Xavier de Maistre un charmant chapitre de sensibilité fine et maniérée. Avec toutes les merveilleuses ressources de sa fantaisie, Sterne lui-même eût-il osé, comme M. Saintine, écrire sur ce texte les cinq cents pages d'un in-octavo? Nous ne le pensons pas.

C'est un joli titre et fort attrayant que celui d'*une Fée de salon*; mais nous n'en savons pas de plus décevant. Vainement avons-nous cherché par tous les recoins du roman de M. Arnould Fremy cette fée de salon promise, nous n'en avons découvert nul vestige. Prenons donc qu'elle n'était que pour l'étiquette, et vérifions le contenu du livre.

Berthe, la plus jeune des filles de M. de Belsonne, s'est éprise opiniâtrément d'Olivier son très indigne cousin, et cet amour est si tenace qu'il résiste à toutes les considérations morales et raisonnables qui devaient le détruire. C'est inutilement qu'on apprend à Berthe qu'Olivier a joué de l'argent détourné de la caisse d'un général dont il est le secrétaire. Qu'importe à Berthe? Cette jeune fille a l'ame grande et pleine de miséricorde. Son cousin, joueur et fripon, est à plaindre et malheureux; conséquemment, il n'en a que plus besoin d'être aimé. N'est-il pas aussi bien naturel et bien convenable qu'Olivier vive aux dépens de sa cousine, et soit entretenu par elle? Noble jeune homme! Il a l'ame grande de son côté et la délicatesse large. Qu'il y a de courage de sa part à puiser sans remords dans la bourse de sa maîtresse! Tout n'est-il pas commun entre amans? Si quelque chose pourtant gâte un peu cette grandeur d'âme et cette abnégation d'Olivier, c'est qu'il n'aime la généreuse Berthe que d'un amour assez tiède et médiocre. Il est même un certain moment tout prêt de la quitter pour une autre. Mais Berthe a fait un opulent héritage qui l'a rendue millionnaire. Cette succession a subitement raffermi la constance chancelante d'Olivier. Il épouserait maintenant de grand cœur sa cousine, n'était que M. de Belsonne ne veut pas entendre parler d'un semblable gendre. Les deux amans ne braveront pas tout d'abord l'opposition paternelle. Ils ont résolu de louvoyer. En attendant que l'horizon s'éclaircisse, Olivier s'en ira voyager en Italie pourvu d'un portefeuille bien garni, grace aux soins de Berthe.

Un an s'est écoulé. Olivier s'en revenait tranquillement en France sûr de retrouver libres la main, le cœur et les millions de sa cousine. Jugez de son désespoir. Pendant son absence, Berthe avait épousé le comte Christian de Gauthier. Elle s'était sacrifiée au crédit de son père qui avait eu besoin de cette riche alliance pour couvrir une imminente déconfiture. Dans ces circonstances, un héros de roman ordinaire eût méprisé l'infidèle et quitté la partie. Le héros de M. Arnould Fremy est plus persévérant et plus héroïque. Il a revu sa maîtresse en secret, et repris sur elle tout son ascendant. La comtesse a compris qu'elle appartient de droit à son premier amant, et qu'elle se doit de se restituer à lui, tout autre devoir cessant. Aussi abandonne-t-elle sans hésiter père, enfans et mari, pour aller vivre publiquement avec son cousin. Comment la récompensera-t-il de ce triple sacrifice? Vraiment, cet homme est indéfinissable. Lui jette-t-elle l'or à poignées, il la dédaigne, il l'oublie dans les plaisirs grossiers; l'argent lui manque-t-il, il revient à elle plus passionnément amoureux. Berthe, cependant, ne se paie pas de cette tendresse intermittente. Lassée à la fin d'un amant si coûteux et si exigeant, elle lui ferme un beau jour sa caisse. Cette grave mesure détermine chez Olivier l'explosion d'un

nouvel accès d'amour. Furieux de jalousie, il se fait tuer en duel par un M. de Jousserand qui avait mine de le supplanter près de sa cousine. Catastrophe brillante d'où sort un dénouement moral que vous n'attendiez guère. Le comte Christian de Gauthier ne demandait qu'à pardonner. Veuve de son amant, Berthe retrouve un mari clément qui lui tend les bras. Rien ne manque à sa conversion; elle redevient bonne fille, bonne mère et bonne épouse, absolument comme dans un roman de Mme Sophie Pannier.

Il y a en tête d'*Une Fée de salon*, une petite introduction tout au plus modeste, dans laquelle M. Arnould Fremy, évoquant les mânes *des Deux Anges* et d'*Elfride*, ses deux premiers romans, s'attribue le mérite d'une entière originalité. Il ne doit, dit-il, rien à personne. Il s'est placé devant son chevalet littéraire dans une complète abnégation des inventions passées. Il a peint comme il sentait, c'est-à-dire, à traits larges. Il a eu le dessein de produire des livres du genre arabesque. A ces prétentions singulières, nous objecterons d'abord que les créations de M. Arnould Fremy sont peut-être moins neuves qu'il ne pense. Pour ne parler que d'*Une Fée de salon*, Berthe, par exemple, ne doit-elle pas quelque chose à Indiana et à Lélia? Olivier n'est-il pas une contr'épreuve extrêmement pâle, il est vrai, de Leone Leoni? Nous laisserons M. Arnould Fremy juge lui-même de ces doutes; d'ailleurs nous lui reprocherons l'emploi excessif de son genre arabesque. Cet écrivain a réellement beaucoup de verve et d'esprit, mais il en abuse. Sa fantaisie moqueuse est intarissable. Il a résolu de ne rien prendre au sérieux. Ce ne sont pas seulement ses héros et ses héroïnes qu'il persifle et qu'il mystifie, c'est son public, c'est son lecteur; c'est tout le monde et toute chose. Nous accordons qu'*Une Fée de salon* est une fort piquante raillerie. Mais n'était-ce pas assez des *Deux Anges* et d'*Elfride* dans ce genre arabesque? M. Arnould Fremy n'emploiera-t-il pas quelque jour son talent à se frayer une voie plus large et plus digne?

M. Frédéric Soulié continue courageusement la publication de ses *romans historiques du Languedoc*. La seconde livraison semble en beaucoup de point supérieure à la première. Ici ce n'est plus une série de nouvelles détachées. Les deux nouveaux volumes sont tout entiers remplis de l'histoire de *Sathaniel*. Cette Sathaniel, l'héroïne de M. Frédéric Soulié, n'est pas une héroïne du genre arabesque; elle n'a rien de commun non plus avec les héroïnes de M. Saintine. C'est une femme et une maîtresse femme, je vous assure. Autour d'elle M. Frédéric Soulié a groupé d'autres personnages fictifs d'une remarquable vigueur. Parmi les figures historiques qui se mêlent à l'action et y jouent les grands rôles, vous distinguez au premier rang les deux rois visigoths Euric et

Théodoric. L'auteur leur a bien conservé l'allure et les proportions que leur prête la naïve chronique latine de Sidonius Apollinaris. Il a en outre laborieusement étudié l'époque barbare où s'agite son drame sauvage. Que ne dissimulait-il mieux son étude ? Ce labeur d'érudition paraît trop. Au lieu de se fondre dans l'œuvre en nuances harmonieuses, les détails de mœurs se produisent par placards de couleurs tranchantes et heurtées. En somme, l'exécution est loin de satisfaire. Travaillé convenablement, mis et remis sur le chevalet, l'ouvrage fût devenu peut-être un bon tableau. Ce n'est aujourd'hui qu'une énergique et rude ébauche.

Que voulez-vous ? M. Frédéric Soulié tente au-delà du possible. Il ne prend pas son temps. Les plus robustes génies succomberaient au train dont il va. On n'improvise pas une composition élevée et sérieuse comme un article de journal. C'est le malheur de notre littérature contemporaine que ce besoin de production hâtive. Le travail qui demandait le plus de réflexion et de loisir, s'est transformé en une opération mécanique. Écrire des romans surtout, ce n'est plus un art, c'est une affaire de temps. On a calculé qu'on pouvait matériellement fournir à son éditeur deux volumes par mois (un volume de plus que Scudéry !) C'est un engagement commercial. Il ne s'agit pas de reculer. On livre au libraire la besogne telle quelle à l'échéance convenue. Il est vrai que le libraire trouve cela très beau. Son prospectus déclare que tout le monde vous loue et vous admire ; que vous avez fait un grand tableau, une haute et large composition où l'on ne saurait dire si l'intérêt l'emporte sur le savoir ou le savoir sur l'intérêt. Ce n'est pas M. Frédéric Soulié qui se contentera de ce grossier encens d'éditeur, lui qui n'a qu'à vouloir pour obtenir le plein suffrage d'un public indépendant.

Si légères que soient les compositions de M. Charles Nodier, on est sûr d'y trouver toujours le charme, la grace, le bon esprit et le bon style. Les contes qu'il publie aujourd'hui font un aimable volume, qui n'amusera pas seulement les petits garçons, mais bien aussi les grands et les vieux enfans. Laissons M. Charles Nodier se classer conteur très indigne, bien loin au-dessous de Perrault. C'est là encore une de ces excessives modesties habituelles chez l'auteur du *Roi de Bohême*. Certainement *Trésor des fèves* et *Fleur des pois* vont d'un pas très convenable et très égal en la compagnie du *Petit Chaperon rouge* et du *Chat botté*. Malgré son extrême invraisemblance, *Paul* est conté avec une conviction qui finit par ébranler. On se prend à oublier que l'écrivain plaisante quand il garantit l'authenticité de son histoire, et qu'il a placé lui-même ce récit très véridique parmi ses contes. *Polichinelle* est une spirituelle satire pleine de douce philosophie et d'indulgente finesse. La plus exquise fantaisie du recueil est peut-être *le Bibliomane*. Il appartenait bien à M. Char-

les Nodier de peindre l'amateur passionné des livres. Qu'on ne dise pas que l'artiste exagère ici sa peinture, et qu'il n'y a pas de modèle humain de son *Bibliomane*. Ce singulier libraire de Barcelone, nouveau Cardillac, qui tuait naguère les gens pour rattraper les bonnes éditions qu'il vendait, prouve assez que M. Charles Nodier n'a pas imaginé la plus incroyable des excentricités de la bibliomanie.

Nous ne dirons ni mal ni bien de *Charles de Navarre* de M. Mortonval. Consciencieusement, nous n'avons pas le droit d'en parler. Nous avions essayé de lire *Charles de Navarre*, le livre est tombé vingt fois de nos mains. L'effort nous a paru au-dessus des forces humaines. Nous le déclarons solennellement : nous renonçons désormais à toute semblable tentative. Que M. Mortonval exploite les évènemens du jour ou ceux d'autrefois ; qu'il fasse du roman historique ou du roman de mœurs ; qu'il écrive *Mon ami Norbert* ou *Charles de Navarre*, ce sera tout un. Comme ce sera toujours M. Mortonval, nous tiendrons pour corrects les brevets de génie que lui décernera son libraire, nous ne nous aviserons pas de les vérifier.

Bien que nous n'ayons jamais eu l'honneur de connaître un seul des lecteurs de M. Mortonval, nous ne nions pas leur existence. Il en a sans doute, et plus d'un, puisque son imperturbable fécondité trouve depuis vingt ans des éditeurs. Il est avéré d'ailleurs que cet écrivain s'est fait un public, sinon en France, au moins en Allemagne. Un candide critique d'outre-Rhin démontrait naïvement l'autre jour que Mortonval est un Walter Scott ignoré, auquel la France ne rend pas justice. D'autre part, l'Angleterre nous accuse aussi de méconnaître M. Paul de Kock. M. Paul de Kock, qui commence à devenir de mauvais goût chez les modistes de Paris, est le romancier favori du monde fashionable de Londres. La faveur qu'il y possède est si haute que M. le comte Dorsay, l'une des notabilités du *West-End*, a provoqué récemment une fructueuse souscription au bénéfice de l'auteur de *Zizine*. Ne voilà-t-il pas des suffrages accablans ? Humilions-nous devant eux et reconnaissons notre insuffisance. Nous consentons de grand cœur à admirer M. Paul de Kock et M. Mortonval, aussitôt qu'ils nous paraîtront admirables. En attendant, nous ne nous opposons nullement à ce que ce soit l'Allemagne et l'Angleterre qui souscrivent pour eux et qui les lisent.

......Y.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 décembre 1836.

L'expédition de Constantine est le sujet de toutes les conversations, et l'on peut dire, de la douleur publique. On déplore les revers amenés par un système qui n'a su être, pour l'Afrique, ni guerroyant ni pacifique avec franchise et résolution. Ce système est celui de M. Guizot et du parti qu'il représente. On se rappelle qu'au mois de juin dernier, une discussion vive et solennelle mit à découvert les opinions et les différences qui pouvaient partager les partis et les hommes politiques sur la conduite à tenir dans notre colonie. M. Guizot condamna les expéditions qui seules pouvaient assurer la conquête. Selon lui, ce qu'il y avait de mieux à faire, c'était de se fortifier, de s'établir solidement dans certaines parties du territoire, d'entretenir des relations amicales avec les indigènes, sans les inquiéter sur leur indépendance, sans inquiéter les divers chefs sur la petite portion de souveraineté à laquelle ils prétendent. Et voilà que, sous une administration dont M. Guizot est un des principaux membres, on s'engage, pendant l'hiver, dans l'expédition la plus difficile que nous ayons encore tentée en Afrique depuis six ans. M. Guizot est donc bien différent de lui-même, ou son influence bien affaiblie.

Constantine est, pour les indigènes, une position d'une bien autre importance que Mascara ou Tlemcen : elle est le siége de la civilisation

turque; capitale de la province la plus orientale des états algériens, sa population est riche et nombreuse, et sa position naturelle lui permet une défense facile et redoutable. Ou il fallait faire cette expédition dans les premiers jours de septembre, ou il fallait la remettre au printemps. En vain on espérerait se justifier en rejetant sur le maréchal les fautes et les désastres; au maréchal la responsabilité militaire, mais non pas la responsabilité politique. Non-seulement on ne devait pas laisser au maréchal Clausel la faculté de partir ou de rester à son gré, mais on devait lui enjoindre de ne se diriger vers Constantine que sur un ordre exprès. Agir autrement, c'est abdiquer le pouvoir dirigeant et les devoirs véritables de tout gouvernement. Qu'est-il arrivé? Le maréchal, livré à lui-même, s'est facilement persuadé qu'il triompherait des obstacles qu'il devait rencontrer de Bone à Constantine; il a pu penser, d'ailleurs, qu'en lui envoyant un prince du sang, on le provoquait à cueillir sur-le-champ des lauriers qui pussent ombrager d'autres fronts; il a voulu réparer des délais irritans pour son amour-propre militaire; il sera parti sans préparatifs suffisans, sans objets de campement, et se sera trouvé sans défense contre les sévices du climat.

Quant à la défense que devait faire Constantine, on ne peut s'expliquer comment le gouvernement a pu ignorer ce qui était de notoriété publique dans les parages du Levant. Comment ne savait-il pas qu'à Tunis un parti puissant prêtait à nos ennemis un appui formidable? A Malte, il n'était bruit que des ressources immenses du bey de Constantine, et de la résistance qu'il devait opposer à nos armes. Ce qu'on ne peut trop blâmer, c'est cette indécision qui fait tenter à moitié des entreprises qu'on n'aime pas. C'est avec le ministre qui a blâmé le *système inquiet et agité*, que nous nous permettons nos plus grandes témérités, parce que le cabinet n'a pas le courage de ses propres opinions, et a tout sacrifié à l'espoir de trouver dans les bulletins du maréchal le thème d'une phrase sonore pour le discours de la couronne. Si on eût signifié au maréchal Clausel d'attendre le printemps pour son expédition, si on eût annoncé l'intention de porter devant les chambres la proposition d'un supplément de crédit, on se serait au moins montré fidèle à la politique pacifique dont on avait fait profession. Mais on n'a osé ni ordonner ni défendre, et cette indécision a porté à notre puissance, en Afrique, le coup le plus funeste qu'elle ait encore reçu.

Ce triste incident ne contribuera pas à affermir le ministère doctrinaire, déjà si fortement ébranlé. Plus le moment de la session approche, plus la situation de M. Guizot devient critique et singulière. On entend beaucoup de députés, arrivant de leurs departemens, dire qu'ils ne reconnaissent plus dans M. Guizot l'homme grave et parlementaire :

M. Guizot a de nouvelles alliances, des amis extraordinaires, des soutiens équivoques; il est transformé ou plutôt travesti. Ce chef d'une ancienne majorité est devenu méconnaissable; ses anciens partisans le délaissent, et ses nouveaux alliés le compromettent. M. de Broglie se montre à son égard d'une indifférence qui a toute la rigueur d'une condamnation sans appel. En vain M. de Rémusat voudrait-il de nouveau concilier à l'administration de M. Guizot l'amitié de M. de Broglie; ce dernier demeure impassible et froid; il refuse les confidences de ses anciens amis. C'est là un grave enseignement pour le président du conseil. M. Molé ne peut manquer de faire des réflexions sur la sûreté du commerce de M. Guizot, sur cette amitié politique funeste tour à tour à M. de Broglie, à M. Thiers; il doit se rappeler les attaques dirigées contre lui pour sa retraite lors du procès d'avril; il ne peut ignorer que quelques feuilles *doctrinaires* des départemens l'ont harcelé même depuis son entrée à la présidence.

Peut-être M. Molé a-t-il déjà laissé le champ trop libre aux envahissemens de son collègue. Les positions dans lesquelles se retranche M. Guizot sont l'instruction publique, l'intérieur, le département de la justice, les finances. Avec ces quatre ministères, M. Guizot espère diriger toutes les grandes affaires intérieures : à l'instruction publique, il tient dans ses mains les bourses des colléges royaux, les encouragemens pour les études historiques, les sciences et les arts. A l'intérieur, il a sous sa dépendance, par l'intermédiaire de M. de Rémusat, les préfets et les sous-préfets, auxquels il imprime le mouvement politique; il a les fonds secrets, la police. A la justice, M. Renouard, dévoué à M. Guizot plus encore qu'à M. Persil, dispose des nominations de la magistrature, des juges-de-paix, des tribunaux et des cours royales, ce qui est encore un assez puissant moyen d'action. Aux finances, M. Duchâtel a spécialement auprès de lui M. Vitet, conseiller d'état attaché à ce ministère, comme l'ont été autrefois MM. Thiers et Duchâtel; non que M. Vitet soit financier, mais il travaille à la nomination des percepteurs de contributions, des receveurs particuliers, dont on fera au besoin autant d'agens électoraux dévoués.

Malgré ces fortes positions qu'il a su s'assurer, M. Guizot voit s'éloigner chaque jour les résultats qu'il s'en promettait. Quel rôle serait donc celui de M. Molé en s'associant de jour en jour plus intimement à une fortune qui chancelle? Ne serait-il pas plutôt temps pour lui de réfléchir sérieusement sur son passé et sur l'avenir difficile qu'il se prépare? Qu'il se rappelle qu'il appartient au centre gauche de la chambre des pairs, et que s'il a commis une faute aux yeux de la majorité constitutionnelle, en acceptant le pouvoir avec M. Guizot, il peut encore la réparer en

mettant un terme à une solidarité fâcheuse. On peut oublier son alliance momentanée avec M. Guizot, s'il la fait suivre d'une combinaison moins antipathique au pays.

La pierre de touche pour M. Molé n'est-elle pas cette faiblesse toujours croissante que tous les efforts de M. Guizot ne peuvent déguiser? Non-seulement M. Guizot n'ose pas disputer la présidence à M. Dupin qu'il aime peu, qu'il traite assez cavalièrement avec ses familiers; mais il souscrit encore à la vice-présidence de MM. Passy, Pelet et Calmon : il n'a d'autre candidat à lui que M. Benjamin Delessert, banquier fort honorable, mais président malencontreux et qui s'enfuit un jour son chapeau à la main d'une séance qu'il ne pouvait parvenir à diriger et à calmer. La vice-présidence de M. Delessert a pris place parmi les souvenirs les moins sérieux de la chambre. La majorité ministérielle, si tant est qu'elle existe, pourra-t-elle résister long-temps au choc des quatre oppositions? L'extrême gauche, l'extrême droite, le parti de M. Odilon Barot, le centre gauche, forment ensemble plus de 200 voix que des défections peuvent grossir encore. N'oublions pas que la chambre connaît toutes les défiances qu'elle inspire à M. Guizot et à ses amis : elle n'ignore pas les travaux incessans qui se font à l'intérieur pour faire face à une réélection générale que le ministre caresse toujours dans son esprit. La chambre sera peu tentée de prêter son appui aux doctrinaires; elle sait comment elle en serait récompensée, une fois le budget obtenu. *La chambre a fait son temps*, a dit M. Guizot; il en faut une autre. Il est probable que la majorité pensera que ce n'est pas elle qui a fait son temps, mais le ministre de la *résistance quand même*, et elle ne tardera pas à trouver une question qui soit pour l'administration actuelle un inévitable écueil.

Quand même, sur l'intervention ou la coopération espagnole, la chambre hésiterait et n'imposerait pas une politique décidée, dont, selon nous, le principe était juste et le succès certain, il faudra bien que sur d'autres points elle témoigne de ses tendances et de ses sympathies, qu'elle montre si elle veut aller au centre droit ou au centre gauche. La seule question de la conversion des rentes suffirait à embarrasser mortellement M. Guizot. La chambre s'est engagée à vider cette question en 1837, et M. Guizot s'est retiré au 22 février pour ne pas opérer cette conversion. Le ministre de l'instruction publique trouvera défiance et hésitation sur bien des points, même dans le centre ministériel. Que de fonctionnaires, déconcertés dans leurs habitudes, se demanderont s'il est bien prudent de prêter un appui persévérant à un homme qui est ouvertement l'ennemi politique de M. de Montalivet et de M. Thiers. Est-ce que M. de Montalivet *n'est plus un homme sûr?* demandait ironiquement un député à M. Gui-

zot, qui disait n'avoir pu s'entendre avec l'ancien ministre de l'intérieur. De son côté, M. de Montalivet ne se gêne pas pour dire à ses amis, que tant qu'il y aura au ministère M. Guizot, M. Gasparin, M. Persil, ou un *morceau doctrinaire*, il n'y entrera pas. M. Guizot n'a pas pris garde qu'il est peu politique de mettre à d'aussi rudes épreuves des députés ministériels qui ne se sont pas engagés à incarner à perpétuité le gouvernement dans sa personne.

Depuis quelques jours la presse ministérielle a commencé à sonner le clairon du combat contre M. Thiers; on l'attaque, puis on revient à le flatter encore; on l'adjure de ne pas se mettre à la tête des adversaires du cabinet; on lui rappelle son passé pour lui interdire l'avenir; on lui remet en mémoire les jours et les dangers passés ensemble. Dans les conversations particulières, on descend aux aveux les plus naïfs. Si vous saviez, dit-on, combien nous avons aimé M. Thiers! Que de déférence, que d'empressement autour de lui! S'il avait mal aux nerfs, M. de Broglie se disait malade, et M. Guizot se serait volontiers mis au lit.

Mais sous ces intrigues et ces doléances comiques se déroule une situation sérieuse et nouvelle. On sent de toutes parts que les doctrinaires ne sont plus que les hommes d'une époque passée, et que le gouvernement de 1830 est mis en demeure par les circonstances de s'affirmer lui-même, et de ne plus se réduire à une pâle contre-épreuve de la restauration. Malgré ses fautes, M. Thiers semble désigné par l'opinion comme l'homme de cette situation nouvelle, et il est rare que l'instinct public tombe à faux sur d'aussi grands intérêts. Dans son ardeur d'asseoir la dynastie qu'il voyait menacée par des collisions violentes, M. Thiers a pu commettre des imprudences et blesser souvent ce qu'il devait respecter dans ses souvenirs et ses traditions politiques. Il est de la nature de son esprit d'aller au fond des choses, de les entreprendre non-seulement avec ardeur, mais avec un luxe de témérité dont il doit se repentir, sitôt l'effervescence de l'action passée. Il ne s'est pas assez aperçu combien les doctrinaires exploitaient sa résolution et sa hardiesse; souvent ils s'en sont servis à leur profit et contre lui. Mais M Thiers n'en appartient pas moins au parti de la rélovution de 1789 et de 1830; il n'est pas moins vrai qu'il se trouve maintenant l'adversaire le plus redoutable de nos tories. Les premières discussions de la chambre montreront comment M. Thiers entend la politique extérieure du gouvernement de juillet. Amis et adversaires attendent, avec une égale impatience, ce premier discours, qui dessinera la nouvelle position de l'ancien président du couseil.

— L'origine de la scholastique, c'est-à-dire de tout le mouvement philosophique de la pensée au moyen-âge, les premiers essais de la pensée humaine, qui préparent la grande époque de Roscelin, de Guillaume de Champeaux, d'Abeilard, suivie bientôt de celle de saint Thomas, de Scott, d'Albert-le-Grand, en un mot, toutes les questions capitales pour l'histoire de l'esprit humain, dans les temps modernes, ont été traitées, par M. Cousin, d'une manière supérieure et éclairée dans son introduction aux ouvrages inédits d'Abeilard qu'il vient de mettre au jour. Un article de cette revue sera consacrée à cette importante publication.

— L'ouvrage de M. Michel Chevalier (*Lettres sur l'Amérique du Nord*) a paru depuis quelques jours. Ce livre d'une haute portée obtient dans le monde sérieux un succès légitime. Nous reviendrons sur les travaux de M. Michel Chevalier.

— M. J.-J. Ampère ouvrira son cours de littérature française au collége de France le lundi 19 décembre.

F. BULOZ.

TABLE

DES MATIÈRES DU HUITIÈME VOLUME.

(QUATRIÈME SÉRIE.)

ERRATUM.

Page 221, ligne 36, au lieu de : jamais *littéraire* n'a tué un bon livre, lisez : jamais *critique* n'a tué, etc.